

# LES REVOLUTIONNAIRES ET LA CRISE DES INSTITUTIONS DE GAUCHE

Lire pages 6 et 7

MAGAZINE

*Proletaires  
de tous les pays,  
peuples et nations opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

# pour le socialisme

JUILLET 1980

6,50 F

**Pour agir  
efficacement  
en faveur  
de la paix**

Lire page 2

**L'effet 78  
vécu par  
des militants  
du PCF**

Lire pages 8 et 9

**Le prix  
du pétrole  
au cœur  
de la lutte pour  
la redistribution  
des richesses**

Lire pages 3, 4 et 5

## L'OMBRE DE KABOUL SUR LES JEUX OLYMPIQUES



# Pour agir efficacement en faveur de la paix

Alors que les jeux olympiques vont s'ouvrir à Moscou, les dirigeants soviétiques s'efforcent une nouvelle fois de se présenter en authentiques défenseurs de la paix, en « champion de la détente », comme s'ils ne portaient pas aujourd'hui une très grosse part de responsabilité dans l'aggravation des tensions internationales, dans l'accumulation des risques de conflit mondial. Profitant du voyage du chancelier Schmidt dans la capitale soviétique, ils ont chargé celui-ci de colporter leurs propositions de discussions sur les « euro-missiles ». En faisant comme si l'URSS, avec le déploiement déjà largement réalisé des SS 20, pointés sur l'Europe occidentale, n'avait pas pris les devants dans ce domaine de la militarisation de notre continent.

Quelques jours avant la rencontre Schmidt-Brejnev, c'est avec l'annonce d'un « retrait » de certaines unités soviétiques d'Afghanistan, que Moscou avait voulu témoigner de sa « bonne volonté ». La manœuvre est, ici, particulièrement flagrante. Car le retrait annoncé de quelques unités — « actuellement inutilisées » selon Tass — peu après l'arrivée de nouveaux renforts et de nouveaux matériels militaires, ne vise nullement à mettre fin à une occupation sanglante, qui dure maintenant depuis plus de six mois. Ce qui est visé par Moscou c'est, en contrepartie d'un geste qui ne lui coûte pas grand-chose, une reconnaissance internationale du statu quo, une acceptation par l'opinion internationale du fait accompli de la domination soviétique sur l'Afghanistan.

## Des conditions favorables

Ces manœuvres des dirigeants soviétiques risquent toujours de susciter des espoirs non fondés — ou du moins des hésitations — à l'égard de leurs véritables intentions. Toutefois, des conditions favorables à une mobilisation populaire contre la politique agressive de l'Union soviétique, existent aujourd'hui. D'abord, parce que le caractère de plus en plus ouvertement impérialiste de cette politique favorise une crise de

conscience croissante de ce qu'est l'URSS à l'heure actuelle, de ses prétentions à l'hégémonie mondiale. Et les réactions suscitées dans notre pays par les récents développements de la situation internationale, en particulier par les événements d'Afghanistan, révèlent l'existence d'un fort potentiel mobilisable au sein de notre peuple, pour s'opposer à l'impérialisme de l'URSS et pour défendre la paix.

Bien entendu, du fait que les crimes commis par l'URSS — non seulement en Afghanistan mais, ailleurs aussi, par exemple en Erythrée —, le sont au nom du socialisme, la droite essaie d'en profiter pour propager l'idée selon laquelle le socialisme mènerait inéluctablement au goulag et à l'oppression des peuples. Et donc que finalement, rien ne vaut nos sociétés « libérales avancées » ! Mais, et cela est essentiel pour l'avenir dans notre pays de la lutte pour la paix, la condamnation de la politique soviétique s'est amplement développée, ces derniers mois parmi ceux qui, à fort juste titre, ne font aucune confiance ni à Carter ni à Giscard, pour défendre dans le monde la démocratie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A preuve, par exemple, la condamnation de l'intervention en Afghanistan, dans les rangs mêmes du PCF, ou parmi les forces anti-impérialistes françaises qui s'étaient développées notamment dans la lutte contre l'impérialisme US. Et ceci, malgré le pilonnage des esprits auquel se livre la direction du PCF, pour justifier l'invasion de l'Afghanistan et assimiler à des « pro-américains » tous ceux qui la condamnent.

## Des bases non ambiguës

Les « 6 heures pour l'Afghanistan », le 6 juin dernier, à la Mutualité, ont été une manifestation concrète de cette sensibilisation grandissante de notre peuple au développement actuels de la situation internationale et aux graves menaces que ceux-ci recèlent pour la paix. L'ampleur de ce rassemblement en même temps que la délimitation politi-

que de l'appel sur la base duquel il était convoqué, notamment son rejet de tout pro-américanisme, son insistance sur le fait que c'est au peuple afghan de décider seul de son destin, c'est à dire hors de tout marchandage des grandes puissances, sont des faits marquants à souligner. Car une mobilisation populaire dans notre pays, contre la politique impérialiste de l'URSS, ne peut se développer que sur des bases non ambiguës. L'opposition à la politique expansionniste de l'URSS qui, ces dernières années, est passée à l'offensive, ne saurait justifier une quelconque bienveillance à l'égard des autres politiques impérialistes, à l'égard de la superpuissance américaine, quels que soient les reculs que celle-ci a subis du fait de l'essor des luttes des peuples, au cours de la dernière décennie.

La lutte pour la défense de la paix mondiale doit prendre clairement pour cible les deux superpuissances car, aujourd'hui, c'est leur rivalité qui porte en germe un nouveau conflit mondial. Et les Etats-Unis restent suffisamment impliqués dans les violations des droits des peuples, pour qu'on ne cesse pas d'agir avec la plus grande fermeté contre leur politique.

Violation des droits légitimes des peuples : c'est le cas, par exemple, en Palestine ou au San Salvador. C'est le cas en Afrique australe, où le pouvoir de Prétoria, dernier bastion colonialiste de l'Afrique, aujourd'hui acculé, mais bénéficiant toujours d'une aide occidentale, non seulement poursuit avec férocité sa politique d'apartheid contre le peuple azanien mais fait preuve encore d'une agressivité redoublée à l'égard des peuples des pays voisins de l'Afrique du Sud. Cet état de choses souligne la nécessité, pour contribuer à une défense effective de la paix mondiale, de lutter contre les menées des deux superpuissances, et la nécessité d'initiatives de masses en conséquence.

## Peser sur les événements

Ce qui est apparu également à travers

l'initiative des « 6 heures pour l'Afghanistan », c'est sans doute aussi la volonté, non seulement de prendre position, mais aussi d'agir pour peser sur le cours des événements. C'était à l'évidence le sens de l'appel lancé, au cours de ce rassemblement, au nom du collectif d'initiative pour prolonger les « 6 heures » par la constitution d'un large mouvement de soutien au peuple afghan. L'appel à un soutien prolongé, à la constitution de comités locaux en prise sur les développements de la situation en Afghanistan, s'opposant pied à pied à la falsification des faits, organisant sur les lieux de travail ou d'habitation, le soutien populaire à l'Afghanistan occupé, comme hier au Vietnam, témoignait de cette volonté.

Un tel mouvement, en répondant de façon offensive à la propagande-chantage de la direction du PCF — ou l'on soutient l'URSS, ou l'on est du côté des Etats-Unis — devrait recueillir l'appui de nombreux militants de ce parti, l'appui de nombreuses forces de gauche, politiques et syndicales, ce qui contribuerait à lui donner un réel caractère de masse.

Une nécessité est, en effet, aujourd'hui, de plus en plus ressentie : la prise de conscience croissante des menaces que font peser sur la paix mondiale les menées des deux superpuissances, doit se matérialiser en une mobilisation populaire prolongée. Elle doit se matérialiser par l'existence d'un rassemblement de forces capable de contribuer à isoler les fauteurs de guerre au plan mondial, capable par exemple d'imposer une politique positive de notre pays dans ce domaine, face aux volte-face et tergiversations du gouvernement. Ces initiatives ponctuelles, telle celle des « 6 heures pour l'Afghanistan », ont toutes leur place dans ce processus ; toutefois elles ont autant plus de portée qu'elles s'inscrivent dans une action pour la structuration, pour la permanence d'un vaste mouvement de masse contre la montée des peuples et pays menacés et agressés par les superpuissances.

## Une militante républicaine assassinée à Belfast

L'assassinat de la républicaine Miriam Daly à Belfast a révolté tous ses amis d'Irlande et d'ailleurs. Nous nous souvenons particulièrement de son intervention à la fête de l'UCJR en juin 1977, où elle avait été invitée à prendre la parole pendant la partie internationale.

C'est le 26 juin que quatre hommes, qu'on soupçonne être membres d'un groupe paramilitaire loyaliste, se sont introduits dans sa petite maison d'Andersonstown, ghetto catholique d'Ouest-Belfast, l'ont ligotée sur une chaise puis lui ont tiré trois balles dans la tête.

En tuant Miriam Daly, professeur à l'université de Belfast, les fascistes de l'Ulster ont voulu éliminer l'infatigable militante des droits de l'homme, qui sont tellement bafoués en Irlande, mais aussi une militante socialiste. Miriam Daly, membre de l'Irish Republican Socialist Party, avait succédé à Seamus Costello le dirigeant de ce petit parti, assassiné fin 1977 à Dublin. Elle voulait mener la lutte de libération nationale tout en se battant

pour le socialisme. Les paramilitaires protestants craignaient sa force de persuasion, ses qualités oratoires.

Je voudrais rapporter ici, en sa mémoire, une anecdote. C'était en mai 1978, lors d'une manifestation de l'IRSP contre la torture et les cours spéciales à Dublin devant la grand poste, à O'Connell Street, cette artère commerçante. Ce jour-là, (6 mai 1978) le premier orateur de l'IRSP n'avait guère de succès : la foule passait, indifférente. Lorsque Miriam prit le mégaphone, le changement se fit à vue d'œil. Les passants s'arrêtaient tous, s'agglutinant tous autour d'elle pour écouter sa voix forte et passionnée, qui savait leur dire que la répression en Irlande, tant au nord qu'au sud, c'était leur problème. Et dans cette foule, soudain pétrifiée, je me souviens encore de ces deux fillettes rousses au visage grave qui, immobiles face à Miriam, ne perdaient pas un mot de ce discours poignant.

Paddy Mc LAUGHLIN

## Erythrée : Mengistu et l'URSS préparent la guerre chimique

Depuis plusieurs semaines, le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée) met en garde l'opinion internationale contre l'imminence d'une nouvelle offensive de l'armée éthiopienne contre le peuple érythréen. Cette fois-ci, le commandement éthiopien aurait recours, pour la première fois, sur une grande échelle, à la guerre chimique.

L'Union soviétique vient en effet de fournir massivement au régime du lieutenant-colonel Mengistu les moyens de mener une telle guerre. Ce sont non seulement des défoliants, employés depuis plusieurs mois déjà, non seulement des gaz et des produits chimiques toxiques — certains mortels — mais aussi des dizaines d'hélicoptères soviétiques spécialement équipés pour les répandre. Ce sont aussi des centaines de conseillers militaires soviétiques qui viennent d'arriver en Erythrée : ils s'ajoutent à ceux déjà présents dans ce pays mais il s'agit cette fois de spécialistes des gaz.

L'offensive qui se prépare contre les positions érythréennes est la première depuis qu'en décembre 1979, les forces du FPLE avaient infligé une cinglante défaite à l'armée éthiopienne, devant la ville de Nacfa. Une fois de plus, Mengistu ne peut conti-

nuer de faire la guerre au peuple érythréen que grâce à l'engagement massif de l'URSS, dont l'état-major est directement impliqué dans la mise au point et la direction des opérations militaires contre le mouvement de libération de l'Erythrée.

### Erythrée, solidarité!

Le comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen (C.S.L.L.P.E.) (1) appelle à une campagne de protestation, notamment en envoyant à l'ambassade d'Ethiopie (37, avenue Charles Floquet - 75007 - Paris) et à l'ambassade d'URSS (40, boulevard Lannes 75016 - Paris) le télégramme suivant :

« Des sources bien informées établissent que des gaz neuro-toxiques et des hélicoptères de fabrication

soviétiques (MI 24) ont récemment été acheminés en Erythrée pour une offensive éthiopienne de grande envergure. Nous condamnons fermement l'utilisation de telles armes d'extermination qui serait en flagrante contradiction avec les principes des nations éprises de paix, et nous vous prions de déclarer publiquement que vous ne permettez jamais l'utilisation de telles armes.

(1) Erythrée-Solidarité : CSLLPE : BP 240 07 75007 Paris

Les hausses substantielles des prix du pétrole qui ont eu lieu au cours de la dernière année sont violemment attaquées, les pays de l'OPEP accusés de tous les maux de l'incurie gouvernementale, de pomper «notre substance». Cette hystérie de gras premier ministre à l'égard de pays qui ne disposent d'aucune ressource autre que le pétrole demande à être combattue, en établissant le plus clairement possible les composantes du prix du pétrole.

Pour y parvenir, la façon la plus commode a paru être une présentation historique. Ce n'est peut-être pas la plus rigoureuse, mais en tout cas, c'est du moins le but recherché, elle devrait permettre de voir en œuvre les différents facteurs et l'attitude des différents partenaires.

Aborder une telle question, c'est pénétrer en permanence dans nombre de domaines dans lesquels les prix du pétrole ont un impact et qui influent également sur leur fixation : la politique de l'OPEP et sa cohésion, les projets de développement des pays exportateurs, l'OPEP et les autres pays en voie de développement, les relations entre l'OPEP et les pays occidentaux, les problèmes géopolitiques... Ils ont tous été écartés pour l'essentiel afin que la question des prix puisse être plus profondément saisie.

Par définition une telle question est aride et pleine de chiffres dont les significations ne sont guère évidentes. Il a cependant été tenté de les rendre le plus clair possible, l'espoir est d'y être parvenu. Il convient enfin de signaler l'importance, en cette matière et en beaucoup d'autres, de l'ouvrage récent d'Abdelkader Sid Ahmed, *L'OPEP passé présent et avenir*, sans doute appelé à devenir un classique par l'ampleur, la qualité et la précision de l'information et de l'analyse, et qui a beaucoup servi à la constitution de ce dossier, bien modeste au regard de ce travail.

## Quelques points de repère

Le prix du pétrole est habituellement saisi au port d'embarquement. On peut considérer schématiquement qu'il comporte alors deux éléments principaux. D'une part les coûts de production du pétrole, d'autre part la partie «rente pétrolière» revenant au pays producteur. Celle-ci évolue en fonction de deux facteurs économiques principaux : d'une part le coût des énergies de substitution, d'autre part l'offre et la demande globale, conjoncturelle et à long terme.

A ces facteurs s'en ajoute un, essentiel, depuis la création de l'OPEP, et particulièrement depuis 1973, le «coût de reconstitution des réserves»; celui-ci intéresse très directement le pays producteur qui doit parvenir à l'aide des ressources pétrolières actuelles à créer l'infrastructure

économique qui lui assurerait des ressources suffisantes dès lors que le pétrole serait épuisé. Ce facteur dépend d'abord du rapport de force entre producteurs et consommateurs. L'importance du pétrole peut être saisie à travers deux chiffres : de 1950 à 1973, la consommation d'énergie a triplé, et dans le même temps la part du pétrole est passé de 29,7 % à 51,2 %. La production des pays membres de l'OPEP a été dans cette période presque décuplée, sa part passant de 32,5 % à 54,2 %.

Cette situation n'est pas le fait des pays producteurs mais des compagnies pétrolières, essentiellement américaines qui ont dominé la production, la distribution et par voie de conséquence, déterminé souverainement les prix.

## Histoire du prix du pétrole

L'origine du «prix affiché» du pétrole vient des États-Unis : Rockefeller affichait le prix auquel il était disposé à payer le pétrole aux producteurs reliés à son réseau d'oléoduc. Par ce moyen, la compagnie parvenait à s'assurer l'essentiel de la rente. Dans les années vingt, une guerre des prix opposa les grandes compagnies qui déboucha sur l'adoption d'un système unique de prix baptisé «golfe plus» : le prix affiché du pétrole était déterminé par le prix du pétrole extrait dans le golfe du Mexique, auquel s'ajoutait quelque soit le lieu de production, une somme correspondante au transport entre le golfe du Mexique est le point de destination. La position monopoliste des grandes compagnies leur permettait ainsi de fixer un prix arbitraire qui leur assurait une confortable rente pétrolière. En 1943, la marine britannique protesta contre ce système qui lui faisait déboursier à l'IPC dont elle était actionnaire, des sommes considérables, quand les coûts de fret entre l'Irak et l'Angleterre étaient bien moindre qu'entre le Mexique et l'Angleterre. Il y eut alors deux prix de base, le Mexique et le Golfe. En 1949 la ligne de séparation entre les deux tarifs passait par New-York. Les prix du pétrole du Moyen-Orient, une fois déconnectés du prix du pétrole américain, stagneront tout au long des années cinquante et les compagnies les baisseront en 1959 et 1960, les amenant au dessous des prix de 1953. L'opération visait un but essentiel : réduire les redevances versées aux pays producteurs, calculées à partir du prix affiché, cela sera la cause immédiate de la constitution de l'OPEP en 1960.

## Prix du pétrole et prix des produits pétroliers

Par contre, cela ne signifie en aucune sorte une baisse du prix de l'énergie consommée, les compagnies s'assurant, du fait du boum pétrolier et de leur position monopolistique, de confortables profits, les États consommateurs s'assurant par le biais de la fiscalité une partie de la rente pétrolière. Ainsi que le montre le graphique 1, la part du prix du pétrole dans le prix des produits pétroliers était de 25 % en 1970 et de 34 % en juin 1978.

# Le prix du pétrole au cœur d'une lutte pour la redistribution des richesses.

Dossier établi par Grégoire CARRAT

On peut considérer que le prix du pétrole jusqu'en 1973 tout au moins, a reflété la position monopolistique des grandes compagnies et s'est traduit par un appauvrissement considérable des pays producteurs.

Une seconde remarque s'impose : les prix du pétrole n'ont jamais été fixés par le seul jeu

des forces économiques, mais sont pour l'essentiel dépendant de facteurs politiques, notamment l'importance de la politique énergétique américaine, et la domination exercée sur les pays producteurs de pétrole. C'est à partir de ces réalités que s'est posé, de manière cruciale depuis 1973, le problème des prix du pétrole.

## Le réajustement du prix du pétrole et l'action de l'OPEP

La politique pétrolière avant 1973 a eu deux conséquences d'une grande importance : d'abord le pétrole est le produit primaire qui s'est le plus déprécié de 1950 à 1972 (hors des produits agricoles non alimentaires). Ensuite les pays exportateurs de pétrole comptaient parmi les moins développés du monde selon les critères de la CNUCED, dans le même temps où la rente pétrolière assurait les profits des grandes compagnies et alimentait le budget des pays consommateurs.

En 1960 s'est constitué l'OPEP pour riposter aux baisses de prix pratiquées par les compagnies. Tout au long des années 60 elle parvint à stopper la baisse des prix nominaux du prix affiché, mais ne parvint pas à enrayer la dégradation des termes de l'é-

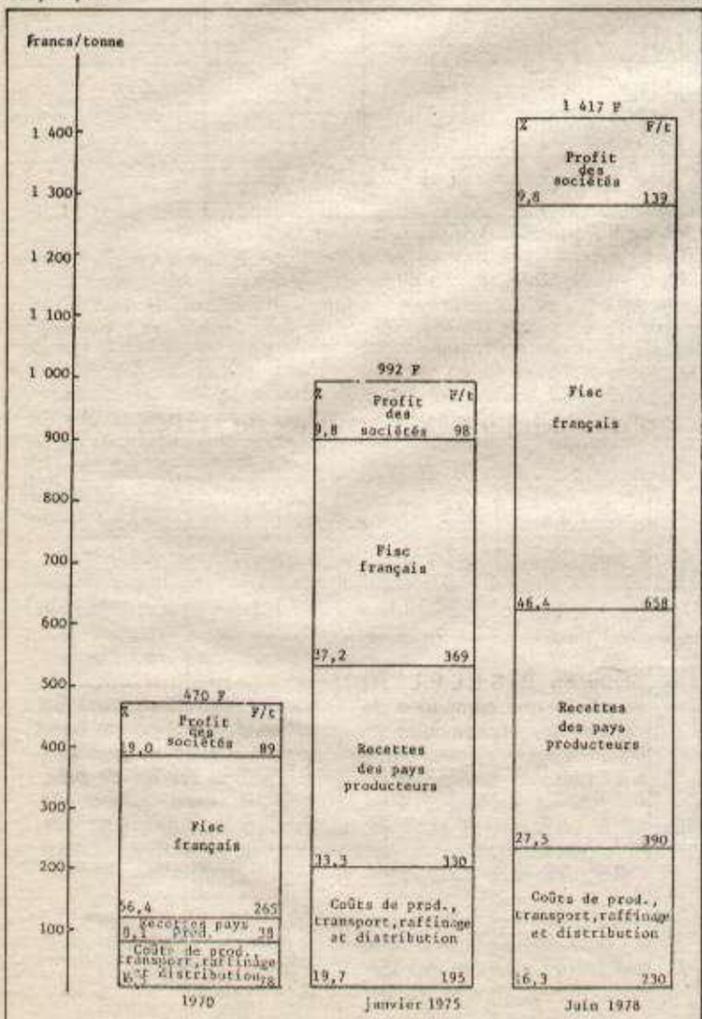
change. Mais sa constitution revêtait pour l'avenir une grande importance : un groupe de pays producteur s'était constitué avec deux objectifs : maintenir un prix «élevé» des prix du pétrole, et coordonner leurs efforts pour arracher une part plus importante des profits découlant de l'exploitation de leurs propres richesses.

## L'OPEP prend le contrôle des prix

A partir de 1970 l'action de l'OPEP s'est poursuivie dans trois directions principales : la hausse du prix affiché : il passe de 1,8 dollar par baril en 1970 à 2,898 en juin 1973. Ensuite à une modification de la fiscalité qui passe de 50 % à 55 % le 15

## Structure des prix des produits pétroliers en France pour un brut moyen

Graphique 1



Source : pétrole et gaz arabes.

## Le capital pétrolier dans les pays arabes - OPEP (en millions de barils)

TABLEAU 1

	RESERVES		PRODUCTION		RATIO	
	1965	1979	1965	1979	1965	1979
ALGERIE	5 200	10 140	203,9	421,6	25,5	24,0
ARABIE SAOUDITE	60 000	165 700	804,9	3447,8	74,5	48,0
E.A.U.	10 000	32 000	103,0	657	97,1	48,7
IRAK	25 000	32 100	479,1	1228,6	52,2	26,1
KOWEIT	62 500	66 200	861,5	329,2	72,5	71,2
LIBYE	17 800	24 300	444,8	752,9	40,1	32,3
QATAR	3 000	4 000	84,9	183,2	35,3	21,8
<b>ENSEMBLE OPEP</b>	<b>260 245</b>	<b>451 420</b>	<b>5 230</b>	<b>10 937</b>	<b>49,8</b>	<b>41,2</b>

Sources : SARKIS P.G.A. N°26 1/2/1980  
Total OPEP : intervention au colloque Pétrole, monnaie et politique 25, - 26/6/1979.

**Place de l'OPEP dans les activités pétrolières**  
TABLEAU 3 (en %)

	Production	Exportations
1960	41,7	-
1970	49,7	83,1
1973	54,2	87,2
1974	53,4	86,9
1975	49,8	82,8
1976	52	87,6
1977	51,2	84,1
1978	48,3	80,2
1979 (1 <sup>er</sup> trim.)	47,6	-

Source : Petroleum Economist. US Department of energy. OPEP.

**Evolution de la situation depuis 1973**

La consommation de pétrole a peu varié au cours des années 1973-1978. La part du pétrole dans la consommation énergétique est restée supérieure à 50 %. La part de l'OPEP dans les exportations mondiales est restée supérieure à 80 % (tableau 3). Les prix pendant ce temps sont restés stables (tableau 2).

Une première constatation s'impose : la très faible évolution des investissements énergétiques dans les principaux pays industrialisés depuis 1973 si l'on excepte le plan énergétique à long terme japonais et la mise en valeur de la mer du Nord par la Grande-Bretagne (graphique 2). Serait-ce qu'à moyen terme on considère en fin de compte que l'énergie en provenance de

**Prix réels en dollars - 1972 du brut OPEP**  
(exemple Arabian Light)

TABLEAU 4

	1972	1974	1978	1979 (Oct.)
Prix officiel	1.90	9.74	12,70	18,00
USA	1.90	7.26	7.08	8.97
France	1.90	6.55	6.48	7.90
Allemagne	1.90	6.28	5.63	7.07

Source : Petroleum Intelligence Weekly 19/11/1979.

l'OPEP est plus économique que la mise en œuvre de projets énergétiques nationaux ?

Pendant la période 1974-1979, les prix affichés sont restés relativement stables (tableau 2) mais les fluctuations du dollar ont conduit en 1978 à leur baisse en dollar de 1972, et les fortes hausses nominales de 1979 se traduisent par une hausse en terme monétaire de 1972 à un peu plus de 1 dollar par baril (tableau 4). On est très loin des coûts de production - sans parler des prix - des principales énergies de substitution (voir tableau 9)

**La chute du pouvoir d'achat**

Cette stabilité contraste singulièrement avec la hausse de l'indice des prix des produits importés qui a plus que doublé (Koweït, Iran, Venezuela), ou triplé (Indonésie) quand ce n'est quasiment quadruplé ou plus (Algérie, Nigéria, Equateur). Les chiffres des autres pays non disponibles depuis 1976 indiquent la même tendance (tableau 5).

Au total, les termes de l'échange du pétrole se sont considérablement détériorés selon les calculs de la banque Morgan de 1974 à 1978 (tableau 6).

Encore ces calculs économétriques ne prennent-ils pas en compte la pratique des surcoûts systématiques de la part des grandes sociétés de biens d'équipements à l'égard des pays OPEP. En 1977, le ministre saoudien de l'Industrie devait annuler les soumissions présentées par huit sociétés pour huit projets électriques : ces compagnies s'étaient rendues « coupables de fraude concertée » en gonflant les coûts. L'Algérie a vu le prix de l'unité de liquéfaction

En cinq années, de 1973 à 1978, les pays exportateurs de pétrole ont donc vu leurs ressources gravement compromises, les moyens qu'ils souhaitent mettre en œuvre pour assurer leur développement, et la relève du pétrole remis en cause.

**La confiscation de la rente pétrolière**

Tandis que le prix du pétrole restait stable, les coûts des produits pétroliers augmentaient considérablement. Le graphique 1 montre cette évolution. Il en ressort que, pour la France, le coût des produits pétroliers à partir d'une tonne de brut passait de janvier 1975 à juin 1978 de 992 F. à 1 417 F., soit une hausse de 445 F. Le fisc français en est responsable pour 289 F. soit plus de moitié et les pays producteurs pour 60 F., soit moins de 10 % ! Et c'est Barre qui nous assène que les pays producteurs veulent nous ruiner !

En fait tout se passe comme si d'une part les pays importateurs de pétrole voulaient empêcher les pays producteurs de tirer profit de l'inéluctable hausse des prix de l'énergie et en profiter eux-mêmes, notamment par le biais de la fiscalité, destinée à hausser le prix des produits pétroliers à un niveau où les autres sources d'énergie deviendraient rentables.

La hausse des prix du pétrole en 1973 répondait à une nécessité vitale pour les pays exportateurs qui pendant plusieurs décennies s'étaient vus vidés de

février 1971 et à 85 % le 10 novembre 1974. Enfin, c'est là une question importante à mettre fin au régime des concessions, en prenant un contrôle de la production, de 25 % le 5 octobre 1973 à 60 % le 22 décembre 1973, sans compter les nationalisations entreprises à partir de 1970 (Algérie, Libye).

Ainsi à la veille de la guerre d'octobre 1973, les pays producteurs étaient parvenus à réunir les moyens pour augmenter leurs ressources ce qui supposait une hausse considérable des prix du pétrole brut. Cette nécessité était dictée à eux non seulement par la détérioration de leurs ressources par la tendance à la réduction de leurs réserves qu'exprime le tableau 1 : pour certains comme l'Irak, cette durée de vie a été réduite de moitié !

**La fin de l'énergie à bas prix**

Le second facteur qui a contribué à la hausse des prix du pétrole en 1973 a été que les prix du pétrole pratiqués étaient impossibles à maintenir à long terme du fait des coûts des énergies de substitution, et de l'épuisement prévisible des réserves à bas prix d'extraction ou de production. Pour ne citer qu'une des nombreuses études qui furent entreprises au début des années 70 voici ce que déclarait l'adjoint au secrétaire des affaires intérieures des Etats-Unis en 1972 : « Ceux qui veulent que l'industrie continue à fournir des ressources énergétiques suffisantes mais ne veulent pas d'augmentation des prix qui permettraient de fournir du capital aux industries pour y parvenir ne comprennent rien à l'économie ».

**Evolution des prix du pétrole**  
(en dollars par baril)

TABLEAU 2

	1 <sup>er</sup> JANVIER 1972	1 <sup>er</sup> JANVIER 1974	1 <sup>er</sup> JANVIER 1979	FEVRIER 1980
ARABIE SAOUDITE	2,285	10,463	14,5460	26.
IRAN	2,467	10,67	13,45	32,87
IRAK	3,402	-	13,524	29,50
ALGERIE	3,555	12,30	14,805	34,21
LIBYE	3,507	12,32 (1975)	14,69	34,67
NIGERIA	-	14,40 (1-1977)	14,84	34,23

Dans chaque pays est pris en compte le seul pétrole de meilleure qualité : Source : Sid. Ahmed « L'OPEP passé, présent et perspectives ».

**Indice des prix à l'importation des principaux membres de l'OPEP**

TABLEAU 5

	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (FIN D'ANNEE)
ALGERIE	100	144,06	169,75	210,76	248,90	370,06
EQUATEUR	100	135,83	173,47	263,93	371,21	431,91 (JUIN)
ARABIE SAOUDITE	100	140,22	210,14	241,80 (MARS)	-	-
KOWEIT	100	123,67	142,62	169,25	192,80	214,34 (MARS)
IRAN	100	139,80	166,56	191,97	243,29	260,16 (MARS)
VENEZUELA	100	129,05	156,53	174,48	229,60	267,98 (SEPT)
IRAK	100	146,87	205,48	272,77	337,09 (JUIN)	-
LIBYE	100	128,14	155,83	202,09 (JUIN)	-	-
NIGERIA	100	136,93	221,64	243,07	330,82	383,09 (MARS)
INDONESIE	100	135,02	195,32	227,67	252,70	312,91

Source : E.I. JANABI.

**Termes de l'échange (1974 base 100)**

TABLEAU 6

	Prix du pétrole	Importations	Terme échange
1970-1972	19	66	28
1973	31	84	37
1974	100	100	100
1975	98	111	89
1976	106	113	94
1977	114	124	92
1977 (Fin)	117	153	77
1978 (avril)	148	156	95

Source : World Financial markets, Juin 1979. Prix du pétrole : prix du brut de référence en dollars US jusqu'en 1978. Moyenne pondérée des prix OPEP depuis janvier 1979. Importations : prix de gros des produits non alimentaires dans les pays industriels en dollars US et pondérés par les parts de ces pays dans les importations OPEP.

## La crise de 1979 et les menaces de pénurie

L'année 1979 a vu s'effectuer un doublement de l'ensemble des prix du pétrole de la part des pays producteurs, entériné par la décision de la réunion semestrielle de l'OPEP à Alger en juin 1980 de fixer le prix du pétrole entre 32 et 37 dollars par baril.

Les causes d'une telle mesure sont multiples : baisse du pouvoir d'achat du fait des fluctuations monétaires, de la détérioration des termes de l'échange. Ensuite la décision de l'Irak de réduire de près de moitié sa production, si elle a été compensée par une hausse de la production notamment de l'Arabie Séoudite, l'Irak, du Nigéria, n'a pas peu contribué à renforcer la détermination des pays de l'OPEP à obtenir un juste prix, notamment en battant en brèche les positions saoudiennes (voir encarts). En troisième lieu, bien qu'il ait existé certains surplus sur le marché pétrolier, la perspective d'une

pénurie d'énergie, notamment de pétrole à l'horizon 1985-1990 communément admise, a contribué à permettre cette hausse.

En ce qui concerne la pénurie, due à une demande supérieure prévue à la production envisagée, nous proposons parmi les multiples scénarios l'estimation de l'AIE en ce qui concerne la demande de pétrole. (tableau 7). Celle-ci est une hypothèse prospective dont les termes doivent être examinés.

### Production et prix du pétrole OPEP

Tout d'abord la part prépondérante de l'OPEP dans les exportations pétrolières ne semble pas devoir être remise en cause à moyen terme. Le plus significatif des gisements non OPEP récemment mis en valeur, celui du Mexique, représentait 2,5 %

de la production mondiale en 1979. Selon certaines informations la production pourrait être portée à 200 millions de tonnes en 1982 (l'équivalent de l'Irak). Il ne semble pas en outre que le gouvernement mexicain soit disposé à jouer contre l'OPEP, en particulier en ce qui concerne les prix. De ce fait l'offre de pétrole OPEP est d'une grande importance.

Selon les prévisions, la demande de pétrole OPEP serait en 1985 de 1,8 à 2,8 milliards de tonnes. L'offre varierait de 2,1 à 2,3 milliards de tonnes. Ces prévisions doivent être considérablement nuancées : en août 1978 la capacité installée des pays de l'OPEP pouvait assurer une production de 2 milliards de tonnes. Les plafonds de production imposés par l'Arabie Séoudite, le Koweït et Abou Dhabi réduisent la capacité effective à 1,7 milliards de tonnes. La décision iranienne d'imposer un plafond de production, à partir de mars 1979, ramène cette capacité à 1,5 milliards de tonnes.

L'OPEP dans son ensemble a d'autant moins intérêt à accroître ses capacités de production que selon les calculs effectués par Oil and Gas Journal, les exportations de l'OPEP sont au-delà des besoins de nombreux pays de l'OPEP, qui pourraient au prix de 1978 assurer leurs importations avec seulement 1,1 milliards de tonnes, notamment en réduisant de moitié la production séoudienne. Ce qui correspondrait au souci de préserver les ressources. Une hausse des prix en termes réels du pétrole conduit à réviser en baisse le niveau optimal de la production.

Ainsi, fondamentalement, l'OPEP, qui se trouve en surcapacité, a intérêt à la fois à une réduction de la production et à une augmentation des prix, pour préserver ses ressources et assurer ses projets de développement. En ce sens l'initiative iranienne pourrait avoir une grande importance future. Si tous les pays de l'OPEP, en particulier l'Arabie Séoudite, fondaient leur action sur ces intérêts nationaux fondamentaux, la pénurie serait bien plus grave malgré des prix élevés. Ce serait la rançon de décennies de pillage et de gaspillage occidental.

## Bilan pétrolier global en 1985

TABLEAU 7

	Millions de barils par jour
Demande de pétrole OPEP	42 - 48
Production prévue	36 - 38
Déficit potentiel	4 - 12

Source : A.I.E. août 1978.

### Prix du pétrole et autres sources d'énergie

Le second aspect de la pénurie est le retard pris dans la plupart des pays occidentaux dans la mise en place des énergies alternatives, alors que tout projet énergétique exige plusieurs années pour être mis en œuvre. La cause de cette situation pourrait être partiellement trouvée dans le fait que l'offre a toujours été maintenue supérieure à la demande, du fait principalement de l'Arabie Séoudite, assurant ainsi des approvisionnements réguliers à des prix en baisse constante en valeur réelle et encore inférieur aux coûts de production des autres sources d'énergie.

Ces coûts sont estimés entre 22 et 30 dollars le baril en dollars de 1978 (tableau 8). Certains experts occidentaux considèrent même que le «vrai» coût du pétrole est de 40 dollars. Il convient de souligner en outre que la hausse des prix du pétrole contribue à accroître les quantités même de produits pétroliers et ce de trois manières. D'abord, du moins cela serait souhaitable, en mettant un terme au gaspillage de gaz naturel : chaque année 120 milliards de mètres cube sont brûlés sur les champs pétrolifères, soit l'équivalent de 110 millions de tonnes de pétrole ; ceci parce que lorsque le pétrole était payé à bas prix, il n'était pas rentable de récupérer le gaz naturel, et aucune installation n'a été faite. En second lieu, en favorisant de nouvelles méthodes d'extraction permettant d'extraire jusqu'à 40 % du pétrole contenu dans la roche mère contre 25 % aujourd'hui. Enfin, en valorisant des gisements considérés comme non rentables à bas coût du pétrole.

La seconde crise du pétrole trouve donc ses racines à la fois dans la politique énergétique d'après guerre qui n'a pas été considérablement modifiée à la suite de la crise de 1973 et dans la tentative des pays occidentaux de récupérer la plus large part de la rente pétrolière, qui constitue la richesse parfois unique des pays exportateurs de pétrole.

### Le poids de l'Arabie Séoudite

La part de l'Arabie Séoudite dans la politique pétrolière est considérable : en 1979 elle produisait 15,7 % du pétrole mondial, presque autant que l'Amérique du Nord, elle dispose du tiers des ressources mondiales actuelles. De 1974 à 1978 elle a reçu 28 % des revenus pétroliers de l'OPEP, et bénéficié de 42 % des «surplus» pétroliers.

Ses dimensions lui confèrent un poids important qui a pesé tout au long des dernières années pour empêcher la hausse des prix du pétrole en maintenant sa production à un niveau, double de ses besoins en importations afin de permettre l'existence en permanence d'un surplus de 2,5 millions de barils par jour !

Elle est de ce fait en partie responsable de l'institution d'un double prix du pétrole en 1976, puis de l'abandon du prix unique du pétrole en 1978, mais elle n'a pu empêcher les hausses massives et nécessaires de 1979. Cependant elle a jusqu'à présent refusé de se soumettre à la décision de la conférence d'Alger fixant un prix plancher à 32 dollars. Toutefois tout laisse croire qu'elle ne portera pas sa production au-delà du niveau actuel. Au contraire à terme il est possible qu'elle la réduise.

### Le pétrole, les Arabes et les autres

Le Moyen Orient fournit 34,5 % de la production mondiale de pétrole. Le problème essentiel des pays arabes n'est guère reflété par les images qui en sont données : en 1970 la ration de protéines d'un Algérien était de 40 % de celle d'un Français, celle d'un Indien à titre de comparaison 53 % ; l'espérance de vie en Arabie Séoudite et l'Algérie souffraient d'un des taux de mortalité infantile les plus élevés du monde (plus de 100 pour mille). Cela donne une idée de l'importance du développement.

Les pays arabes, notamment la Libye et l'Algérie ont été amenés à jouer un rôle de premier plan dans les décisions de l'OPEP en 1970, cela ne peut faire oublier que le Mexique dès les années 30 puis le Venezuela dans les années 40 entreprirent les premiers de remettre en cause la toute puissance des compagnies pétrolières. C'est d'ailleurs le Venezuela qui prit les initiatives qui conduisirent en 1960 à la constitution de l'OPEP, et il continua de jouer un rôle actif.

### Pétrole et autres sources d'énergie

TABLEAU 8

	Dollars par baril
Pétrole OPEP mai 1979	11,54 - 21,63
Sources non conventionnelles (dollars 1978)	
Gaz extrait du charbon	23 - 26
Liquéfaction du charbon	27 - 30
Schistes bitumineux	20 - 26
Sables asphaltiques	22

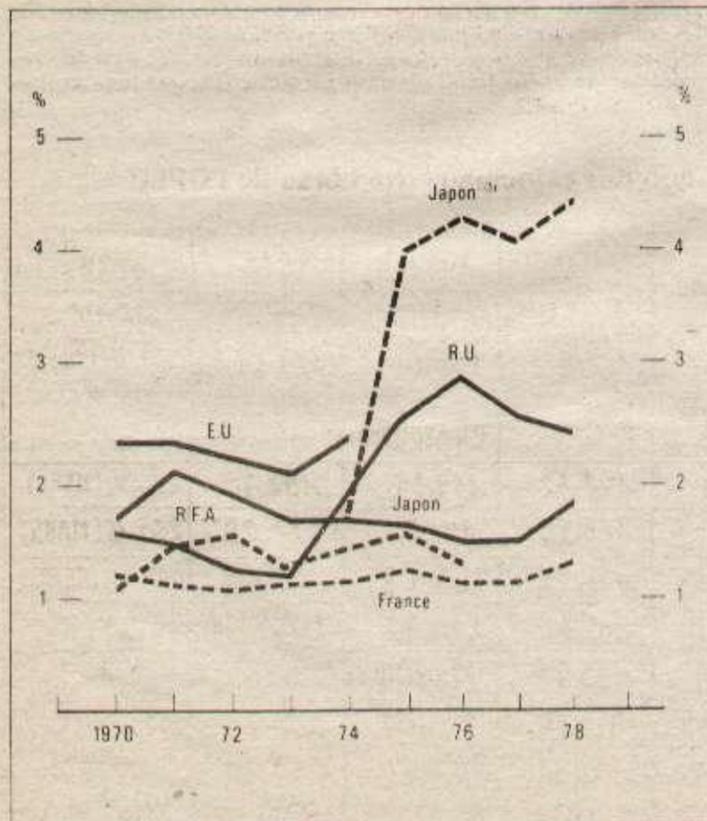
Source : N. SARKIS, colloque Pétrole, monnaie et politique, 25 - 26/6/1979.

leur substance, et à terme voyaient leurs richesses menacées d'épuisement sans aucune ressource alternative au pétrole qui constitue leur principale, sinon leur seule, ressource du fait de la mono-exploitation du pétrole instituée par les compa-

gnies pétrolières. Au seuil de 1979, le problème reste entier : les rythmes d'exploitation se sont maintenus, la détérioration de la position économique des pays producteurs ne leur a pas permis d'assurer les bases d'un développement autonome.

### Investissements énergétiques sur produit national brut

Graphique 2



(1) Y compris le "Sunshine Plan" à long terme envisagé par le gouvernement.

## Vers une nouvelle confrontation OPEP/pays industrialisés

Tels qu'ils se sont formés entre 1973 et 1980, les prix du pétrole reposent sur plusieurs facteurs : tout d'abord l'état du rapport de forces entre pays producteurs et pays consommateurs pour le partage de la rente, un élément particulièrement important paraît être la cohésion des pays de l'OPEP sur la base de leurs intérêts à long terme que la politique séoudienne a menacé. Ensuite ils dépendent dans une large mesure du pouvoir d'achat du pétrole sur les marchés alimentaires et de bien d'équipement, enfin ils tendent nécessairement, avec plus de force du fait de la menace d'un

déficit énergétique au prix actuel à s'aligner sur les coûts des énergies de remplacement.

Il est actuellement impossible de dire si la hausse importante des derniers mois va avoir pour effet une véritable modification des politiques énergétiques.

Ce qui paraît certain par contre c'est que les hausses décidées à Alger en juin 80 vont donner lieu à de violents coups de boutoirs de la part des pays occidentaux. Le prix du pétrole se trouvant en fait au cœur d'un conflit international d'ampleur historique pour la redistribution des richesses.

# Les révolutionnaires et la crise des institutions de gauche

Par Jacques WANDLER

Les deux années qui viennent ont vu s'élargir et s'approfondir les contradictions au sein des institutions de gauche.

Les contradictions ne sont pas surgies de rien : elles trouvent leur origine immédiate dans le bouleversement apparu depuis 1978 des rapports de force à gauche et dans la modification des représentations qui en est issue.

De 1972 à 1978, c'est à dire pendant toute la durée du programme commun, la politique concrète a été largement déterminée par l'hypothèse — ou la perspective — d'une victoire de la coalition électorale des forces de gauche. Le schéma de la transition, résumé au tryptique victoire de la gauche/appui ou débordement populaire/ marche en avant vers le socialisme, a marqué le comportement des militants et des syndicalistes, y compris celui des plus sceptiques sur le fond. Son principal effet négatif est d'avoir contribué à masquer aux yeux du plus grand nombre, en les privant de débouchés stratégiques ou en tentant de se les annexer, le développement des aspirations révolutionnaires apparues dans le cours des luttes ouvrières et aussi dans d'autres types de mouvements depuis le début des années soixante dix. Dans le même temps, il a occulté ou rejeté à la marge, les interrogations surgies dans le cours de son euphorique mais illusoire avancée, et qui portaient, notamment au sein du PCF, sur la place des luttes sociales dans le processus, l'abandon de la perspectives de la dictature du prolétariat, les contradictions programmatiques du

bloc de gauche, ou sur le flou du projet socialiste lui-même. A l'inverse, le mythe du programme commun, toutes variantes confondues, a laissé sans réponse les problèmes apparus avec la crise, et surtout ceux des nouveaux facteurs de division ou de recomposition de la classe ouvrière ; il a laissé enfin en plan, la question de la tactique syndicale des luttes face aux formes nouvelles de l'intransigeance patronale.

Il n'est donc pas étonnant que toutes ces questions et surtout la principale d'entre elles, le décalage apparu entre les perspectives de la gauche et le mouvement social, resurgissent aujourd'hui dans des formes aggravées par la disposition actuelle des partis et par leur division. A un moment où les crispations sectaires sont le trait saillant de cette disposition, ces interrogations ou ces remises en cause ne peuvent s'effectuer, hors la désillusion ou le naufrage individuel d'une minorité, que sous la forme d'une crise assez profonde dans les institutions de gauche.

Si l'on ajoute à ces effets à retardement, l'irruption dans le jeu politique français, des questions internationales que les événements récents d'Afghanistan n'autorisent plus à laisser de côté, on a un tableau relativement complet des éléments de fond qui travaillent et donnent à cette crise l'aspect d'une remise en cause profonde des ressorts fondamentaux de la politique pratiquée à gauche depuis une bonne dizaine d'années.

Avec chacune ses armes et ses spécificités, les forces politiques et syndicales de gauche ont tenté avec plus ou moins de succès de réajuster leurs orientations aux nouvelles données de l'après 1978. Deux objectifs à ces réorientations : la reconstruction des unités internes sérieusement malmenées par la désunion, et la volonté affirmée de part et d'autre d'un rééquilibrage à gauche, dans la perspective, au delà même des présidentielles de 1981, des législatives de 1983....

## Tentatives d'adaptation

Le PCF a opéré sa propre manœuvre dans un double mouvement : d'une part, il a tenté, au moins au niveau du discours, de s'affirmer comme la seule composante politique non intégrable au libéralisme giscardien, et il a aligné pour l'essentiel ses analyses internationales sur celles des Soviétiques. D'autre part, il a chargé le thème autogestionnaire d'occuper le terrain laissé vide au plan théorique par l'abandon de la dictature du prolétariat et au plan politique par la disparition d'une perspective programmatique commune avec la social-démocratie.

La CGT a emboîté en fin de compte le pas, malgré le ton ouvert et apparemment conciliant du 40<sup>e</sup> Congrès : durcissement du discours, surenchère revendicative, hostilité vis-à-vis de la CFDT ont été le résultat d'une politique plus sectaire que réellement efficace du point de vue des luttes.

De son côté, après avoir mis le gouvernement Barre en observation pendant une centaine de jours, la CFDT a entrepris une redéfinition qu'elle veut radicale de la place du syndicalisme dans la crise et de ses relations aux partis de gauche : au-delà même des ambiguïtés du recentrage, elle s'est mise à la recherche d'un corps de doctrine dont la prétention théorique soit d'as-

seoir politiquement ses positions dans la situation française et d'une façon plus générale face à toute la tradition marxiste.

Enfin, le PS, après avoir réaffirmé sans grande capacité de conviction, son attachement à la reconduction d'une formule d'union de la gauche, a fini lui aussi par opter pour le cavalier seul, comme le montre la publication de son projet, la discussion en cours sur le gouvernement PS homogène et la volonté affirmée d'apparaître comme une force encore plus active sur le terrain des luttes sociales.

De ce remue-ménage, nul projet d'envergure un peu mobilisateur ou capable de débloquent la situation ne pouvait évidemment ressortir. Il n'est donc pas surprenant que toutes les tentatives de réorientation, loin de régler les problèmes internes, soient apparues très souvent comme des formes éclectiques de fuite en avant, qu'elles aient au contraire contribué à rassembler et à politiser les interrogations antérieures : en bref, les motifs de division et les facteurs de crise se sont multipliés dans des termes qu'il faut rapidement évoquer ici.

## La contestation dans le PCF

La crise à l'intérieur du PCF n'est pas réductible aux formes les plus connues de contestation ou à un phénomène parisien qui serait le fait d'intellectuels un peu marginaux ! En réalité, c'est dans des centaines et sans doute dans des milliers de cellules que s'expriment des réserves sur les orientations décidées par la direction ou que se marquent, par une désaffection massive, les réticences de nombreux militants quelle que soit la période à laquelle ils avaient adhéré. Les motifs d'insatisfaction ou de contestation paraissent assez simples : ce qui est remis en cause avant tout c'est les volte-face de la politique officielle, la mauvaise foi dans la polémique et l'isolement qui en ressort, l'obstacle à l'union à la

base que constitue le déluge des prises de positions sectaires, et dans un certain nombre de cas, le réalignement sur la politique soviétique. A partir de là, les interrogations se portent légitimement sur le type de fonctionnement qui permet de telles manipulations de ligne. Certes, la contestation des mêmes faits et la condamnation des mêmes pratiques n'aboutissent pas chez tous les militants critiques aux mêmes conclusions : entre les oppositions qui se réclament de la politique suivie antérieurement par le PCF, celles qui poussent à une social-démocratisation accélérée de ce parti, celles qui se réclament de l'eurocommunisme de gauche, et celles du courant dit althussérien, il y a assurément plus que des nuances : il y a des points d'appui différenciés pour une bataille de fond contre le révisionnisme.

Mais l'essentiel, dans la phase actuelle, n'est pas là : il se situe dans l'aggravation des failles à l'intérieur du bloc hégémonique du PCF, qui avait pu momentanément rassembler dans la période faste de son discours ouvert, des sensibilités voire des cultures politiques différentes. Chose remarquable, à la différence de ce qui s'est passé avec les oppositions qui ont jalonné son histoire, ni les retournement de ligne, ni les remous, ne parviennent à faire taire les critiques, à mettre les militants à l'abri d'un débat général qu'il ne parvient pas à résorber. Outre les dizaines de milliers qui contre vents et marées ont signé la pétition *Union dans les luttes*, pas une semaine ne se passe sans que tel ou tel militant connu, occupant y compris un poste de responsabilité, ne se déclare en désaccord avec tout ou partie des orientations de son parti.

Dans la pratique aussi, cette situation ouvre des horizons nouveaux : il devient possible sur le terrain de s'entendre pour la lutte immédiate non seulement avec des militants du PCF à titre individuel mais également avec des organisations, des cellules ou des sections du PCF.

## Remous dans la CGT

L'évolution des oppositions au sein du PCF n'est pas évidemment sans conséquence au niveau du principal syndicat français, d'autant que la marge de manœuvre dont il y dispose, pour ample qu'elle soit, n'est pas sans limite : outre l'effet de la pluralité d'appartenance politique qu'on y recontre au moins à la base, c'est là sans doute que se situent le plus concrètement les effets négatifs de l'application de la politique du PCF. Ainsi, hors le fait qu'elle apparait à beaucoup comme une remise en cause des « ouvertures » du 40<sup>e</sup> Congrès la politique anti-unitaire et ouverte de diktat et n'est pas sans susciter quelques remous, tout comme les attaques les plus grossières contre la CFDT, ou l'alignement progressif malgré le discours initial, sur les positions du PCF à propos de l'Afghanistan.

Plus profondément encore — et ce jusqu'à la direction confédérale où se manifeste une minorité non négligeable, fait sans précédent si l'on excepte les sièges concédés au PS — une interpellation se fait jour sur le type de syndicalisme à mettre en œuvre dans la phase actuelle de crise du capitalisme, la relation parti-syndicat, la démocratie interne et la stratégie syndicale : beaucoup ne se satisfont plus des phrases ronflantes ou des brevets de satisfecit que s'attribue périodiquement la direction de la CGT, alors qu'elle ne parvient en rien à avancer dans la résolution des problèmes liés à l'action ou aux phénomènes persistant de désyndicalisation.

Un récent numéro du *Peuple* consacré au compte rendu d'un comité confédéral national à propos de l'unité d'action — et par voie de conséquence à la pétition *Union dans les luttes* — témoigne de l'ampleur du malaise, tout comme les interviews significatives données à la revue *Dialectiques* par quelques responsables CGT.

Et ce n'est pas la chasse aux sorcières engagée ici ou là qui de toute évidence pourra résoudre les problèmes ainsi posés.

## Divisions accrues du PS

Avec les formes propres liées à son histoire et à la stature qu'il entend se donner depuis longtemps de parti de gouvernement, le PS n'est pas non plus épargné par le développement des contradictions internes. Moins spectaculaires peut-être parce que plus habituelles dans un parti traditionnellement peu homogène, ces divisions n'en prennent pas moins une ampleur parfois surprenante, dont la première manifestation est la recomposition des courants et la modification des équilibres internes.

En sus de l'effet Rocard et de ses contrecoups dans l'appareil, se traduisant par des alliances plus qu'incongrues pour l'exercice de la direction, des fractures se sont développées au sein même de chacun des sous-ensembles, les plus spectaculaires affectant sans aucun doute le CERES, jugé traditionnellement plus proche politiquement du PCF, et sérieusement interpellé par la situation intérieure de division de la gauche comme par l'évolution de la situation internationale.

D'une façon générale, c'est toute une forme propre à certains militants du PS, de référence au marxisme, teintée de réformisme moderniste ou de tiers mondisme, qui se trouve interrogée aujourd'hui par l'absence complète de perspectives crédibles de la part de ce parti.

Mais c'est assurément parmi la composante syndicaliste et non rocardienne des assises de 1974, qu'on rencontre le désarroi le plus net : ces militants, qui avaient cru pouvoir échapper au vieux dilemme parti bureaucratique de type PCF — parti social démocrate de type SFIO se retrouvent aujourd'hui complètement étrangers à une structure où la prise en compte de leur point de vue est quasi-nulle, où les manœuvres d'appareil régnent en maître : pour bon nombre d'entre eux, le bilan fait apparaître un lourd passif.

Ainsi, au delà des compromis ou des équilibres laborieusement réalisés, le PS apparaît comme en situation extrêmement instable où le rôle même de Mitterrand comme rassembleur risque de peser moins lourd dans l'avenir : la pression extérieure d'une part, les ambitions apparues à l'intérieur d'autre part, risquent bien de faire surgir des divisions encore plus grandes, notamment autour des échéances présidentielles, et d'aggraver le début d'hémorragie militante qui commence à se faire jour dans quelques fédérations.

### Incertitudes à la CFDT

Des quatre grandes institutions politiques et syndicales de gauche, c'est sans doute la CFDT qui, entre 1972 et 1978, a été le plus sensible aux contradictions apparues entre le mouvement social et la perspective politique du programme commun et ce pour des raisons diverses, parmi lesquelles le type de travailleurs qu'elle organise et son implication dans les luttes depuis 1970.

La remise en cause de l'Union de la Gauche et la défaite qui s'en est immédiatement suivie ont donc été ressenties plus vivement. De ce fait aussi, les ajustements ont dû s'opérer plus rapidement. Mais le recentrage qui mélange une stratégie autogestionnaire de type presque partidaire, un discours théorique qui modernise les vieilles lunes réformistes sous couvert d'anti-marxisme, et des éléments de tactique syndicale non dénués de toute équivoque, a jeté dans la CFDT une confusion qu'on ne rencontre sans doute nulle part ailleurs. Cette confusion est d'autant plus grande qu'elle a trouvé légitimement des points d'appui à la fois dans une description réaliste des divisions introduites dans les rangs ouvriers par la crise, et dans un refus de se soumettre aux exigences du PCF et de la CGT, qu'il s'agisse de l'unité syndicale ou des problèmes internationaux.

Dans la pratique, si la CFDT a été coupable de mettre en avant ces derniers temps des objectifs et des formes de lutte intéressantes (Nettoyeurs du métro, Turcs), elle n'est pas non plus pour l'essentiel parvenue à résoudre le problème de l'action sur une base plus large et a subi elle aussi les effets de la désyndicalisation. Isolée relativement, et divisée, par sa participation à la négociation dans la sidérurgie, ou par ses prises de positions à propos de l'automobile pour ne citer que ces deux exemples, il lui est en outre arrivé localement de se retrouver en porte à faux à l'occasion de récentes journées d'action.

Pour toutes ces raisons, des oppositions assez profondes travaillent sourdement dans le deuxième syndicat français : entre le recentrage sous sa version la plus droitière et l'alignement pure et simple sur la CGT, nombreux sont ceux qui recherchent une troisième voie, se regroupent, mettent en évidence les ambiguïtés de la situation actuelle de la CFDT dans le champ politique français.

### Convergences

Certes, à l'étape actuelle, la clarification politique n'a pas

suffisamment progressé pour que, dans chacune des institutions, le débat tel qu'il se présente puisse être rapporté à l'affrontement «réformes ou révolution». Dans la plupart des cas, il se situe encore sur le terrain ambigu de l'ancienne problématique de l'Union de la Gauche. Cela dit, au-delà de leur énoncé immédiat, ces oppositions internes aux institutions manifestent le caractère convergent de toute une série d'interrogations auxquelles les partis dits traditionnels sont dans l'impossibilité d'apporter une réponse crédible, et qui traversent toute l'opinion progressiste se réclamant du socialisme, y compris une bonne partie des militants dits d'extrême gauche ; les principales questions agitées aujourd'hui, tournent en définitive autour des mêmes grands problèmes de fond : la nécessité de l'unité pour une riposte efficace à la crise ; la nécessité d'une pratique du syndicalisme adaptée à la période ; la nécessité d'une politique qui articule correctement les données nationales et internationales de la situation ; la nécessité d'un projet socialiste qui échappe à l'alternative capitalisme d'Etat-gestion sociale démocrate ; la nécessité d'une référence théorique renouvelée qui puisse rendre compte des réalités de la formation sociale française. Au-delà même de ces exigences fondamentales s'affirme la volonté, dans le processus même de définition de cette politique, d'un rapport différent entre les structures partidaires et le mouvement social.

De cette convergence non encore explicite, naît la volonté pratique de commencer à s'organiser, de trouver des lieux d'échange et d'unité en vue de l'action : c'est fondamentalement de cette volonté de dépasser des clivages qu'on commence à juger inadaptés ou dépassés, qu'atteste le succès de la pétition *Union dans les luttes*, signée aujourd'hui par près de 130 000 personnes. Les débats inscrits à l'ordre du jour de nombreux comités d'union à la base (l'autogestion, les nationalisations, l'Afghanistan, l'Union pour quoi faire ?...) attestent de la même façon des préoccupations majeures de leurs participants.

### Quel enjeu pour la révolution ?

Pendant toute la période antérieure, les révolutionnaires ont surtout compté pour le rayonnement de leurs idées sur le développement des luttes ouvrières et populaires : c'est donc fondamentalement sur le processus d'automatisation du mouvement social par rapport aux institutions de gauche et à leurs orientations qu'ils tentaient d'agir, en valorisant les aspirations et les formes nouvelles de lutte contre leur subordination aux seules échéances électorales : c'est sur le terrain des conflits de classe immédiats, de leur conduite, de leur interprétation et de l'écho qui leur était donné, que s'organisait largement la lutte contre le réformisme et le révisionnisme : c'est dans les failles apparues fréquemment lors du mouvement de lutte au sein de leur domination, que se glissait le plus facilement l'explication plus générale sur la nature des partis de gauche, le sens de leur projet, et la nécessité d'une rupture de fond avec les illusions qu'ils entretiennent.

Dans la phase actuelle, la situation est plus complexe nécessairement. En raison non seulement des modifications dans la situation politique, mais aussi des difficultés introduites par la crise dans les possibilités de résistance des travailleurs, le terrain des luttes ne peut plus constituer l'espace unique ou largement dominant pour le déploiement des idées révolutionnaires. Aux difficultés de la lutte immédiate se sont ajoutés en outre des obstacles politiques supplémentaires touchant en particulier à la représentation du socialisme introduite par des événements internationaux de ces deux dernières années (événements du Cambodge, évolution de la situation en Chine, montée du social impérialisme...). En plus de l'utilisation prévisible qu'en ont fait les chantres de l'impérialisme français pour leurs campagnes de désarmement idéologique du mouvement ouvrier, ces événements ont sans contexte compliqué la possibilité que dans le cours des luttes existantes, les aspirations des travailleurs se transforment avec un degré de relative facilité en sympathie voire en adhésion à la perspective révolutionnaire.

Dans la période à venir, la relance du mouvement social et la crédibilité des mots d'ordre révolutionnaires sont donc solidement liées à un intense travail de clarification idéologique et politique. Comment cet effort pourrait-il s'effectuer sans lien avec le développement d'une crise dans les institutions de gauche qui pour partie correspond, avec le décalage qui a été dit, à la saisie des aspirations apparues dans le mouvement de masse depuis une dizaine d'années ? De toute évidence, le travail en direction des militants de ces institutions, l'exacerbation de la crise de ces institutions, participent pour une large part à une recombinaison nécessaire du courant révolutionnaire en France.

Ce travail est d'autant plus nécessaire que l'espace ainsi ouvert ne l'est pas forcément de toute éternité : les brèches apparues risquent parfaitement de se refermer soit que les courants critiques se trouvent mis hors circuit par le jeu des exclusions, soit qu'ils se liquifient ou s'interposent comme écran entre les deux voies de la réforme et de la révolution, soit enfin que par une tradition bien établie, chacune de ces institutions parvienne à capter les courants d'opposition interne aux autres et à se les assimiler.

Au lieu de cela, il est possible d'engager avec les militants de ces institutions un processus qui ne relève pas d'une conception tacticienne, étroite et dépassée, des alliances à nouer, mais d'une vision plus stratégique, d'une conception plus fondamentale du type de parti à édifier pour la révolution.

A condition de définir des objectifs de travail en commun qui respectent la logique propre de ces oppositions internes aux institutions, en s'engageant patiemment dans la réunion des conditions pour la tenue d'un débat politique national sur les questions de fond, il est possible par un travail de longue haleine de transformer nombre d'interrogations apparues à gauche en processus de renforcement du pôle révolutionnaire dans notre pays.



### Lire, étudier pendant les vacances : une sélection de la Librairie Populaire

La Librairie Populaire rappelle qu'elle restera ouverte tout l'été, avec, du 15 juillet au 31 août une ouverture les après-midi seulement, de 12H30 à 19H30.

Pour vos lectures de vacances, nous vous proposons la sélection suivante effectuée à partir des ouvrages parus depuis environ un an.

#### ROMANS

- *Le voyage à Paimpol* - Letessier
- *Seul dans la vie à 14 ans* - Poulaille
- *Au chic ouvrier* - Konopnicki
- *Un jour d'octobre à Santiago* - Carmen Castillo
- *La harpe et l'homme* - Alejo Carpentier
- *Terra nostra* - Carlos Fuentes
- *Le pain nu* - Mohamed Chouky
- *Le retournement* - Vladimir Volkoff
- *La troisième guerre mondiale* - John Hackett
- *Les gens de Smiley* - John Le Carré

et de très nombreux romans en collection de poche, réédition d'ouvrages célèbres parmi lesquels, de 13F à 20F : *Cent ans de solitude*, *La rue du prolétaire rouge*, *L'herbe à brûler*, *Les rituels*, *Une vie pour deux*, *Le pull-over rouge*, ... Sans oublier tout Sartre en Folio... à redécouvrir !

#### BIBLIOGRAPHIE

- *La maison du phénix* - Han Suyin
- *Mémoires* - Grigorenko
- *May la réfractaire*
- *La Maison Blanche* - Kissinger, Tome 1, Tome 2
- *Amílcar Cabral* - Mario de Andrade

#### ACTUALITE POLITIQUE DANS LE MONDE

- *Le syndrome de Kaboul* - F. Missen
- *L'Afghanistan et ses populations*
- *La condition de la femme en Afghanistan*
- *Quelle révolution pour l'Iran* - Bani Sadr
- *L'utopie meutrière* - Pin Yathay (Cambodge)
- *Unité et lutte* - Amílcar Cabral
- *Les hommes doubles* - Dimov (Russie)
- *Proches et lointains* - Samizdat de femmes à Leningrad

#### SOCIOLOGIE, POLITIQUE FRANCAISE

- *Usines et ouvriers* - Coriat, Gaudemar, etc.
- *Décharge publique* - Aisha
- *Les bouches s'ouvrent* - Fiszbín
- *L'effet Rocard* - Hamon et Rotman
- *Changer l'espoir* - E. Maire
- *Qui travaille pour qui* - Baudelot
- *La distinction* - Bourdieu
- *Le scribe* - R. Debray
- *Plogoff la révolte* - Collectif

#### ETUDES HISTORIQUES

- *Aux origines de la Commune* - Dalotel, Faure, Freiermuth
- *Ces Allemands qui ont défilé Hitler*
- *Paysans par eux-mêmes* - Guillaumin

Et de la poésie, des ouvrages féministes, de la philosophie, etc.

#### LIBRAIRIE POPULAIRE

23 rue Saint-Sauveur - 75002 Paris  
Tel : 508.82.87 - Métro Réaumur, Les Halles  
Ouverte du mardi au samedi

# L'effet 78 dans le PCF

## «Comment en est-on arrivé là ?»

Par Nicolas DUVALLOIS

La période des vacances est à peine commencée, et déjà les élections présidentielles tendent à prendre le devant de l'actualité politique. Dès septembre, ce sera le déferlement. Et à nouveau, on entend parler des blancs bonnets et des bonnets blancs, des désistements automatiques et des ralliements conditionnels, des 20 % qui seraient bien et des 18 % qui le seraient beaucoup moins, etc...

Les présidentielles sont donc là, mais l'effet 78 demeure. Cela, personne ne peut le nier. L'échec de la gauche aux élections législatives de mars 78 a laissé des traces profondes, il a eu des conséquences multiples, il a en fin de compte abouti à une large modification des données politiques dans ce pays.

Rappelons-nous l'été 1977, il y a seulement trois ans : la réactualisation-renégociation du programme commun n'était pas engagée, et pour la grande masse des militants de gauche l'espoir était là, renforcé par l'essor électoral ininterrompu de 1973 à 1977. La droite allait être battue, Barre serait chassé, Giscard serait désavoué, et bon nombre de revendications, ô combien nécessaires, seraient octroyées. Certes, les espoirs n'étaient pas les mêmes

Le choc. Le KO. L'amertume. La rage au cœur. Le dégoût. Le ras-le-bol. Autant de mots qui servent à exprimer ce que des milliers de militants ont ressenti au petit matin du lundi 20 mars 1978, quand il a fallu partir au travail, «comme avant», retrouver ses chefs ou son patron, «comme avant». «Je ne crois pas à la fatalité», dit André, «mais ce matin-là, j'avais vraiment l'impression qu'on y arriverait jamais, qu'une espèce de malédiction pèse sur la gauche. J'avais 21 ans en 1958, et mon premier vote a été un non au référendum. Depuis, que de batailles électorales perdues !» Pourtant, cette fois-ci, André y croyait, malgré la division de la gauche intervenue six mois plus tôt : «Il ne faut pas oublier que tous les sondages donnaient la gauche gagnante, et qu'un an plus tôt elle avait conquis la majorité des municipalités. L'optimisme régnait chez les communistes à tel point que nous discussions au moins autant de ce qui allait se passer après la victoire que de la bataille électorale elle-même. Deux ans après ça laisse un goût amer dans la bouche, mais c'est vrai que nous envisagions très concrètement combien il devait y avoir de ministres communistes, comment nous appliquerions la gestion démocratique dans les entreprises, lesquelles seraient nationalisées, etc... Dans ma cellule, tous les camarades auraient appartenu au nouveau secteur nationalisé, sauf deux ; alors on les charriait...»

Précisé, sous l'effet de la polémique pour sa renégociation, jusque dans ses moindres détails concrets, le programme commun a alors plus que jamais fait office de catalogue. Un militant, qui collaborait alors à la presse du PCF, explique : «Ce qu'on constate avec le recul, c'est qu'en vérité nous étions complètement coupé du mouvement social. Le développement de la crise, les contradictions auxquelles elle donne lieu, les aspirations nouvelles tout cela nous était largement étranger. Nous nous sommes trouvés enfermés dans une problématique d'état-major étrangère au mouvement réel. Jamais dans cette période la réflexion et l'analyse n'ont été aussi pauvres. Nous étions comme enfermés dans un train lancé à pleine vitesse sur une voie dérivée.»

### Questions sur le programme commun

Sans doute serait-il abusif de

considérer que l'ensemble des militants du PCF sont aussi restés prisonniers de cette problématique du programme commun. Engagés dans une réflexion plus profonde, exprimée par exemple au moment de l'abandon du concept de dictature du prolétariat, lors du 22<sup>ème</sup> congrès, certains militants critiquaient déjà les «conceptions du changement» de la direction. D'autres se sont interrogés sur les chances de succès de la gauche après que la rupture de septembre 1977 ait été consommée. Il n'en reste pas moins que pour la très grande majorité des militants, «ce changement dont on parlait depuis si longtemps, il était là, à portée de la main, et cela justifiait tous les efforts».

Dire aujourd'hui que le pro-

gramme commun a été générateur d'illusion, c'est apparemment enfoncer une porte ouverte. Dès le mois de juin 1978, et plus encore à la tribune du 23<sup>ème</sup> congrès un an plus tard, Marchais l'a affirmé avec force : le programme commun était une conception d'état-major, manquant de relais et d'appuis créateurs «à la base», et aboutissait finalement à déposséder les masses de leur rôle. Ce qui a pu passer pour une autocritique fait aujourd'hui figure d'évidence : pas un ouvrage du PCF, pas un rapport politique qui n'évoque, pour la critiquer, la «mauvaise logique du programme commun». Cette «autocritique» satisfait-elle pour autant les militants ? Pas tous, en tout cas, et loin de là. Ainsi, pour l'un

d'entre eux, «Marchais reconnaît deux responsables à l'échec : le parti socialiste, qui a effectivement viré à droite, ... et les masses ! Le discours officiel précise en effet que notre erreur a été de sous-estimer les résistances au changement introduites par la crise. En sommes, nos propositions étaient justes, le cheminement que nous proposons était bon, mais simplement nous aurions été un pas en avant, et nous n'aurions pas compris les craintes des travailleurs. D'où la nécessité aujourd'hui d'être plus didactique, plus proche des travailleurs, pour parvenir à les rapprocher plus massivement de la conception du changement qui est celle du PCF. Ce n'est pas au PCF de changer pour s'articuler aux aspi-

rations des masses, mais aux travailleurs. d'avancer jusqu'à la compréhension des propositions du PCF !». Cette critique est-elle partagée ? Oui et non, serait-on tenté de répondre. Non, parce qu'il est évidemment beaucoup de militants du PCF qui reprennent à leur compte les arguments de la direction, renforcés par le constat de la réalité : la crise engendre effectivement des divisions qui sont autant d'obstacles à la lutte et à l'avancée révolutionnaire. Simplement, ces militants oublient que l'impasse du programme commun et sa conséquence — la victoire et l'arrogance de la droite — n'ont fait qu'accroître ces divisions. Pourtant, même chez les militants acceptant les positions de la direction, il y a des non-dits : le bilan de cinq années d'action intensive autour du programme commun n'a pas été tiré : ne pouvait-on pas prévoir le virage à droite du PS, et même s'y préparer ? Ne pouvait-on pas envisager l'hypothèse d'un échec électoral, et éviter d'être pris au dépourvu ? Ne pouvait-on pas, dans le cadre même du programme commun, envisager des formes d'union à la base qui auraient évité que celui-ci n'apparaisse comme un accord d'état-major ? Autant d'interrogations qui sont présentes, y compris chez des militants qui s'affirment par ailleurs en parfait accord avec la direction. Autant d'interrogations refoulées, interiorisées, mais qui restent grosses de contradictions dans la mesure où aucun bilan réel n'a été tiré de toute cette période.

### Démobilisation relative

L'espoir, nous l'avons vu, était là. La déception aussi. Faut-il dès lors parler, s'agissant de l'effet 78 dans le PCF, d'une vaste démobilisation ? Là encore, il est impossible de globaliser. «Sans doute beaucoup de camarades ont-ils laissé tomber, mais ce n'est pas ce que je vois dans ma cellule, et parmi les communistes que je connais», explique une militante. «Que beaucoup n'aient pas repris leur carte, c'est une évidence, mais ça ne signifie pas qu'ils soient démobilisés». Un autre militant, qui d'ailleurs a quitté le PCF, précise : «Pendant longtemps, et de manière quelque peu paradoxale, nous avons été en dehors du mouvement réel. La classe ouvrière se transforme, les rapports sociaux se modifient sous l'effet de la crise, les femmes font émergence sur la scène politique, le phénomène

12 - 13 - 19 : le tiercé qui allait tout résoudre.



écologiste apparait, et nous communistes, nous restons en dehors de tout ça, accrochés à notre union de la gauche et à son programme, qui ne prend pas en compte toutes ces transformations. Mars 1978 nous a ouvert les yeux, et nous sommes nombreux à avoir compris que nous étions aussi utile à la transformation de la société en œuvrant à l'analyse et à la clarification de ces phénomènes qu'en restant dans le PCF. La vraie politique, ce n'est pas forcément celle qui se fait place du colonel Fabien». De fait, il semble bien que l'effet 78 ait abouti à ce que des intellectuels abandonnent le militantisme partisan pour s'investir, qui dans des travaux sociologiques, etc... De la même manière, il est des artistes qui estiment mieux contribuer au changement en s'investissant dans des recherches sur la création, plutôt qu'en s'affirmant, formellement, comme membre du PCF.

A sa place, ce phénomène rejoint le «repli syndical» constaté chez bon nombre de militants ouvriers adhérents du PCF.

L'abandon de la carte n'apparaît donc pas nécessairement et automatiquement, comme signe de «démobilisation». De même que la possession de la carte ne signifie pas forcément permanence de l'engagement politique : il n'est pas rare de rencontrer des militants qui officiellement sont adhérents, mais qui en fait se tiennent complètement en marge de l'activité de leur parti. «Je suis membre du parti qui a condamné l'intervention russe en Tchécoslovaquie et qui a parlé de démocratie, explique l'un de ceux-là, depuis mars 1978, j'attends que l'orage passe, et que le parti redevienne ce qu'il était. En attendant, je reste sur la touche, sans m'en aller parce que je sais bien que la ligne actuelle ne



## Il faut être fidèle au PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

◆ NATIONALISER 9 groupes industriels, leurs filiales et...

La déception a été à la mesure de l'espoir.

durera pas». Concrètement, ce militant attend l'après-présidentielles.

### Un rapport différent au parti

D'autres enfin, et ils sont malgré tout les plus nombreux, continuent à se situer explicitement et concrètement dans le PCF. Certains en étant porteurs de perspectives politiques précises, d'autres en émettant des critiques ponctuelles, d'autres

enfin en approuvant la ligne suivie. Mais au delà des questions — décisives en dernier ressort — de ligne, il semble que l'effet 78 ait eu pour conséquence une transformation du rapport des adhérents à leur parti : «C'est très divers, et très diffus, mais ça existe massivement. Sans remonter à la période du stalinisme, quelqu'un qui adhérerait au PCF en 1973, ou 1977, rejoindrait un parti fort, sûr de lui, traçant clairement une perspective, et définissant un espoir. Il

s'en suivait des rapports de sécurité avec le parti. On choisissait de monter dans le train, et après, ça roulait.

Aujourd'hui, tout est changé. Ce n'est plus possible de passer au travers des interrogations, des imprécisions. Le parti donne l'impression d'être plus faible, moins sûr de lui. C'est une bonne chose dans la mesure où chaque militant est contraint de se positionner sur chaque question, et finalement de réfléchir par lui-même. Quand à ceux qui

ne le font pas, ils se sentent mal à l'aise : ce n'est plus comme avant, disent-ils». Le phénomène est aussi perceptible dans une cellule d'employés, où des militants critiques côtoient de nouveaux adhérents : «Avant, c'était simple : on discutait de la propagande à faire sur la boîte, des passages de Marchais à la télé, ou des nationalisations. Aujourd'hui, on travaille par élimination. Je propose qu'on discute de l'Afghanistan, silence gêné du bureau de cellule. Les nouveaux ne comprennent pas. Un copain pose sur la table l'article de Fiszbin qu'il a découpé dans Le Monde. Un ange passe. Les nouveaux ne comprennent toujours pas. Finalement, on discute de la lutte sur la boîte : on parle d'union dans les luttes. Je connais plusieurs collègues qui avaient adhéré, et qu'on n'a vu qu'à une réunion. C'était beaucoup moins le cas avant 1978, car l'unification était supérieure, même si elle n'a jamais été totale».

Divers, l'effet 78 dans le PCF l'est assurément. Une certitude apparait malgré tout, c'est que «ce n'est plus comme avant». Aux certitudes sur le programme commun ont succédé les interrogations. A la dynamique militante née de la victoire qui apparaissait comme prochaine, ont succédé la difficulté de mobilisation, les réunions difficiles, les remises en cause. A l'espoir concret et proche du changement ont succédé les interrogations sur des perspectives qui en tout état de cause apparaissent comme lointaines et floues.

Sans doute beaucoup de militants du PCF regrettent-ils cet «avant» fait de certitudes et d'espoirs. Mais pour beaucoup aussi, l'effet 78 a été le déclic, celui qui fait surgir des interrogations qui peuvent être novatrices. «Ça fait deux ans que je me pose deux questions : comment en est-on arrivé là, et comment construire une véritable perspective, vraiment crédible. Pour moi, c'est cela le résultat de mars 78», explique ce militant. «Finalement, quand je compare avec la période antérieure, je trouve que c'est plutôt positif de se poser des questions surtout quand on sait qu'on est loin d'être tout seul».

«Des années entières consacrées à se battre pour un programme commun dont aucun vrai bilan n'a été tiré».



# Vivre la crise

Par Jean-Louis BRUNET

L'INSEE a perdu la grâce aux yeux de M. Barre. Le premier ministre tempête, la direction de l'Institut censure «les prévisions de l'horizon 85» jugé trop assombri. Le gouvernement avait promis à la veille des élections législatives de 1978, le maintien du pouvoir d'achat et la revalorisation des bas salaires s'il était reconduit. En révélant donc que le pouvoir d'achat des salaires nets d'octobre 1978 à octobre 1979 avait globalement diminué (1), et que cette baisse touchait plus particulièrement les smicards, en prévoyant pour 1980 une baisse de ce pouvoir d'achat entre 1 et 3 %, en affirmant que la consommation des ménages (2) et (3) s'était fort ralentie, l'INSEE a commis un crime de lèse-promise. Et pourtant...

Et pourtant... la méthode de calcul du pouvoir d'achat par cet institut est loin de rendre compte de la réalité : le chiffre obtenu est en effet le résultat d'une fraction dont le dénominateur est l'indice des prix et le numérateur l'indice du revenu : or dans l'indice des prix ne sont pas pris en compte certains secteurs (comme le logement) ni certains phénomènes bien connus des consommateurs (la disparition de certains produits bon marché et leur remplacement par des produits d'une autre marque et d'un prix plus élevé).

Loin de rendre compte de la réalité, parce que dans ces chiffres on ne trouve pas (et on ne peut trouver) les répercussions concrètes de cette baisse du pouvoir d'achat sur la vie de tous les jours : les chiffres restent abstraits. Mais pour les familles populaires, cette baisse de leur pouvoir d'achat, est vécue quotidiennement et de façon différente du cadre touché lui aussi par cette conséquence de la politique gouvernementale.

## Un des besoins fondamentaux des familles : le logement

Derrière cette expression «le coût de l'habitat est en hausse» que se cache-t-il ? Des chiffres mais aussi des situations difficiles. Certes les logements «sociaux», les HLM sont soumis à une réglementation de la hausse des loyers, réglementation varia-

ble suivant les offices : 10 % par semestre dans le midi, le sud-ouest et Paris. 10 % c'est déjà beaucoup pour les familles aux faibles revenus dont le pouvoir d'achat baisse tout aussi régulièrement. D'autant que si la hausse du loyer est limitée celles des charges a augmenté de 18 à 35 %, nous révèle M. René Bouet de la Confédération syndicale des familles, en juillet elle sera relevé encore de 10 %. L'entretien des espaces verts a augmenté de 77 %, les entreprises de nettoyage ont évalué leurs services insuffisamment rémunérés : 66 % d'augmentation ; le chauffage est 50 % plus cher et l'eau chaude ne sera pas en reste : 55 % de majoration d'un coup.

En un mot, ou plutôt en un chiffre : les charges qui représentaient 75 % du loyer de base en représentent à présent 105 % !

Habiter un F4 à Gagny vous en coûtera 1 300 F à 1 400 F, charges comprises.

Alors ? Chercher autre chose, ailleurs ? Quasiment impossible ! «Les familles échangent leur appartement pour des appartements plus petits : on passe d'un F5 à un F4 ou à un F3 pour la première fois, nous dit M. Bouet, pour des raisons financières impératives et non parce que les enfants se marient».

Vous habitez un logement régi par la loi de 1948 : en juillet, vous êtes prévenu, vous paierez un loyer majoré de 11 à 13 % (en 1979 les propriétaires furent raisonnables, ils limitèrent l'augmentation de 6,5 % à 11 %).

Si vous faites partie des cinq millions de retraités dont le pouvoir d'achat a baissé cette année de 2 %, attendez-vous à vider les lieux pour permettre la rénovation. A 6 heures du matin, les ouvriers qui se rendent à leur travail, verront empilés dans la rue votre matelas et votre armoire comme à Grigny Grande Borne où ce spectacle de la grande foire capitaliste est offert quotidiennement aux passants matinaux.

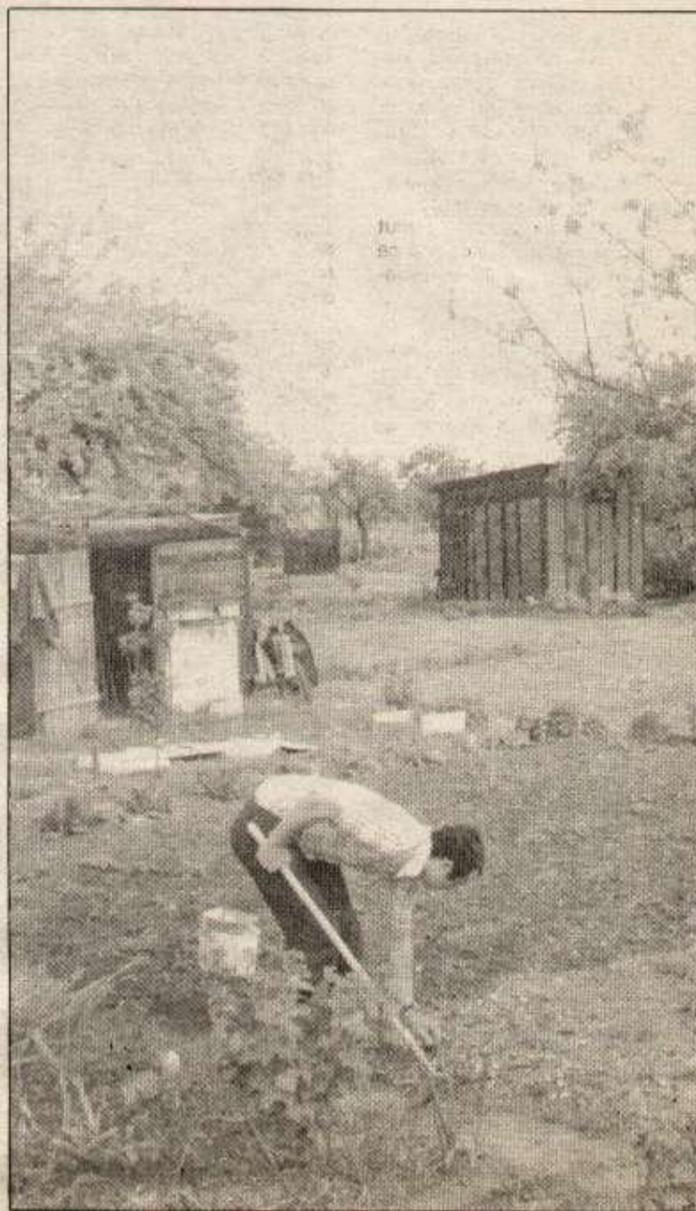
«Accédez à la propriété ! Pour le prix d'un loyer vous serez propriétaire !» Il faudra compter avec les escrocs de la construction comme ceux de Gennevilliers qui se déclarèrent en faillite après avoir touché 5 % d'acompte ; il faudra compter avec le resserrement du crédit et la hausse des taux d'intérêts. Gare aux ravalements : pensez-y ou vous vous retrouverez dans la situation de cette retraitée qui doit rembourser un F3 et payer sa part de ravalement avec 2 200 F de retraite par mois.

Victime de ce miroir aux alouettes, du double langage du gouvernement qui encourage l'accession à la propriété d'un côté et restreint les crédits de l'autre, vous serez endetté jusqu'au cou : comme ce travailleur qui doit cesser de payer son loyer pour payer le Phénix qu'il a fait construire et qu'il n'habite pas encore.

## Se nourrir...

En tendance générale, constate l'INSEE la part de l'alimentation dans la consommation des ménages décroît régulièrement (cf. encart 3). Toutefois ajoute-t-elle on ne peut en conclure une restriction dans ce domaine car la part relative de ce secteur de la consommation se réduit avec l'élévation du niveau de vie au profit des biens d'équipement.

Pourtant, la hausse des prix alimentaires est telle qu'on ne peut qu'imaginer que les familles populaires ne peuvent maintenir



la même consommation. Mais seule l'enquête vivante permet de comprendre l'étendue des conséquences de la baisse du pouvoir d'achat dans le domaine de l'alimentation.

Dans une grande surface de Paris XIII\*

— «Ce qu'on constate récemment, c'est que les gens font plus leurs achats pour la semaine et non plus au jour le jour. Cela permet quelques économies. Mais il est vrai que le lieu de travail étant de plus en plus éloigné du domicile, on ne peut plus acheter pour le soir même : les achats de congélateurs ont augmenté considérablement.

— On voit de plus en plus aussi les gens se saisir de produits en vente promotionnelle et faire attention aux prix des mêmes produits de différentes marques. (On peut y voir aussi une influence du travail d'information des organisations de consommateurs)

— Un changement d'alimentation ? Oui, il y a une baisse dans les achats de corps gras et de sucre (effet de saturation ou de la diffusion des conseils diététiques ?), des boissons non alcoolisées (leurs prix ont augmentés très rapidement).

C'est surtout les fruits et légumes frais qui sont touchés. Curieusement, on revient aux habitudes antérieures : on achète les fruits et légumes de la saison parce qu'ils sont moins chers : les fruits exotiques ou exportés en hiver (le raisin d'Afrique du sud ...) ne sont plus achetés. D'une façon générale : les gens aux faibles revenus préfèrent acheter des conserves, des surgelés ou du riz et des pâtes : c'est moins cher. (En quelques mois, les congélateurs se sont multipliés dans le magasin, les rayons des légumes secs et des conserves sont souvent vides à la fin du mois).

— Le boucher : une réduction de la consommation ? Non, on n'a pas à se plaindre. Ah si, tout de même en fin de mois : on ne vend plus que des bas morceaux, des côtes de porc dans l'échine, on n'en a jamais assez.

— En fin de mois aussi, les gens nous demandent des poids justes : 600 grammes, pas un gramme de plus — ça c'est un signe mais au début du mois, tout le monde achète, achète — les gens ne tiennent pas de budget !

Sur le marché... «la valse aux étiquettes»... Le dimanche : les prix grimpent et les acheteurs cèdent la place aux touristes.

(1) Progression du salaire et du pouvoir d'achat, d'octobre 1978 à octobre 1979

	Progression du salaire brut (avant retenues)	Progression du salaire net (après retenues)	Ponction sur le salaire perçu entre octobre 1978 et octobre 1979	Progression des prix octobre 1979/ octobre 1978	Pouvoir d'achat des salaires bruts	Pouvoir d'achat des salaires nets
Cadres.....	12,5	9,1	3,1	11,3	1,1	2,0
Techniciens.....	12,0	8,9	2,8	"	0,6	2,2
Employés.....	12,7	9,6	2,8	"	1,3	1,4
Ouvriers <sup>1</sup> .....	14,1	11,0	2,8	"	2,5	0,3
SMIC <sup>2</sup> .....	11,5	8,4	2,9	"	0,2	2,6

1. Toutes qualifications.

2. Pour les «smicards», le salaire mensuel est calculé pour une durée hebdomadaire de travail égale à celle observée pour l'ensemble des salariés.

Source : INSEE. «Nous revaloriserons les bas salaires en priorité...» Raymond Barre - Avril 1978.

Vers une heure, la population change : les commerçants soldent trois laitues pour deux francs. Des vieux du quartier viennent un peu plus tard, honteux de leur misère, glaner quelques fruits talés, quelques caissettes pour se chauffer...

Ainsi, même si l'on peut trouver d'autres explications à ce ralentissement de la consommation alimentaire, l'enquête vivante nous empêche de douter que la crise n'ait des répercussions sur l'alimentation des familles populaires : trop de signes montrent le contraire.

## Se vêtir...

L'habillement stagne, régresse, les vêtements comme les chaussures :

Les derniers chiffres :

Pour le 2 <sup>e</sup> trimestre 1979	0,8 %
Habillement femmes	2 %
Habillement hommes	2 %
Habillement enfants	3 %

Pour la rentrée scolaire 1979, les dépenses de fournitures scolaires ont été plus importantes pour équiper les enfants : «Le petit mettra donc le tablier du grand, cela permettra de lui acheter un nouveau cartable. Moi, je me passerai de la robe dont j'ai besoin ou j'irai au Marché Saint-Pierre, maman me la taillera. Au

Marché Saint-Pierre ou chez Tati, le magasin est comble toute la semaine, le mercredi et le samedi, on ne peut avancer tant la foule est dense...»

## Se soigner...

«L'inertie des dépenses de santé est remarquable en moyen terme». (INSEE - Les comptes de la nation).

Serait-ce l'effet de la propagande gouvernementale pour la réduction de l'achat des médicaments ? Les familles populaires seraient-elles moins malades ? Ce n'est certes pas l'avis des boutiques de santé, des médecins qui constatent au contraire une recrudescence des maladies, des fatigues, des dépressions : la crise et le drame et les angoisses qu'elle fait naître, épanouissante ? Allons donc... ! La régression de l'effort de prévention médicale dans les écoles et dans les entreprises explique au contraire la résurgence de certaines maladies jugées disparues (les poux, la gale, la teigne de sinistre mémoire, la tuberculose...).

Un pharmacien du 5<sup>ème</sup> arrondissement aura beau nous dire que les gens dépensent encore trop en médicaments parce qu'ils sont trop remboursés (il aura l'honnêteté d'ajouter que le 5<sup>ème</sup> est un arrondissement bourgeois), dans le 13<sup>ème</sup>

(3)

## Évolution de la consommation par grandes fonctions (aux prix de 1970)

Taux annuel moyen en %

	1959-1973	1974-1979
1. Alimentation	3,1	1,9
2. Habillement	5,1	0,8
3. Logement	7,2	4,8
4. Équipement du logement	2,6	2,6
5. Santé	8,6	7,1
6. Transports	8,1	3,6
7. Loisirs-culture	6,9	6,7
8. Divers	4,6	4,5
Ensemble	5,5	3,8

## Comptes de la nation 1980 - INSEE

arrondissement, quartier moins aisé, l'enquête montrera que les familles populaires réutilisent d'anciens médicaments, demandent au pharmacien de remplacer sur l'ordonnance un produit coûteux par un produit similaire, mais beaucoup moins cher, hésitent à se faire poser une couronne, attendent pour cela des jours meilleurs, car le remboursement en est faible ; de nouvelles lunettes ? Ça attendra... ça coûte cher. Et ce n'est presque par remboursé.

Fatiguée ? «Je ne peux pas m'arrêter ! Il y a des menaces de licenciements... Ça passera

avec une aspirine ! Ce n'est pas avec moi que la Sécurité sociale sera en déficit.»

## Se distraire...

### Partir en vacances

«Si les ménages semblent renoncer à certains besoins jugés de première importance avant 1974 (le mobilier et les textiles pour l'habitation, les biens d'équipement relèvent peut-être du schéma des biens supérieurs, les premiers sacrifiés lors d'une inflexion de la croissance des revenus), ils n'entendent pas, en revanche, sacrifier leurs dépenses de loisirs - et d'équipements de loisir comme la télévision - qui gardent une croissance soutenue.» (INSEE - Comptes de la nation).

Notons tout d'abord que l'institut national de la statistique fait remarquer plus haut que «le ralentissement est net pour la fonction : achats et utilisation de véhicules industriels : de 9,8 % à 2,9 %», or l'automobile est aussi un équipement de loisir ! Alors ! Les loisirs, secteur conservé ?

En cette période de vacances, la question mérite d'être posée ! Rappelons avant tout que seulement 49,2 % des Français ont le loisir de s'offrir ces quelques semaines de «détente» ou de reconstruction de leur force de travail. Pensons que ce pourcentage cette année ne sera guère dépassé (de 1964 à 1973 - avant la crise -, seuls 0,4 % d'ouvriers en plus sont partis en vacances).

Sans doute, mais c'est difficile à savoir aujourd'hui, les familles populaires tiennent à conserver intactes leurs vacances : «On verra bien à la rentrée...».

Enverra-t-on le gossé en colonie ? J'ai posé la question à la responsable de la caisse des Ecoles du 13<sup>ème</sup> arrondissement : les familles populaires vont-elles renoncer à inscrire leurs enfants en colonies de vacances ?

«Rien ne permet de le dire aujourd'hui, en tout cas dans

mon arrondissement. Les 50 places de juillet ont été prises ; il en reste encore pour le mois d'août - mais il faudra attendre pour en tirer une conclusion correcte - Une seule remarque : le contingent d'enfants plus jeunes (qui suivent les cours de la maternelle) a diminué, mais peut-être n'est-ce là qu'un effet d'un changement sentimental dans les familles : on n'aime pas se séparer de son petit garçon ou de sa petite fille.

Mes collègues des autres caisses poussent des cris d'alarmes : sur l'ensemble, il est manifeste que le nombre d'enfant envoyés en colonie a fortement diminué, de nombreuses places sont vacantes !

Oui, peut-être doit-on y voir une répercussion de la baisse du pouvoir d'achat, malgré l'aide financière qu'apportent les Caisse d'Allocations sous forme de bons vacances d'un montant de 150 francs à 600 francs). Il est vrai que les prix restent assez élevés : 34 francs par jour et par enfant plus le voyage, et comme généralement les familles envoient leurs enfants en colonie le mois où eux-mêmes n'ont pas de vacances, pour les emmener ensuite avec eux, la somme peut être lourde.

Toutefois, je crois que l'on ne pourra se prononcer de façon certaine qu'après le bilan des centres aérés. En effet, le centre aéré est moins cher (de 10 francs à 11 francs par jour). Si cette année, ils sont remplis, cela pourra être un signe. Mais on peut penser là encore qu'il s'agit d'un choix affectif : l'enfant revient le soir !

Rendez-vous à la rentrée...

Le pouvoir d'achat maintenu, les bas salaires revalorisés ? Qui des familles populaires pourrait croire M. Barre, elles qui tous les jours sont confrontées à un grignotage régulier de leur niveau de vie, sont contraintes de restreindre leur consommation dans presque tous les secteurs. La couleuvre est un peu grosse, M. le premier ministre !



## (2) Définitions : la consommation des ménages

Dans la comptabilité nationale, la consommation des ménages ne comprend pas les achats de logements neufs, les grosses réparations, comptés en «formation brute de capital fixe» (investissements), non plus que les paiements d'impôts, de cotisations sociales, d'assurances de salaires à des domestiques comptés comme «opération de répartitions». Mais elle prend en compte les dépenses de logement (loyers et charges) et de santé en valeur brute, y compris la part qui n'est pas à la charge des ménages en raison de l'allocation logement et des remboursements de Sécurité sociale. Elle comprend également l'auto-consommation de produits alimentaires (produits des jardins familiaux) et de services (loyers des logements habités par leur propriétaire). Ces auto-consommations représentaient en 1973 environ 45 des 650 milliards de francs de la consommation. (Tableaux de l'économie française INSEE).

Plus de 200 travailleurs, chômeurs, militants syndicaux et d'associations de la Région Parisienne, de différents courants de gauche et d'extrême-gauche se sont rencontrés pendant toute une journée pour débattre ensemble des moyens de lutter concrètement pour les revendications des chômeurs et pour l'emploi ; c'est déjà un petit événement. Ces « Assises de lutte contre le chômage » étaient organisées le 21 juin à l'initiative de 3 collectifs de lutte contre le chômage : SOS Emploi 19<sup>e</sup>, SOS Emploi 11<sup>e</sup> et Collectif Emploi 20<sup>e</sup>, avec le soutien et la participation de nombreuses organisations associatives.

Au cours des huit forums organisés, ce qui a frappé beaucoup de participants, c'est à la fois la richesse des idées et des témoignages, le climat militant et fraternel, et la volonté de déboucher sur des propositions concrètes pour l'action.

Créer des liens, rassembler les volontés de lutte contre le chômage, dans une région où la dispersion est un obstacle important, remobiliser des militants d'organisations populaires, tel aura été le premier résultat de ces Assises : c'est un bon début.

## Interview d'une militante de SOS Emploi 19<sup>e</sup>

► **L'objectif que vous vous étiez fixé en tenant ces Assises te semble-t-il atteint ?**

La journée me semble très positive.

D'abord par le nombre des participants et la grande diversité des secteurs représentés (syndicalistes d'ANPE, des ASSEDEC - Groupes femmes - Mouvements de jeunesse - Travailleurs handicapés - Militants du Cadre de Vie - Mouvements de soutien aux travailleurs immigrés - de nombreux syndicalistes CGT et CFDT - participation de deux Unions Locales CFDT (19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>), et de plusieurs responsables de l'UD CFDT 75 - C'est un premier pas pour regrouper des secteurs de lutte très variés, ce qui va nous permettre de démultiplier les forces. La participation des camarades du Comité de Lutte Contre le Chômage de Reims nous a beaucoup appris sur les possibilités d'organiser les chômeurs.

Nous avons fait circuler un cahier d'adresses, on voit que les participants viennent de tout Paris et de la banlieue, y compris dans les secteurs où les collectifs n'interviennent pas (15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, banlieues Nord et Sud), ce qui offre en plus la possibilité de créer de nouveaux collectifs contre le chômage dans ces quartiers.

Ce qui me semble positif aussi, c'est la qualité des débats. Beaucoup de participants avaient déjà une expérience sur la question, ce qui a permis une réflexion riche pour analyser la situation et commencer à fixer des perspectives.

Enfin, il y avait un esprit très constructif dans les débats. Nous savons que nous sommes de courants politiques, syndicaux différents, mais il y a une grande volonté d'unité. Je crois que beaucoup de participants ont apprécié cet état d'esprit.

► **Qu'est-ce qui ressort de cette journée ?**

D'abord, toute une série de propositions concrètes, faites par les différents forums, reprises en Assemblée Générale.

Par exemple, la lutte pour créer sur Paris une « maison des chômeurs », des affiches éditées pour les touristes cet été (« Paris capitale du chômage - 350 000 chômeurs vous accueillent »), la préparation dès maintenant d'une journée de lutte de masse contre le chômage en octobre, la circulation dans Paris d'un bus des chômeurs, une journée femmes/emploi, des journées d'inscriptions massives et collectives des femmes dans les ANPE, des interven-

tions dès la rentrée sur les lycées et les LEP pour informer les jeunes sur leur avenir de chômage, des luttes pour le droit des chômeurs (aux ASSEDEC, à la Sécurité social...), permanences contre les expulsions de travailleurs immigrés, poursuite de la lutte contre les fermetures d'usines etc...

Il faut reprendre le compte rendu de chaque forum, où des tas d'idées ont été proposées. Par exemple, dans le forum où j'étais de nombreuses propositions très concrètes ont été faites pour imposer la création d'emplois dans les PTT, la RATP, etc... Pour ne perdre toutes ces propositions, nous avons décidé en Assemblée Générale d'éditer prochainement le *Dossier des Assises*, des participants de chaque forum en rédigeront précisément le compte rendu.

Ensuite, il ressort de cette journée une meilleure connaissance de la réalité (situation de l'emploi, de l'intérim, le nombre d'emplois à créer tout de suite, ce que le gouvernement et le patronat veulent faire de Paris, etc...)

Mais ce n'est qu'un début, il y a tout un travail d'études à poursuivre, pour bien préciser nos cibles, et nos moyens d'action.

Enfin, des chômeurs sont venus aux Assises, simplement parce qu'ils avaient vu les affiches. Mais, c'est vrai, la réunion d'aujourd'hui regroupait surtout des militants. Après cette journée, je pense que nous avons les moyens de nous adresser très largement aux chômeurs, aux travailleurs, et aux habitants de la Région Parisienne. C'est le but qu'il faut se fixer maintenant à mon avis, et ceci toujours dans l'union à la base la plus large possible.

► **Comment voyez-vous cette union à la base ?**

Il y a une grande lassitude, un grand découragement chez les travailleurs devant les divisions syndicales et politiques.

Notre démarche consiste à unir, au-delà des divergences syndicales et politiques, le plus largement possible, sans exclusive, tous ceux qui veulent lutter contre le chômage et ses conséquences. D'ailleurs cette démarche correspond à une aspiration réelle chez les gens.

Nous avons invité aux Assises toutes les associations parisiennes, tous les secteurs de lutte que nous connaissons.

Les deux syndicats CGT et CFDT, et tous les partis de gauche et d'extrême gauche. La CGT et le PCF n'ont pas répondu à nos lettres et ne sont pas venus aujourd'hui, mais il y a un nombre non négligeable de camarades du

## Assises de lutte contre le chômage à Paris

# Une grande volonté d'unité, des débats constructifs, des perspectives

Quelques aspects parmi les différents forums qui se sont tenus

### Emplois précaires et hors-statut

Tout d'abord a été notée l'importance numérique croissante du phénomène : si l'on regroupe les intérimaires, les non-titulaires de la fonction publique, les « contrats à durée limitée », les stagiaires Barre et autre, on arrive rapidement à un chiffre de trois millions de travailleurs concernés en France par l'absence totale de toute garantie de l'emploi. Au delà même de cette absence de garantie, des difficultés d'autant plus grandes en cas de chômage, il a été mis en évidence que ce phénomène permettait aux patrons d'aggraver les conditions de travail et de salaire, de remettre en cause les avantages acquis et de

diviser les travailleurs. Et les différentes formes d'emploi précaires vont continuer à se développer : elles constituent une réponse à la crise, qui cherche ainsi à mieux s'adapter à la conjoncture.

Puis le débat s'est orienté sur les formes de lutte et les moyens d'organisation adaptés à ce phénomène. De nombreux exemples ont été donnés, dans les entreprises du secteur privé (chocolaterie Foulon, CIL Honeywell-Bull, Thomson), dans la sous-traitance (nettoyeurs du métro), que dans la fonction publique (CNRS, Cadastre, Ministère de l'équipement) et

de l'enseignement (instituteurs, non-titulaires de l'Education nationale, fac de Vincennes).

Il est apparu que dans l'état actuel des expériences, il n'était pas possible de proposer une forme unique d'organisation du fait de la diversité des situations. Dans certains cas, il faut proposer l'intégration des intérimaires et des sous-traitants dans l'organisation syndicale de l'entreprise-mère ; dans d'autres cas, un regroupement « territoriale » regroupant chômeurs et intérimaires...

En tout cas, la nécessité de créer un « réseau » permettant des actions coordonnées a été soulignée.

### Extraits de l'intervention prononcée au nom des 3 collectifs : SOS Emploi 19<sup>e</sup>, SOS Emploi 11<sup>e</sup>, Collectif emploi 20<sup>e</sup>.

Le développement du chômage depuis quelques années a fait des ravages chez les travailleurs, non seulement par ce qu'il entraîne sur la vie des gens, mais également sur la capacité à s'organiser dans les entreprises. Le chômage, et ce qui l'accompagne, l'intérim, vacariat, contrat à durée limitée... divise, rend plus difficile l'organisation syndicale des travailleurs.

Dans les entreprises, la présence de plus en plus importante d'intérimaires et de hors-statuts rend difficile la cohésion du personnel face au patron, les chômeurs, eux sont à peu près totalement isolés des autres, divisés même entre eux, et pas grand chose existe aujourd'hui pour favoriser leur organisation. Il y a danger, si cela continue, de deux classes ouvrières, deux catégories de travailleurs qui ne bénéficient pas des mêmes droits, qui ne se retrouvent pas dans les organisations de masse et qui en fait s'ignorent, ne se comprennent pas, ou se rejettent. C'est une arme terrible des patrons et du gouvernement pour nous diviser.

Il faut réagir rapidement, il faut se réveiller, car il y a un phénomène alarmant d'accoutumance à l'idée du chômage. (...) Nous voulons également préciser ici notre position vis-à-vis des syndicats...

Nous ne considérons pas que les organisations syndicales ne font rien contre le chômage ou, que, pour une raison ou pour une autre, elles seraient incapables de le faire. Les ripostes conduites par les travailleurs, avec l'appui des syndicats, contre les fermetures de nombreuses entreprises sont la preuve du

contraire (SFP, sidérurgie etc...)

Nous avons, ici, et à l'intérieur de nos collectifs, des avis différents sur le travail de telle ou telle organisation syndicale, nous pouvons avoir des critiques à faire. Mais il doit être clair que nous ne cherchons pas à nous substituer aux organisations syndicales.

Nous savons que la lutte contre le chômage est difficile. Déjà en 1976, sur Paris, ceux qui avaient entrepris positivement la lutte dans le cadre des comités de chômeurs, avaient attribué une partie de leurs difficultés aux trop faibles liens qu'ils entretenaient avec la structure de lutte des travailleurs que sont les syndicats.

Nous souhaitons donc travailler très largement avec des syndicalistes. C'est très important en particulier pour lier les luttes à l'extérieur et à l'intérieur des entreprises. Quand les chômeurs sont dehors, et que dedans l'intensification du travail nécessite l'embauche, il y a visiblement un travail à faire ensemble. (...)

Nos collectifs regroupent des syndicalistes CGT et CFDT, des militants chrétiens, des militants du PSU, du PCF, du PCR ml, du PS, des militants de diverses associations, et des Inorganisés. Nous avons réussi à travailler ensemble correctement, en définissant ensemble des objectifs communs...

L'essentiel, c'est de développer de façon offensive la lutte contre le chômage et toutes ses conséquences, au plan parisien. Rassemblons nos forces, développons les luttes.

Le chômage n'est pas fatal, le chômage n'est pas banal, nous refusons de nous y habituer. Très concrètement, l'unité chômeurs/actifs commence à se faire. Le forum a du mal à se séparer.

### Les femmes et le chômage

Le forum commence avec la projection d'un montage vidéo où s'expriment deux femmes employées à l'usine Chausson de Gennevilliers. Elles expliquent toutes les difficultés à être considérées comme travailleuses à part entière, dans une usine composée presque exclusivement d'hommes.

Puis très vite la discussion s'engage sur l'importance du travail pour les femmes : le travail comme premier moyen de s'affirmer, d'accéder à l'autonomie.

L'arrivée massive des femmes dans le monde du travail apparaît comme un phénomène irréversible, mais que le pouvoir souhaite limiter au maximum aujourd'hui. Une femme dénonce les tentatives pour faire rentrer les femmes au foyer : le million au troisième enfant, l'allocation que Chirac prétend verser, à Paris, aux mères de trois enfants qui accepteraient d'abandonner leur travail.

C'est un chômeur du Comité rémois de lutte contre le chômage (CRLCC) qui commence : « Au départ, on était un groupe de 40 chômeurs ; premier objectif : briser l'isolement, avoir un lieu pour se rencontrer, il faut obtenir un local, une maison pour les chômeurs ; la mairie sollicite refuse, alors on occupe le théâtre populaire désaffecté et ça marche ! Deuxième action, la lutte pour l'embauche, d'abord à Sud Aviation, où les gars font 48 heures par semaines, puis à la SGF où certains ouvriers licenciés après un incendie, ne sont toujours pas réembauchés un an plus tard ; chômeurs et ouvriers de la SGF manifestent devant l'usine à 200. Résultat : trois femmes sont embauchées. Troisième action : 13 juin : la journée de lutte contre le chômage. Une marche de chômeurs va parcourir les rues de la ville, de l'ANPE aux ASSEDEC, en passant par la Sécu et l'Hôtel de Ville, réclamant du travail pour les chômeurs ».

Les participants écoutent le camarade de Reims avec beaucoup d'intérêt, mais aussi une pointe de scepticisme : « A Paris, on n'en est pas encore là, ici les chômeurs sont noyés dans la masse. Quand je pense qu'il a fallu faire 19 distributions de tracts à l'ANPE pour toucher les chômeurs !... » raconte un chômeur du XX<sup>e</sup>. Par contre, l'idée d'une maison pour les chômeurs, ça retient l'attention, des chômeurs d'abord : « Pour se regrouper c'est vital, si on veut viser beaucoup plus large que les actuels militants », l'attention des autres aussi : à l'ANPE, aux ASSEDEC, à la Sécu... car la mentalité commence à changer à l'égard des chômeurs, en tout cas pour les employés qui sont là, le ras-le-bol est profond à l'égard du travail qu'on veut leur faire faire. « Quand est-ce qu'on lance un SOS Emploi sur mon secteur ? » lance un copain de l'ASSEDEC. On s'échange des informations sur les fonds sociaux de l'ASSEDEC, les dégrèvements d'impôts... Un chômeur dénonce la situation de misère des familles obligées de vivre avec moins de mille francs par mois.

On envisage aussi des actions plus offensives. « La Maison des chômeurs, pour se regrouper, échanger des informations, nos expériences, c'est pas Chirac qui va nous la donner, alors faudra la prendre ! »

Et puis une journée de lutte contre le chômage à Paris, pour quoi pas à la rentrée ? Mais avec des actions un peu spectaculaires, sinon on passera inaperçus.

Très concrètement, l'unité chômeurs/actifs commence à se faire. Le forum a du mal à se séparer.

Mais il existe aussi des formes beaucoup mieux déguisées pour faire accepter le chômage aux femmes ; c'est une infirmière qui a travaillé en intérim dans les hôpitaux qui l'explique : « Chez les jeunes, il y a vraiment un ras le bol du travail, de l'exploitation ; chez les filles qui ne veulent plus subir les conditions de travail épouvantables, en plus la double journée de travail à la maison, l'intérim apparaît un peu comme un moyen d'échapper au cycle infernal ; parce qu'avec l'intérim on peut s'arrêter quand on en a vraiment marre... » Chose que les patrons ont très bien compris : il suffit de regarder les publicités pour le travail intérimaire.

Une discussion s'engage ensuite sur l'absence de qualification des femmes : pourtant quelqu'un détient les efforts entrepris actuellement pour engager les femmes vers de nouveaux métiers comme l'informatique par exemple. Maison tombe

### Les handicapés et le chômage

Dans le forum sur « Les Handicapés et l'emploi » furent dénoncés différents obstacles qui s'opposent au travail des handicapés : inaccessibilité des transports, barrières architecturales, ségrégation...

Les handicapés sont souvent réduits à des emplois sous-payés, sous-qualifiés, quand ils ne sont pas parqués dans des ghettos.

Il fut également montré avec des exemples précis comment la « crise » aggrave la situation de l'emploi pour les handicapés : l'intensification du travail, la généralisation de la « polyvalence » exigent de bonnes capacités physiques ; le grand nombre de chômeurs comme la généralisation des emplois précaires provoquent une sélection plus grande à l'embauche dans

laquelle les critères de capacités physiques jouent un grand rôle ; d'autre part, les licenciements économiques « fabriqués » des handicapés, puisque des handicapés mineurs, qui étaient bien acceptés dans l'ancienne entreprise, deviennent des obstacles à la réembauche. Enfin, la « rupture du contrat de travail pour inaptitude médicale » demeure un des moyens les plus économiques pour les patrons de se débarrasser d'un salarié qui ne fait plus l'affaire.

Le rôle particulièrement important des séquelles d'accidents du travail dans les causes de handicap et d'invalidité fut souligné.

Cas des travailleurs vieillissant, qui se trouvent peu à peu

assez vite d'accord pour dénoncer à une nouvelle mystification : aux femmes les tâches subalternes, déqualifiantes et éprouvantes pour les yeux et les nerfs, et avec très peu de garantie car le personnel informaticien fait souvent partie d'entreprises desoustraitance.

Comment lutter contre ces nouvelles formes d'emplois précaires ? Encore trop peu nombreuses dans les syndicats, les femmes ont du mal à y faire valoir leurs problèmes. Comment accéder à cet outil indispensable ? Par des commissions de travailleuses, mais aussi en se battant pour que les femmes aient toute leur place dans les sections syndicales et à tous les niveaux de responsabilité.

Pour les femmes au foyer, chômeuses ignorées par les statistiques officielles, aller faire des inscriptions en masse à l'ANPE, il faudra en reparler en assemblée générale.

exclus du « marché du travail » a été rapproché de celui des handicapés.

En conclusion du débat, a été adoptée une plate-forme revendicative détaillée, concrétisant les principes suivants :

- droit au travail pour tous, dans de bonnes conditions

- à chacun selon ses besoins

La nécessité de la participation des handicapés à la lutte d'ensemble des travailleurs, et la solidarité valides - handicapés pour le droit à l'emploi, a été souligné par un handicapé, membre du Comité Rémois de Lutte Contre le Chômage. A ce forum ont participé, en outre, des militants de la FNMP, du CLH et du CLISACT.

### Créer des emplois à Paris

Les chômeurs ne peuvent se battre que pour une meilleure indemnisation, beaucoup n'acceptent pas une situation d'assisté. Evidemment à peu près tous les participants du forum sont bien conscients qu'il faut changer de type de société pour être en mesure d'apporter une réponse globale au problème du chômage. Mais dans la situation actuelle comment faire reculer les responsables du chômage ? Le fait que des secteurs entiers se restructurent, liquident les entreprises les moins rentables, suppriment de nombreux emplois, doit-il nous conduire à être passifs devant la demande d'emplois ?

Il faut se battre pour imposer des emplois, y a-t-il beaucoup d'autres solutions ? Mais les participants insistent pour que ce soient des emplois socialement utiles : ouvrir des crèches alors qu'il en manque, renforcer le personnel des hôpitaux qui n'arrive pas dans beaucoup des cas à assurer correctement leur travail par manque d'effectif. Dans les PTT sur le 19<sup>e</sup> arrondissement une action a été menée par SOS Emploi 19<sup>e</sup> un samedi au moment où les gens s'impatientaient dans une interminable file d'attente. Dans la RATP des emplois sont également revendiqués par les syndicats, un participant précise que là aussi il faut faire attention à quel emploi, il ne s'agit pas de renforcer la police des métros.

Il faut travailler avec les organisations syndicales et profession-

nelles et interprofessionnelles pour chiffrer les emplois manquants sur Paris et la région et ensuite fixer des cibles dans les secteurs où il peut y avoir une action à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de l'entreprise, d'autre part certaines actions sont à mener au niveau de la Mairie de Paris.

Une idée intéressante est lancée, celle de se saisir des faits d'actualité pour montrer la nécessité d'embauche dans certains secteurs. Par exemple lors des épi-

démies dans certains hôpitaux qui viennent souvent d'un nettoyage bâclé parce qu'il est sous traité à des entreprises extérieures aux hôpitaux ou parce que le personnel est insuffisant.

La possibilité d'imposer des emplois paraît possible à condition de créer un rapport de force favorable, des exemples sont cités où l'embauche a pu être imposée, il faut s'y attaquer sur une plus grande échelle.

#### SIGNATAIRES DE L'APPEL AUX ASSISES :

SOS Emploi XIX<sup>e</sup> - Collectif Emploi XX<sup>e</sup> - SOS Emploi XI<sup>e</sup> - Les travailleurs de Darboy en lutte contre les fermetures, syndiqués CGT et non syndiqués - Fédération de Paris de la CSCV (Confédération Syndicale du cadre de vie) - Fédération nationale des Mutiles, infirmes et paralysés (FNMP) Paris - Comité de lutte des Handicapés - Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) Paris - Coordination des groupes femmes d'entreprises de la région parisienne - CLISACT (Comité de liaison santé-conditions de travail) - Commission Emploi du groupe femme XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> (« La Salamandre ») - Confédération générale du logement (CGL) XI<sup>e</sup> - CSCV XI<sup>e</sup> - ASTI XI<sup>e</sup> - UL-CFDT XIX<sup>e</sup> - UL-CFDT XX<sup>e</sup> - UCJR -

#### AVEC LA PARTICIPATION DE :

UD-CFDT - SOS Refoulement - Coordination des groupes femmes de quartiers - De militants de Comités d'union à la base - Des travailleurs de la SOPAD - De syndicalistes de l'INSEE - De jeunes travailleurs et de lycéens de Bergson (XIX<sup>e</sup>) - Section CFDT Paris ANPE - Des travailleurs ASSEDEC, Sécurité sociale, assistantes sociales - UR-CFDT PTT Paris - Syndicat Paris télécommunications - Union des travailleurs immigrés tunisiens - ASSEDEC XX<sup>e</sup> -

Pour se procurer le *Dossier des Assises*, écrire à SOS Emploi XIX<sup>e</sup>, 9, rue du Pré-St-Gervais PARIS 75019

Des hors-statuts, il n'y en a pas que dans le privé. Bien au contraire ! Si l'on peut dire, là encore, l'Etat donne l'exemple. A l'heure où le principal problème est celui de l'emploi, où pour les entreprises, y compris celles de l'Etat, il s'agit de trouver des solutions pour avoir une masse d'employés facilement adaptable à leurs besoins, l'Etat n'est évidemment pas resté les bras croisés : un peu partout, il emploie des milliers de vacataires. La fonction publique avait jusqu'à ces dernières années un avantage considérable, du point de vue de ceux qui pouvaient y accéder : la stabilité de l'emploi. Avec ce nouveau système, qu'en reste-t-il ?

Nous avons rencontré, pour examiner ce problème plus concrètement, trois jeunes employés au Cadastre, dans le vingtième arrondissement de Paris. Des jeunes qui n'ont pas de statut, et que cette situation révolte. Eux non plus ne sont pas restés les bras croisés. Ils nous font part de leur expérience. Sous des noms d'emprunts bien sûr, car, comme on leur a dit quand ils sont rentrés au Cadastre, «si vous ne faites pas l'affaire, si vous n'êtes pas contents, il y en a des centaines qui attendent dehors»...

► On vous appelle les «expéditaires». Qu'est-ce que cela veut dire, en quoi consiste votre travail ?

**Juliette** : Un expéditaire, c'est un agent employé de la Fonction publique sans être reconnu par elle. En principe, il est payé à la tâche, «à l'élément» comme on dit, et il travaille à domicile. Mais en réalité, «pour des besoins de service», l'administration nous signe une «déro-gation» nous permettant de travailler sur place. En fait d'autorisation, c'est une obligation ! Il est impossible d'emporter chez soi le matériel sur lequel on travaille.

**Henri** : En fait, c'est un boulot de titulaire, à plein temps, sur des tâches permanentes. Les expéditaires assurent la bonne marche d'un service. On peut travailler comme ça trois ou quatre ans ! Il y a pratiquement autant d'expéditaires que de titulaires, et comme on acquiert une certaine expérience, c'est quelquefois nous qui formons les contrôleurs !

**Thérèse** : On peut être licencié sans préavis, pour n'importe quel motif. Sans préavis ni indemnité. Nos congés payés, 8 %, nous sont payés chaque mois avec le salaire, comme pour les intérimaires. Officiellement on est payés à la tâche, mais en réalité on est payés à l'heure.

**Henri** : Sous prétexte de comptabiliser le nombre d'heures de travail, on doit remplir un livret, un «carnet de travail», sur lequel il faut marquer le détail de ce qu'on effectue.

**Juliette** : Pour les salaires, c'est le SMIC plus 20 %. En comptant les congés payés, pour vingt-deux jours, ça te fait 2 700 F. On ne cotise pas pour le chômage. Les années qu'on passe comme expéditaire ne sont pas comptabilisées. Si par hasard tu étais titularisé, tu repartirais à zéro pour l'ancienneté, même si tu as quatre ans de présence ici. Pour le salaire de base, il est très faible. Pour arriver au SMIC plus 20 %, ils te mettent un coefficient complètement bidon.

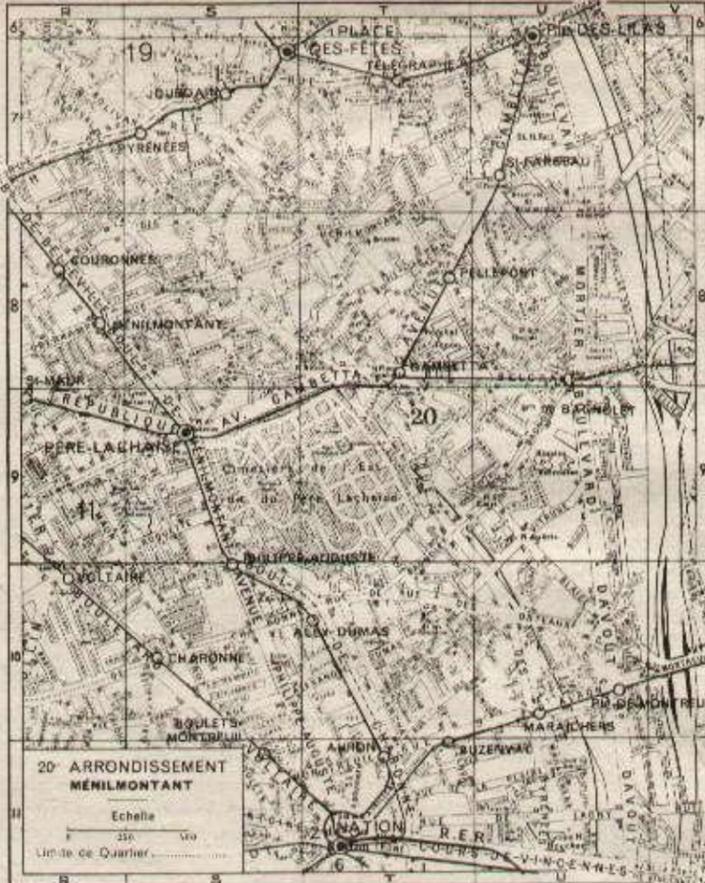
**Thérèse** : Tu as un rendement par semaine. Si tu ne le remplis pas, ils peuvent te licencier. Dans certains services, il faut vraiment bosser dur. Au début de ce système, pour une raison ou pour une autre, il y a eu une centaine de licenciements d'expéditaires.

**Juliette** : Il faut dire quelque chose aussi sur le moment où ils te versent ta paie. Si tu commences à travailler par exemple début janvier, tu n'as ton premier salaire que fin février. Cela, sous prétexte de ne pas te donner d'avance, et d'avoir le temps de comptabiliser tes heures. Mais ce retard, il reste tout le temps !

► Qui sont les «expéditaires» ?

**Thérèse** : — Il y a quelques étudiants, des jeunes pour qui c'est un premier emploi, ou qui ont déjà été vacataires dans d'autres services. Pour ceux-là, c'est le troisième ou quatrième emploi de ce type, quelquefois. Plusieurs années de travail sans aucune garantie ! Il y a aussi quelques personnes de plus de 45 ans qui n'ont donc aucun espoir de titularisation dans la Fonction publique. Il y a aussi aujourd'hui un pourcentage important de réfugiés d'Asie du Sud Est. Ils sont assez différents selon la date à laquelle ils sont arrivés. Cela va de membres de familles royales de ces pays, à des gens qui sont arrivés sans rien. Mais d'une façon générale, leur objectif c'est de se faire naturaliser, ils se disent donc «apolitiques», et ils bougent guère, ils ne se mouillent pas, même quand ils soutiennent une lutte.

**Henri** : — Il faut dire aussi que dans une telle administration, il y aurait de quoi créer des emplois. Mais certains parmi les inspecteurs font du cumul. Ils emportent à faire chez eux les boulots qui sont bien payés, ça peut ajouter ainsi 2 000 à 3 000 F à leur paie !



Fin 1980, le nouveau plan de Paris doit être terminé. Les expéditaires ont obtenu l'assurance qu'il n'y aurait pas de licenciements avec le retour des aides-géomètres dans les bureaux.

► Vous avez mené plusieurs luttes contre ces conditions d'embauche scandaleuses. Pouvez-vous nous les rappeler ?

**Henri** : Nous avons mené une lutte en 1978, grâce à laquelle nous avons obtenu quand même le paiement des jours fériés et des ponts. Au niveau de la tactique de lutte, on avait proposé la

coordination des différentes catégories de hors-statuts et auxiliaires des administrations. La section CGT nous a répondu qu'il fallait attendre une journée d'action en préparation, ce qui nous a refroidi. A la fin de la lutte, les «meneurs» ont été licenciés, et on n'a pas pu l'éviter. Il y a eu alors une certaine coupure avec les titulaires, qui nous ont dit : «Vous voyez, il n'y a pas eu de réponse aux licenciements». Une trentaine d'expéditaires, dont une dizaine de syndiqués CGT, avaient alors créé une section CFDT qui n'a pas duré. La plupart ont été licenciés. Les aspects négatifs de cette lutte pèsent encore sur la situation actuelle. On entend encore souvent, parmi les titulaires, y compris syndiqués à la CGT : «On a essayé, mais ça n'a pas marché». Et l'idée qui a dominé, et qui est encore largement présente, c'est qu'on n'a qu'à se débrouiller avec nos problèmes.

**Juliette** : En septembre 1979, il y a eu une nouvelle fournée d'expéditaires, qui faisaient ce boulot «en attendant autre chose». Ils ont vivement réagi devant le contrat scandaleux qu'on leur faisait signer. La démarche que nous avons eue,

c'est de mobiliser les expéditaires de façon spécifique. Nous avons fait circuler un cahier de revendications, disant : «Nous demandons ça et ça». Il y a eu de nombreuses discussions. On a réuni les expéditaires des deux centres, Montreuil et Pagnini.

► Quelles étaient vos revendications ?

**Thérèse** : On voulait avoir le statut de la Fonction publique, et dans un premier temps un contrat de douze mois pour éviter les licenciements et obtenir la mensualisation. L'objectif, c'était la titularisation.

**Juliette** : Il y avait des menaces de licenciements, le plan de Paris devant être fini fin 1980. La question qu'on a posée, c'est : «Est-ce que la réintégration des aides-géomètres dans les bureaux ne va pas entraîner le licenciement des expéditaires ?».

**Thérèse** : Nous demandons aussi le paiement à date échue, la prise en compte des années passées ici, le droit de se présenter aux concours...

**Juliette** : Nous avons obtenu une audience auprès du directeur, par l'intermédiaire du syndicat, qui nous couvrait. A l'époque, il n'y avait pas beaucoup de syndiqués parmi nous. La direction n'avait pas du tout l'habitude d'avoir affaire à des gens «pas représentatifs», comme elle nous a dit. La délégation était appuyée par un débrayage d'une heure. La réponse a été simple : il n'y avait pas de problème ! On a eu droit à des paroles paternalistes du genre : «Si vous n'êtes pas au chômage, c'est bien grâce à moi»...

**Thérèse** : On a eu toute une série de promesses verbales. Rien d'écrit. Enfin, il n'y aurait pas de licenciement avant fin 1980. On nous donnait, du moins ceux d'entre nous qui avaient «les qualités requises», priorité d'embauche dans les centres d'impôts de l'Ile-de-France, comme auxiliaires. Ce qui nous donnait la possibilité au bout d'un an d'auxiliaire, de passer les concours... pour les personnes de plus de 45 ans, une dérogation était envisagée...

**Henri** : La direction du syndicat a ensuite été reçue par le Directeur général. Là, nous n'y étions pas. Pas question ! Cette délégation a été appuyée par un meeting devant le ministère du Budget, et ce rassemblement n'a pas été inutile. Les promesses ont été confirmées, sauf pour les personnes de plus de 45 ans, qui ont été oubliées dans les négociations...

► Pourquoi et comment avez-vous créé un comité des vacataires ?

**Juliette** : Les titulaires ont un statut, ils ont des revendications dans le cadre de ce statut. Nous ne sommes pas concernés par leurs revendications. Le syndicat nous paraissait intégré, on avait l'impression que ce n'était pas avec le syndicat qu'on y arriverait...

**Henri** : En fait, le problème du rapport entre les titulaires et les hors-statuts n'a jamais été réglé. Il a été évacué, sur la base de divisions anciennes. L'optique des titulaires, c'est : «Ils se prennent en charge eux-mêmes».

# Avec des hors-statuts de la fonction publique

Propos recueillis par Monique CHERAN

**Thérèse** : Il y a une possibilité de changement, avec les orientations qui se sont dégagées du congrès du SNADJI-CGT. Tous les problèmes liés au développement de la crise doivent désormais être pris en compte, à tous les niveaux. Il faut donc créer toutes les structures possibles, au plus bas, des «sous-sections» à l'intérieur du syndicat. Et le comité de lutte a été un peu considéré comme une sous-section, dans la mesure où le syndicat le dirigeait plus ou moins, du fait qu'il commençait à y avoir une syndicalisation.

► Comment expliquez-vous cette syndicalisation ?

**Juliette** : Nous nous sommes syndiqués pour être plus efficaces. On avait l'impression d'être complètement isolés, de ne pas avoir d'informations. On n'était pas capables de répondre à toute une série de questions. Et pour savoir ce qui se passe ailleurs... C'est plus facile de donner une impulsion. Mais ce n'est pas simple, car les expériences passées avaient créé un certain anti-syndicalisme, et pour pas mal de gens encore, CGT et PCF, c'est la même chose. Malgré tout, notre syndicalisation est positive.

**Thérèse** : L'expérience du comité nous a permis de nous connaître, de prendre les moyens de nous opposer efficacement aux licenciements. Par le passé, il y en a eu des tas, de licenciements qui passaient complètement inaperçus. Aujourd'hui on a les moyens de se contacter en cas de problème, ne serait-ce que parce qu'on s'est fait une sorte de fichier pour ça !

**Juliette** : Par exemple, il y a eu une tentative de licenciement de deux Laotiennes, qui revenaient de congés de maternité. Le fait qu'elles aient été absentes pendant plusieurs semaines était considéré comme une rupture de contrat ! Elles n'ont pas droit à de tels congés ! Tous les expéditaires ont été révoltés devant de telles menaces. On a organisé un arrêt de travail. La direction a été extrêmement surprise de notre réaction, d'autant plus que c'était des Laotiennes, et qu'elle croyait qu'on ne bougerait pas. Elles n'ont pas été licenciées.

► Votre comité participe au Collectif chômage du XX<sup>e</sup>...

**Thérèse** : Oui. Nous avons une expérience de chômage prolongé. Pour beaucoup d'entre nous, ça fait trois, quatre ans que ça dure, entre chômage et travail. Nous sommes révoltés par notre conditions à nous. Pour dire : les bureaux dans lesquels on travaille sont appelés «cellules» ! On est étroitement surveillés pour l'utilisation du téléphone, pour notre tenue dans le local où sont les distributeurs de boissons... mais notre révolte est plus générale, plus globale, contre ce qui se passe aujourd'hui...

«8 000 à 10 000 licenciements sont à l'ordre du jour dans les usines Citroën et notamment dans la région parisienne», dans les mois à venir ; c'est ce qu'a affirmé la Fédération CGT des métaux ; la direction du trust PSA (Peugeot, Citroën, Chrysler) quant à elle, a démenti catégoriquement. Tout en reconnaissant que «la situation est préoccupante» vu la stagnation du marché automobile, elle affirme «nous préférons des solutions non irrémédiables». Et de dire que la firme pour l'avenir «face à l'évolution d'un marché qui se resserre» avait choisi, dans les mois qui viennent, pour ajuster ses stocks de recourir à des «journées de chômage technique, plutôt que d'être contraint de licencier». Qu'en est-il de ces bruits ?

Le choix fait pour les usines Peugeot et Talbot depuis le début 1980 du chômage technique semble avoir été fait aussi pour Citroën le mercredi 2 juillet. Ce jour là, les comités d'entreprise des usines du groupe : réunis en session extraordinaire ont annoncé 5 jours de chômage technique pour 30 000 ouvriers de fabrication, accolés aux périodes de congés. Cette décision qui, on le verra plus loin, n'exclut pas du tout des licenciements, est évidemment la conséquence de la stagnation du marché de l'automobile qui frappe d'ailleurs l'ensemble des groupes de ce secteur.

## Baisse des ventes

Cette baisse est assez nette chez Citroën si l'on compare les chiffres de vente des quatre premiers mois de 1979 et ceux de 1980 pour la même période.

La quasi totalité des modèles destinés aux particuliers connaît une baisse de vente de 20 à 25 % y compris les petits modèles. 2 CV : 19 335 fin avril 1979 et 16 057 fin avril 1980 soit une baisse de 17 %. La Dyane : respectivement 5692 et 4518 pour les mêmes périodes (- 20,6 %), la VISA : 37 314 et 29 479 (- 34,9 %), la LNA : 11 257 et 8 751 (- 22,3 %) ne sont pas mieux loties. Cette saturation du marché est due pour l'essentiel au fait qu'une bonne partie des ménages français a aujourd'hui sa voiture (65,8 %) ; autrement dit, la demande en voiture, globalement vise pour beaucoup en France aujourd'hui, à leur remplacement ; or justement, les ménages désormais changent moins souvent leur véhicule. La raison en est évidemment le prix, astronomique, y compris des petites cylindrées. La 2 CV est désormais à plus de deux millions ! Autre cause de mévente plus secondaire : le fait, selon un syndicaliste, que ceux qui achetaient une seconde voiture le font moins (environ 11 %) pour les mêmes raisons ; on voit même enfin, la vente de certaines voitures de haut de gamme, diminuer notablement (30 % en moins pour la GS de fin avril 1979 à fin avril 1980).

Seuls les véhicules utilitaires - vendus principalement aux entreprises - progressent quoique - signe de la limitation des investissements - dans des proportions moins notables (de 3 à 10 %).

Ces perspectives laissent donc raisonnablement supposer selon les syndicats qu'aux mesures de chômage technique, pourraient fort bien s'ajouter des suppressions d'emplois. C'est un premier élément en tout cas important qui va dans ce sens.

Va dans le même sens également le fait que la direction de Citroën n'a pas démenti, lors des comités d'entreprises du 2 juillet les propos des syndicats CGT comme quoi de telles mesures se préparaient dans les usines de la région parisienne d'Aulnay et Nanterre.

## Propagande pour les pré-retraites

Mais d'autres faits encore plus concrets montrent que l'on s'achemine vers des suppressions d'emplois : ainsi, un militant CFDT nous faisait remarquer qu'actuellement une propagande patronale intense relayée par la CSL (ex-CFT), tente de vanter les bienfaits - disant que c'est pour bientôt - de la pré-retraite à 57 ans, aux ouvriers concernés. Ils sont près de 7 000 ! Ne s'agit-il pas de licenciements camouflés ?

La fédération CGT affirme de son côté que de nombreuses pressions sont faites depuis quelques semaines, en direction des travailleurs immigrés pour qu'ils prennent à l'approche des vacances, des congés sans solde de 2, 3 ou 4 mois ! Quand on sait que le projet de loi Stoléru qui s'applique déjà prévoit le licenciement en cas de retard de congés, on a quelques inquiétudes sur les conséquences qu'une telle proposition imprécise pourrait amener notamment à l'usine du quai de Javel (Paris) où elle est proposée.

Enfin, comme cela se fait déjà dans les usines Peugeot du groupe Mulhouse-Sochaux les immigrés de Citroën (à Asnières notamment) commencent à se voir proposer - bien que non officiellement - des primes d'un million à un million et demi destinés à leur faire prendre leur compte. Perrier (directeur de Peugeot-Mulhouse) a d'ailleurs déjà déclaré officiellement qu'en ce qui le concernait le groupe Peugeot allait «inciter financièrement le retour de ses salariés immigrés dans leur pays d'origine».

Des suppressions d'emplois se préparent donc effectivement ! Elles ne seraient d'ailleurs pas si étonnantes que ça, ne faisant qu'accélérer la situation qui prévaut depuis un an dans la région parisienne : à Aulnay sous Bois où les effectifs en un an sont passés de 9 000 à 7 200 (400 intérimaires vidés, départs «volontaires») ou encore plus nettement dans le quinzième arrondissement de Paris (lire notre encart).

## Concurrence accrue

Outre la nécessité de faire face en France à la stagnation du marché, Citroën doit également affronter - en ce qui concerne ses ventes à l'exportation (50 %) - la concurrence des trusts étrangers pour l'implantation sur les divers marchés. Cette bataille a d'ailleurs déjà largement commencé. Pour la conquête du marché des Etats-Unis tout d'abord, où Citroën n'a pas réussi de percée, évincé et de loin par les trusts japonais (2/3 des importations américaines) et allemands (Volkswagen). Mais d'autres marchés sont à prendre, juteux pour l'avenir : l'Asie, l'Afrique, le Moyen Orient.

# Citroën : 5 jours de chômage pour 30 000 ouvriers en juillet - août

## Vers des milliers de licenciements ?

Par Richard FEUILLET



Tout cela nécessite pour Citroën, parallèlement au dégraissage de ses effectifs, d'abaisser dans des proportions considérables ses coûts de production pour être en position de force dans les années à venir. Cette rationalisation des coûts, autre aspect de la restructuration en cours, se concrétise d'abord par la réduction d'horaires : Citroën vient d'annoncer que l'ensemble des ouvriers en équipe ne feront plus que 40 heures (non compensées intégralement semble-t-il).

Rationalisation des coûts éga-

lement que le remplacement de vieilles usines par des unités de production plus modernes. Exemple : le secteur outillage (600 ouvriers) de l'usine du quai de Javel (Paris) va être transféré à Meudon la Forêt où un certain contrôle automatique des pièces peut amener des suppressions de postes.

L'ancienne usine Gutenberg (15<sup>e</sup> arrondissement de Paris) a été fermée également il y a un mois, les ouvriers étant mutés (licenciés en cas de refus) dans la nouvelle usine d'Ennery (près

de Metz). Là aussi, c'est la charge de travail qui augmente pour les mutés par l'introduction de machines plus performantes.

On le voit, malgré les dires de la direction de Citroën, la restructuration du trust est bien en cours, et déjà bien avancée d'ailleurs, avec deux faces : d'un côté des milliers de licenciements camouflés qui toucheront principalement les immigrés (60 % des ouvriers) et les travailleurs aux emplois précaires ; de l'autre une rationalisation des coûts.

## Le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris : 800 «départs volontaires», fin de contrats, etc...

Les usines Citroën du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris comprenaient en avril 80, l'usine du quai de Javel (outillage, administration), l'usine Gutenberg (moteurs - 600 ouvriers), plus quelques autres petits ateliers, le total des effectifs étant de 6 000 personnes.

On s'aperçoit que les effectifs y ont diminué de 838 personnes entre le 31 décembre 1978 et le 31 décembre 1979... sans qu'il n'y ait aucun licenciement ! Citroën a procédé de la manière suivante : il n'a d'abord pas reconduit les contrats arrivant à expiration de 304 travailleurs, chiffre en nette augmentation par rapport à 1978 (186 contrats non reconduits).

La non reconduction des contrats représente un pourcentage de plus en plus important des causes de départ (25 % fin 1979 et 37 % aujourd'hui !)

## De plus en plus d'embauches temporaires

Il n'est pas difficile pour Citroën d'agir de la sorte puisque justement la politique du trust ces deux dernières années, a consisté en prévision de la crise, et pour pouvoir dégraisser les effectifs en douceur, à embaucher de plus en plus de travailleurs au statut précaire. Qu'on en juge : fin 78, on comptait déjà sur le XV<sup>e</sup> arrondissement

plusieurs centaines de salariés sous contrat à durée limitée, 70 stagiaires (école...), 140 travailleurs temporaires (moyenne mensuelle). Confirmant cela, de fin 1978 à 1979, le pourcentage d'embauches fixes est passé de 75 % à moins de 50 % du total des embauches. Au contraire, la part des embauches à durée déterminée est passée de 30 à plus de 50 % ! Et on ne connaît pas les chiffres de 1980 ! Outre la non reconduction des contrats à durée déterminée, comment ont eu lieu les 800 suppression d'emploi dans les usines Citroën du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris ?

On compte entre autre 291 démissions et 38 licenciements pour «d'autres causes» ; que se cache-t-il derrière tous ces termes ?

«Pour éviter de licencier, les pires motifs sont mis en avant pour faire démissionner ou virer un gars», raconte un militant syndical. «Ainsi à Javel, tout le secteur outillage doit être transféré à Meudon la Forêt. C'est une ville très mal desservie. Si des gars refusent d'être mutés pour cela, c'est la porte ! On voit aussi depuis un an, des licenciements (ou des avertissements les préparant) invraisemblables : comme contre tel militant CGT, par exemple, pour «production insuffisante» ou pour «avoir fumé dans des endroits interdits», etc... Enfin à l'usine Gutenberg (XV<sup>e</sup>), beaucoup de gars, surtout immigrés, ont été incités à partir avec des primes - d'un million, je crois - au moment où la boîte a été fermée, il y a un mois pour être décentralisée à l'usine nouvelle d'Ennery, à côté de Metz».

# Loi Peyrefitte : « Sécurité et liberté »

## ou Justice expéditive et répressive ?

Préparé dans le secret de la Chancellerie, présenté le 30 avril à la presse, voté le 21 juin à l'Assemblée nationale grâce au « vote bloqué », le projet de loi dit « sécurité et liberté » sera, comme le souhaitait Peyrefitte, « adopté définitivement au mois d'octobre » grâce à la procédure d'urgence (seule lecture au Sénat). Le gouvernement était prêt à tout, pour aller vite. Les présidentielles approchant, il a momentanément gagné.

Pourtant ce projet, qui modifie profondément le code pénal a suscité de nombreuses oppositions : la quasi-unanimité de la profession (magistrats et avocats de toutes tendances confondues) s'est élevée vivement contre, et à même — du jamais vu — défilé dans la rue, à Paris et en province. Opposition que Peyrefitte a rejetée avec le plus grand mépris, le réduisant à un « corporatisme de groupuscule ».

Du côté majorité, la grogne de RPR a finalement été de courte durée : les députés RPR vite satisfaits par les amendements de la commission des lois qui pourtant n'ont en rien dénaturé le projet. Ce sont même eux qui ont fait adopter un article additionnel légalisant les contrôles d'identité ! Certes Chirac n'a pas voté ; argument électoral ; lui, n'aura pas trempé dans l'affaire, mais son parti l'a voté... et ce sera toujours utile si jamais plus tard... ! Quant à l'opposition, elle s'est cantonnée dans une bataille parlementaire : le PS multipliant les amendements, cherchant à gagner du temps et empêcher l'adoption du projet à cette session.

### La sécurité : un argument de choc

Du côté du gouvernement le pilonnage a été permanent pendant plusieurs semaines, bâti sur une argumentation simpliste, se gardant bien d'entrer dans le détail du projet : seule doit donc compter « l'opinion des français » qui n'a jamais été autant prise en considération !

Puisque les français ont peur, nous répète Peyrefitte, il faut les rassurer « devant la montée de la violence et du sentiment d'insécurité ». La « prévention est dépassée, il est impossible d'attendre ». Le renforcement de la force publique étant atteint, il faut donc s'attaquer à un autre volet, celui de la justice, car « dans une période où la montée de la violence avait exigé une plus grande fermeté on a assisté à un affaiblissement de la répression ». Les Juges sont trop laxistes, ne condamnent pas assez lourdement et libèrent trop rapidement. Peu importe pour Peyrefitte la vérité ? De 1975 à 1980 les peines de 5 à 10 ans d'emprisonnement ont augmenté de 80 % celles de 10 à 20 ans de 35 %.

Peu lui importe également de se contredire. C'est lui-même qui notait en mars 1979, devant le « comité national de prévention de la violence » que le taux de délinquance était passé de 15 % en 1975 à 3 % en 1977 ; et ce même comité signalait en février 1980 une « stagnation » de la délinquance. Alors brusque recrudescence en quelques semaines ? A moins que pour les besoins de cette mauvaise cause... ! Il ne s'agit pas de nier un

phénomène tout à fait réel, mais qui se développe tout particulièrement pour la petite délinquance sur le terrain du chômage et de l'absence totale de perspectives pour la jeunesse. Mais, il est évident qu'en l'absence de statistiques complètes, il est facile de l'amplifier, d'en agiter l'épouvantail, les mass-médias nous y ont bien habitués ces dernières années. Peyrefitte n'avait plus qu'à marteler et il l'a bien fait.

### Le projet Peyrefitte : sécurité et liberté pour qui ?

Sous prétexte de protéger tous les Français, il s'agit en fait d'un ensemble de mesures répressives. Parmi ces mesures, nous retiendrons les plus significatives, telles qu'elles ont été votées à l'Assemblée nationale.

Le projet introduit dans le code pénal de nouvelles infractions ou circonstances aggravantes. Citons la notion de *menace contre les biens* (sans définir la menace, alors qu'auparavant pour qu'une menace soit

violence, ou voies de fait entraînent une incapacité totale de travail pendant plus de 8 jours. Les mêmes peines seront applicables, même s'il n'y a pas d'incapacité de travail ou de maladie, lorsqu'ils auront été commis avec circonstances aggravantes : de nuit, ou selon la « qualité » de l'agression (mineur, ascendant, personne hors d'état de se protéger, agent de la force publique etc...)

La « rébellion » à agents va coûter maintenant vraiment très cher !

### Introduction d'un système de peines automatiques

Ce système enlève la possibilité de tenir compte des circonstances atténuantes, ce n'est plus l'individu qui est jugé, mais uniquement son délit.

• Limitation du sursis : Le sursis simple ne sera plus accordé pour les infractions dites violentes, si 5 ans avant les faits l'auteur a été condamné, avec ou sans sursis ou si la peine prononcée est supérieure à 3 ans.

hiérarchiquement soumis au gouvernement de saisir directement le tribunal correctionnel sans passer par le juge d'instruction dans les « affaires étucidées ». Le procureur peut soit :

• inviter le prévenu à comparaître libre dans un délai de 10 jours à 2 mois devant le tribunal.

• déférer le jour même le prévenu devant le tribunal qui statue immédiatement ou si le prévenu le souhaite dans un délai de 5 jours au moins, le temps que celui-ci prépare sa défense.

Il s'agit là de l'équivalent des « flagrants délits ».

• si la réunion du tribunal est impossible, faire comparaître le prévenu devant le président ou un juge délégué par lui qui autorisera ou non la détention.

Le projet supprime la procédure de flagrants délits, pour la réintroduire en la généralisant. Cette procédure est particulièrement dangereuse comme on a pu le constater de plus en plus souvent ces dernières années, où des manifestants étaient con-

### Remise de peine contre de l'argent !

Retenons que les prévenus qui auront indemnisé leurs victimes pourront bénéficier éventuellement d'une remise de peine : le tribunal devra apprécier les « facultés contributives » (c'est à dire les ressources) de chaque prévenu !

Ainsi l'indemnisation de la victime devient une circonstance atténuante : justice de classe qui permettra à ceux qui peuvent payer de s'en tirer plus facilement.

### Légalisation des contrôles d'identité

Plus perfides encore que Peyrefitte, les députés ont rajouté un article au projet. C'est une loi de Vichy (27 novembre 1940) qui rendit obligatoire la possession d'une carte d'identité : non seulement on n'est pas dans son tort si l'on n'a pas ses papiers sur soi mais de plus on peut refuser de les montrer. Avec le nouvel article, le contrôle d'identité est redevenu légal (en toutes circonstances) mais de plus on risque une détention arbitraire si on ne dit pas son nom ; si au moment d'un contrôle, on n'a pas ses papiers sur soi, on est emmené au poste, « le temps strictement nécessaire aux opérations de vérification d'identité ».

Bien sûr la pratique avait précédé la loi et il ne faisait bon s'opposer à un contrôle d'identité, car le refus pouvait très facilement se transformer en « rébellion à agents ». Mais cette légalisation ne fera qu'ajouter au zèle arrogant des flics.

Le projet Peyrefitte est donc dangereux à plus d'un titre. Par l'extension des délits, par la réforme de la procédure qui généralise une justice expéditive par la sévérité accrue des condamnations, par les dispositions sur le sursis, par la mise en place d'un régime particulier d'exécution des peines, il crée une justice « dure » qui frappera davantage encore les classes défavorisées, qui risque d'être lourde de conséquences pour le mouvement revendicatif et politique des travailleurs.

En donnant plus de pouvoirs au parquet, directement contrôlé par le Ministère de la justice, il vise à mieux contrôler l'appareil judiciaire.

La façon même dont le gouvernement l'a fait voter, sans tenir compte le moins du monde de l'opposition générale à ce projet, est révélatrice de sa volonté de marquer le maximum de points pour faciliter sa politique. Sans doute toutes les manifestations ne se termineront-elles pas par des dizaines d'inculpations. Mais le terrain est prêt, du point de vue gouvernemental, pour réprimer plus durement ceux qu'on aura décidé de réprimer. Cela est grave, et appelle notre vigilance !



repréhensible elle devait être précisée par sa forme, son contenu, ses moyens) la destruction et détérioration d'un bien quelconque, l'intrusion dans un local d'habitation ou en « un lieu où sont conservés des fonds, valeurs, marchandises ou matériels ». Le projet redéfinit également les infractions en matière de chemins de fer : destruction, endommagement ou encombrement de la voie ferrée accomplis sans intention de provoquer un dérangement, ainsi que les entraves apportées à la circulation des véhicules.

En clair il devient possible de réprimer légalement la menace d'une grève avec occupation, ou même d'un simple arrêt de travail, quand la production ou les matières premières peuvent se détériorer (alimentation, sidérurgie...)

Ainsi envahir les voies de chemin de fer pour protester contre la fermeture d'une ligne, organiser une manifestation dans une gare, et même une grève de cheminots (qui gêne le fonctionnement du service) deviennent répréhensibles.

Seront punis d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et/ou d'une amende de 2000 à 20 000 F lorsque les coups ou

Le sursis avec mise à l'épreuve ne sera plus accordé si l'auteur a été condamné dans les 5 ans précédents, même s'il a été condamné à une peine ferme de moins d'un an.

• Doublement des peines en cas de récidive : ce qui est nouveau, c'est que le projet étend le champ d'application de la récidive à de nouvelles infractions comme la séquestration, les menaces...

### L'exécution des peines

Là encore aggravation avec l'extension du régime de détention spéciale (introduit dans le code par la loi du 22 novembre 1978) et la limitation des permissions, des mesures de liberté conditionnelle. De plus le Parquet (hiérarchiquement soumis au gouvernement) peut faire appel auprès du Garde des sceaux contre les décisions prises par le juge d'application des peines.

### La saisine directe du tribunal correctionnel

C'est une notion qui n'existait pas et qui permet au procureur

damnés à des peines de prison ferme sur simple rapport policier. Mais en fait ce n'est que le nom qui est supprimé, et sous prétexte d'accélérer le cours de la justice, la saisine directe revient à donner plus de pouvoir au parquet, et à généraliser une justice expéditive, qui permet de condamner sur la base de simples rapports de police.

### L'habeas corpus ou sa caricature ?

Si chère à Giscard, cette notion est réduite à une caricature dans la loi Peyrefitte. Il s'agirait là de limiter les cas de détention arbitraire. Le projet prévoit l'abandon du mandat de dépôt délivré par le parquet en cas de flagrant délit, donne la possibilité à un malade retenu arbitrairement dans un établissement psychiatrique privé de saisir un juge de siège, et permet aux étrangers en instance d'expulsion de s'adresser à un tribunal en cas de détention arbitraire... au delà de 48 H. Notons enfin que l'amendement du RPR sur les contrôles d'identité permet également une détention arbitraire « le temps nécessaire à la vérification d'identité ».

Près de 30 000 jeunes de LEP en entreprise cette année

# L'alternance école/entreprise : pour qui ? pourquoi ?

Par Jackie VERNEY

Insertion professionnelle des jeunes, adaptation au premier emploi, inadéquation de la formation professionnelle aux emplois offerts, ces questions, abondamment développées dans la presse écrite, parlée, télévisée trouvent un écho certain dans l'opinion publique préoccupée de l'efficacité de la Formation (on souhaite donner un bon métier à ses enfants).

La formation devient un outil privilégié de la politique de l'emploi.

Partant de problèmes réels, l'ouverture de l'école sur la vie, une meilleure formation pour les jeunes, l'adaptation de l'enseignement technique et son ouverture sur le monde du travail, l'appareil de formation se restructure en fonction des nouvelles formes d'organisation du travail.

C'est d'abord la généralisation de la parcellisation du travail (automatisation - mécanisation) qui a pour but de faciliter le recrutement de travailleurs non qualifiés (immigrés, jeunes), mais aussi d'abaisser la qualification des emplois.

C'est aussi à une généralisation du travail intérimaire, d'embauches temporaires, des hors-statuts, à la multiplication des entreprises financières sous-traitantes et à l'introduction de l'informatique dans la gestion financière comme dans la gestion des personnels que nous avons affaire.

L'ensemble de ces phénomènes coexistent dans un double contexte : celui du chômage et de l'austérité. Cette réorganisation du travail nécessite d'adapter la

formation professionnelle aux besoins immédiats du patronat dans le cadre de la crise du capitalisme.

Une série de propositions ont été faites par le patronat au colloque de Deauville en 1978, prises en compte dans l'Education nationale par Haby, puis reprise par Beullac.

Outre les exigences d'un doublement rapide du nombre d'apprentis, du renouvellement des pactes pour l'emploi des jeunes, deux projets ont été élaborés « à titre exploratoire mais irréversible » :

- le système d'obtention du CAP par unités capitalisables
- l'alternance école - entreprise

C'est sur ce dernier projet expérimenté cette année par environ 20 000 jeunes que nous nous arrêterons. Comment le patronat et l'Education nationale justifient-ils ces projets ? En quoi consistent-ils ?

Que peut-on tirer comme premier bilan des expériences de séquences éducatives en entreprise qui se sont déroulées cette année ?

Début 80, un certain nombre de luttes d'élèves ou d'enseignants ont eu lieu.

Le débat s'est ouvert dans les syndicats d'enseignants autour de la nécessaire ouverture de l'école sur la vie. Quels en sont les termes ? Faut-il refuser toute perspective de formation en entreprise ?

La ton a été donné aux assises patronales de Deauville en 1978 par Y. Chotard :

*«La guerre économique est une réalité; pour la gagner, la formation professionnelle est une arme de choix... Les professionnels doivent déterminer eux-mêmes la qualification qu'ils entendent donner aux jeunes, les modalités de formations correspondantes (...)*

*Il faut infléchir le courant conduisant la plupart des entreprises à se décharger complètement sur le système scolaire (...)*

*En même temps que nous voulons développer l'enseignement alterné, nous estimons indispensable d'améliorer les conditions de participation des entreprises à la vie scolaire. Nous devons nous préoccuper davantage de programmes et de méthodes pédagogiques (...)*

*L'élément premier de la formation doit être le travail professionnel auquel serait associé un support pédagogique.*

Une telle stratégie se réfère au système de la RFA où 60 % des jeunes sont formés directement dans l'entreprise et acquièrent ainsi « des mentalités industrielles permettant au patronat allemand de mieux réussir ses restructurations » comme l'écrit la Vie Française de mars 1979.

Le projet des séquences éducatives en entreprise est un élément déterminant du redéploiement des moyens du patronat en matière de formation.

## L'alternance ou l'avancée dans la restructuration scolaire

Le projet d'alternance a déjà

touché depuis janvier 1980 environ 30 000 élèves. Dans une circulaire du 15 avril, Saurel, directeur des lycées réaffirme le lancement immédiat des séquences éducatives en entreprise pour la prochaine année scolaire.

Les tactiques du ministère se précisent pour mettre en place coûte que coûte l'alternance école-usine malgré les luttes du printemps des lycéens, les oppositions d'enseignants et de parents d'élèves. Des conseils sont donnés aux proviseurs pour signer des conventions avec les entreprises locales : s'appuyer sur un noyau de 4 ou 5 professeurs en accord avec ces stages, ne pas rechercher l'accord des parents, mais menacer l'élève qui risque le renvoi scolaire s'il refuse, faire un premier bilan avec élèves et professeurs dès la fin du premier stage pour

inciter d'autres équipes à se mettre en place...

Des stages en entreprise pour les jeunes de LEP existent déjà dans le programme de formation de certains BEP ou CAP (ventes, hôtellerie, sanitaire et social, horticulture, agriculture) mais des propos mêmes de la circulaire Beullac, « il s'agit trop souvent d'une courte prise de contact plus ou moins plaquée sur une formation scolaire, une prise de contact pendant laquelle les objectifs de participation à la vie de l'entreprise sont mal définis ».

Ces séquences éducatives définies dans cette circulaire de juillet 1979 vont non seulement toucher dans les années qui suivent tous les élèves de LEP mais à terme tous les lycéens. C'est donc à une refonte importante de l'appareil scolaire que nous avons affaire.

Ces stages durent environ dix semaines par an, répartis en 3 ou 4 périodes, soit pour un CAP obtenu en 3 ans par exemple, 30

semaines en moins de formation générale et technique.

Ils « doivent comporter des activités pratiques à l'occasion de travaux en relation avec les activités normales de l'entreprise ». Le lycéen stagiaire est donc amené à produire pour l'entreprise sans pour autant être rémunéré : « le lycéen demeure sous statut scolaire ». C'est l'article 5 de la convention type pour l'application de la circulaire qui précisait cette mention. Le directeur des lycées a signifié que cet article « serait rectifié pour tenir compte de certaines difficultés ». La lutte des lycéens contre l'embauche d'une main d'œuvre gratuite aurait elle payé ?

La recherche et le choix « des établissements industriels et commerciaux privés, nationalisés ou publics, mais aussi des administrations nationales, régionales ou locales, des coopératives, ... » sont faites par « l'équipe pédagogique sous l'autorité du chef d'établissement ».

## Et pour les plus concernés, les jeunes ?

De décembre à Pâques, un assez fort mouvement lycéen a eu lieu dans toute la France.

Que ce soit au lycée Bergson dans le 19<sup>e</sup> à Paris, sur le thème « l'alternance aujourd'hui, c'est le chômage demain », à Rennes où 700 lycéens étaient en lutte, au LEP automobile de Bron (1 500 jeunes concernés), à Créteil, où ils ont occupé leur lycée, à Rouen, à Dunkerque, au Havre, à Douai..., plusieurs milliers de lycéens étaient en lutte contre la mise en place de l'alternance. Lors de cette lutte, les problèmes de démocratie, le choix des actions, la liaison avec les profs, les travailleurs et les chômeurs, les perspectives ont été au centre des préoccupations.

Mais quelles sont leurs critiques de l'alternance ?

Elles tournent autour de 4 thèmes : le salaire, l'emploi, les programmes, le rapport au travail.

La principale critique concerne le fait « d'aller deux mois et demi en stage par an qui ne sont pas payés ». En fait dans les stages qui existaient déjà dans certaines formations, la rémunération non obligatoire est un élément de division entre les élèves. Pour les sections horticoles par exemple, dans telle entreprise, l'élève stagiaire reçoit une belle plante verte, dans une autre entreprise, 1 000 F. pour son mois de stage, les écarts de rémunérations varient entre 0 et 3 200 francs. C'est la chasse aux bons stages, aux entreprises qui donnent quelque chose... « même 300 francs, c'est mieux que rien »...

La deuxième crainte formulée, c'est « prendre le boulot à d'autres gens » : « Le patron pensera : cette année, j'ai tant de stagiaires, ça fait tant de gens pour faire le boulot. Comme ça, c'est pas la peine d'embaucher maintenant ». Le chômage, ils le ressentent aussi pour eux : « Et nous, quand on aura notre BEP, et qu'on se présentera dans une

entreprise, si la patron peut avoir des stagiaires, il ne nous prendra pas ».

Le fait que les programmes d'examen ne soient pas revus est aussi un sujet d'inquiétude : « Un stage court, ça peut être valable, on peut faire des trucs pas trop mauvais, mais si après, il faut rattraper le programme l'ou presque un trimestre d'enseignement général en moins alors que l'examen reste le même, on aura moins de temps pour faire le programme ».

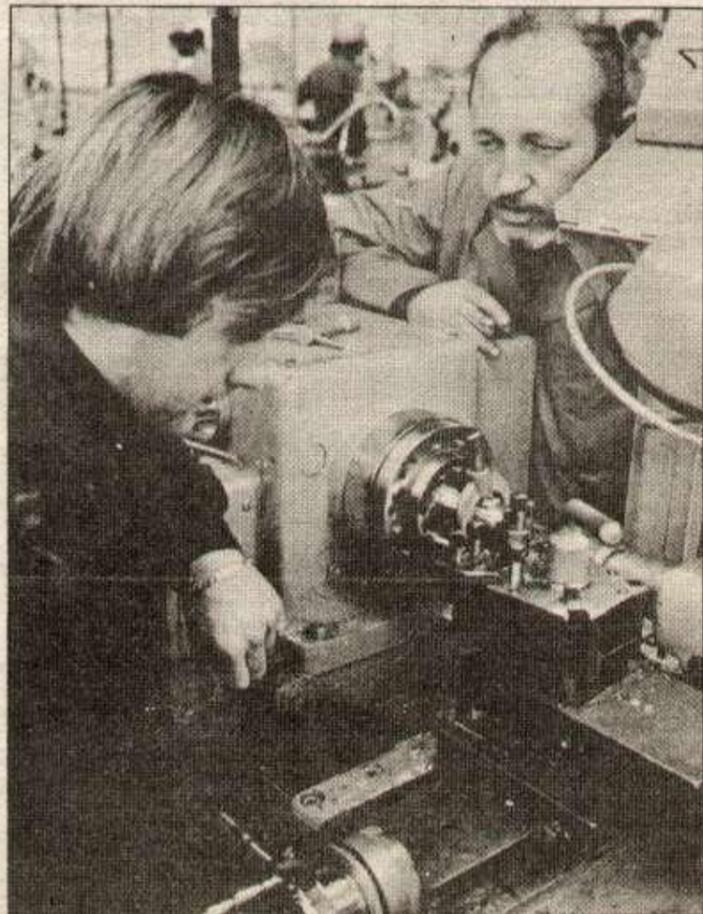
Enfin, la convention-type prévoit explicitement la soumission des élèves stagiaires au règlement intérieur de l'entreprise et la possibilité pour le proviseur « en liaison avec l'équipe pédagogique » de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de manquement de la discipline pendant la durée du stage.

Non seulement les jeunes risquent l'exclusion scolaire s'ils refusent les conditions dans lesquelles les stages se déroulent mais ils doivent se plier aux horaires et à la discipline de l'usine.

« On refuse les stages parce qu'on n'a pas envie d'aller gratter en boîte, prendre le boulot de quelqu'un, ne pas être payé, et se faire exploiter jusqu'au bout. Il y en a beaucoup à qui ça ne dit rien du tout d'aller bosser en boîte, que ce soit en stage ou autrement ».

Ils ont une conscience claire du type de travail qu'ils vont être amenés à faire : « Ce qu'on va nous demander, c'est un boulot simple, pour être opérationnel tout de suite ».

Ils bénéficient de l'expérience de sections partant déjà en stage : « Moi, pour mon premier stage, l'année dernière, j'ai eu que des boulots dégeulasses, j'ai eu du pot d'être payé. On m'a fait ramasser le gazon plein de merdes de chien, charger le camion neuf heures et demi par jour... ».



Ces mesures visent à lier plus étroitement par l'intermédiaire du proviseur et de quelques professeurs l'établissement scolaire à l'entreprise.

Les enseignants deviennent responsables du suivi des élèves au cours de leurs stages d'une manière tout à fait formelle.

Les expériences de cette année ont montré que les enseignants, encore chargés de cours n'ont aucun moyen de contrôle sur les entreprises qui prennent des stagiaires.

En Seine et Marne, par exemple, une section de 20 élèves partis en stage, s'est retrouvée dispersée dans 20 entreprises différentes (chez un notaire, un médecin, des commerçants, des petites entreprises) ou dans l'académie de Poitiers où les enseignants avaient 5 000 Km à faire dans quatre départements pour 21 entreprises différentes.

## Un premier bilan diversifié

C'est en province que le nombre de séquences éducatives a été le plus important. Peu de grandes entreprises ont accueilli

des stagiaires, sans doute pour faire monter leurs exigences quand la généralisation des séquences se mettra en place ! Une pluralité des petites entreprises ont accepté ces stages handicapant ainsi les possibilités de contrôle des enseignants sur «les objectifs pédagogiques» des stages. Bilan difficile à tirer, très partagé entre professeurs d'atelier et professeurs d'enseignement général, entre élèves de formation tertiaire et élèves destinés à travailler dans l'industrie.

Dans le département de Meurthe et Moselle, près de 300 élèves de LEP ont suivi cette année des séquences en entreprise. Mis en place dans une dizaine de villes du département ces stages ont pu exister essentiellement grâce aux bonnes relations locales entre les entreprises et les proviseurs de LEP du département (par l'intermédiaire du Rotary club par exemple !)

L'entreprise Pont à Mousson SA a accueilli 24 jeunes en troisième année CAP (13 mécaniciens d'entretien et 11 tourneurs).

Les professeurs d'enseignement général se sont plaints que «leur enseignement est remis

en cause». Le manque de temps les empêche de bouclier le programme. Ils ont peu d'heures de cours avec les élèves d'une même classe et peuvent difficilement se dégager pour aller leur rendre visite sur le lieu du stage.

Les professeurs d'atelier reconnaissent au stage de nombreuses qualités (travaux variés, éveil de la curiosité, mise au point de l'enseignement dispersé au LEP, dialogue avec les professionnels, découverte du travail en entreprise) mais regrettent que les élèves soient amenés à servir de «bouche-trous» ou soient considérés comme spectateur. Ils ont constaté aussi parfois un manque de confiance entre le tuteur de stage et l'élève, mais surtout que les stagiaires accusent une fatigue accrue.

Quant aux élèves, ils se révèlent en partie satisfaits mais considèrent souvent ce passage en entreprise comme un prolongement de l'école.

Ils souhaitent la présence et la visite de leurs professeurs et ont parfois l'impression «d'être un peu abandonnés». Ils restent souvent à l'écart de la vie d'entreprise, se sentent marginaux, même s'ils s'adaptent rapidement aux différents points

de travail. La lecture des rapports «fait apparaître le peu de richesses des impressions».

## Premier contact avec le monde du travail...

Pour les élèves du LEP de la Garenne-Colombes (Hauts de Seine) placés en séquences éducatives retirent de leur semaine de stages un désir d'émancipation : «C'est difficile de retourner ensuite au LEP. Il faut apprendre à nouveau à obéir aux profs, se plier à une discipline stricte quand on a été considéré comme des adultes». Eux étaient répartis dans des administrations (sécurité sociale, inspection académique, entreprises diverses...) et c'était pour certains les premiers contacts avec le monde du travail.

Des échos plutôt positifs aussi chez des esthéticiennes en deuxième année de BEP au LEP de Neuilly : elles travaillent pour de «vraies» clientes, dans un «vrai» salon... avec des «vraies» patronnes...

Mais ces futurs professionnels sont plus réservés sur l'apport pratique de ces stages, excepté pour quelques activités qui ne sont pas au programme des

BEP. Et puis, «le travail était souvent bien plus pénible qu'au LEP...»

De fait, il n'y avait pas toujours de rapport avec la formation que les jeunes reçoivent : certains ont dû changer de stage la première semaine, d'autres ont collé des étiquettes, recherché des numéros de téléphone dans un Bottin.

Et la proximité de l'examen, angoissait également les élèves qui perdent trois semaines de cours. Les profs déplorent la perturbation des programmes, mais ont trouvé leur visite dans les entreprises enrichissantes et les jeunes ont apprécié de voir les «profs» sur les lieux de stages.

A Champigny, les BEP comptables, employés chez Essilor sont sortis contents, les sténodactylo de Cachan aussi dans leur majorité. Une a même pu assister à la réunion du comité d'entreprise. Par contre les élèves de la section couverture du LEP d'Alfortville employés dans de petites entreprises du département en gardent un mauvais souvenir. Un élève n'a pas supporté le stage et est parti. On ne leur demandait que des «sales boulots»...

## Alors, ouverture sur la vie ou exploitation prématurée? Ouverture de l'enseignement technique sur les entreprises ou ouverture des entreprises à leurs besoins économiques et idéologiques de formation?

S'appuyant sur le rejet du milieu scolaire de beaucoup d'élèves de LEP, Beullac fait mouche non seulement auprès des lycéens, mais aussi auprès des enseignants fatigués par les difficultés auxquelles ils ont à faire face.

Quand il dit «ouvrir l'école de manière objective aux réalités de la vie active, notamment de ses composantes professionnelles», il touche encore juste car dans un certain nombre de spécialités, en formation reçue en LEP n'est pas toujours en prise suffisante avec la réalité du travail dans les entreprises. On sait par exemple que 25 % des machines utilisées en LEP ont plus de 15 ans d'âge et que les moyens financiers de ces lycées ne permettent pas de suivre l'évolution des techniques.

Ouvrir l'école sur la vie, l'ouverture sur le monde du travail en étant une composante, ce fut aussi l'enjeu du débat «Ecole et Formation Professionnelle» du congrès national du SGEN-CFDT à Andernos...

Faut-il imposer un refus catégorique à la mise en place de ces stages ou accepter l'alternance en imposant un certain nombre de revendications qui vont dans le sens de l'école que nous voulons, de l'ouverture que nous recherchons ?

## «Comment ouvrir l'école si on n'accepte pas le principe de l'alternance?»

C'est ainsi que certains posent le problème : si l'école n'est pas et ne peut être un lieu unique de formation, alors l'alternance des lieux de formation (vie sociale, lieux de productions lieux d'activités culturelles et associatives) constitue un facteur déterminant pour une formation complète et polyvalente de chaque individu. Si l'alternance ne peut se réduire à l'alternance école-entreprise, c'est le moyen indispensable au bon fonctionnement des équipes éducatives comme à la nécessaire solution du ras le bol des élèves. Cette ouverture sur les réalités socio-professionnelles ne peut exister que sous le contrôle du service public par les organisations syn-

dicales, les jeunes en formation. Dans ces conditions, l'alternance doit être généralisée à tous les jeunes.

## L'alternance, un objectif de la stratégie patronale

Pour les autres, la réforme Beullac introduit une transformation profonde de la formation initiale en l'intégrant dans le processus de restructuration du système capitaliste.

Elle s'inscrit dans les objectifs de la stratégie patronale aujourd'hui (déqualification de la main d'œuvre, multiplication des hors-statuts, divisions des travailleurs).

L'alternance école-production dans les LEP accentue le pouvoir du patronat sur la formation professionnelle permet aux patrons de s'assurer la formation idéologique des jeunes et de trier ainsi leurs futurs employés. Elle leur laisse la possibilité d'économiser de la main d'œuvre en utilisant gratuitement les élèves, et d'aptyxier financièrement les LEP par le détournement de la taxe d'apprentissage. Avec ces stages, il ne s'agit pas de formation professionnelle, d'ouverture sur la vie mais d'une adaptation à un poste, à une entreprise.

Si le ras-le-bol des élèves existe, il ne faut pas négliger non plus le ras-le-bol des jeunes travailleurs dans l'entreprise.

## Lutter pour de bons stages ou pour l'abrogation de la circulaire?

Bien, des militants du PCF à l'intérieur du SNETP-CGT ne comprennent pas très bien la position de leur parti sur les stages en entreprise.

Le syndicat affirme nettement la nécessaire abrogation de la circulaire Beullac. Si tout le monde est d'accord avec Michel Duffour (responsable éducation du CC du PCF) pour dire que «le lien de l'école avec la vie — avec l'entreprise notamment — est quelque chose d'indispensable au système éducatif», sur le mot d'ordre à mettre en

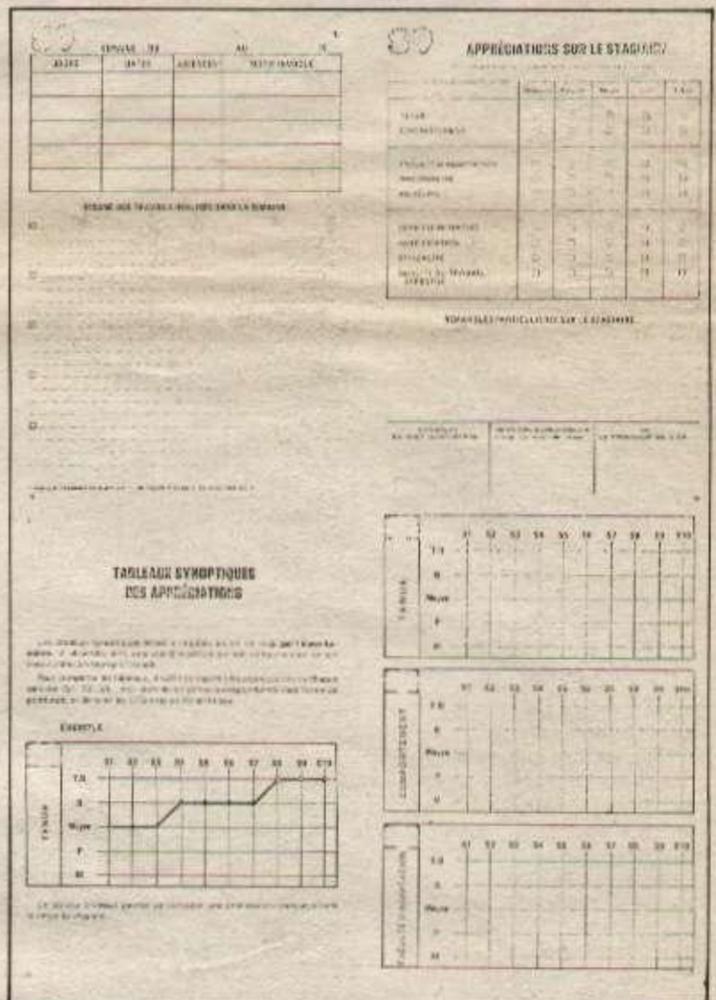
avant à propos des stages Beullac, les militants sont partagés. Pour certains, «accepter les bons stages, c'est accepter tous les stages, c'est accepter la dispersion des luttes et la défaite».

Pour d'autres, «un stage en entreprise bien fait, mobilisant pour son encadrement un travailleur bien qualifié, est une charge pour l'entreprise. Ne serons-nous pas amenés à lutter non seulement pour le contenu des stages, mais pour leur existence même?» (débat dans *Révolution*)

Pour leur part, les membres du CC du PCF et de la JC dans le cadre d'une conférence de presse sur le thème : «le droit à une formation professionnelle adaptée aux conditions de notre temps» en janvier 1980 avaient déjà donné leur accord pour une éducation alternée dès maintenant assortie d'un certain nombre de conditions. «Le PCF invite élèves des LEP, enseignants et travailleurs à exiger le droit pour les intéressés, pour les syndicats ouvriers, les élus de participer directement à la mise en place des différentes formations et d'en contrôler le déroulement». Sachant que les élèves d'une même classe sont dispersés dans de multiples entreprises, souvent petites, ni «l'équipe pédagogique souveraine», ni bien souvent celle du syndicat (parce qu'il est inexistant, ou dans un rapport de forces défavorable) ne pourront faire entendre leurs voix !

Le contrôle est donc une garantie illusoire. Ils comptent se saisir de façon offensive des stages en proposant «que les CA des LEP se saisissent partout de la préparation des stages et que soient recherchées avec les CE des entreprises les conditions les meilleures d'accueil et d'encadrement». Que tous les moyens soient mis en œuvre pour trouver des stages, c'est le vœu le plus cher du Ministère pour la rentrée prochaine !

Ils indiquent aussi que «ces stages doivent être organisés comme contribution à la préparation des examens et à l'obtention des diplômes». Si ces stages interviennent dans la détermination des diplômes, autant dire que le patronat délivrera les diplômes de concert avec l'Education. C'est ce qu'il demandait



au colloque de Deauville, c'est ce que Giscard expliquait dans un discours à Baumes les Dames !

La politique de formation professionnelle est fonction des préoccupations du patronat et du ministère : préoccupations économiques (quelle main d'œuvre ? Quelle part consacrer à la formation) mais aussi préoccupations idéologiques et politiques (la formation ne doit pas aider le futur travailleur à mettre en cause le système d'exploitation, mais au contraire chercher à l'intégrer le plus et le mieux possible).

L'alternance insère les jeunes directement dans le système de

production capitaliste pour les former d'une manière étroitement rentable pour le patronat. Ceci dit, même sous une forme caricaturale, l'alternance école-entreprise permet aussi la confrontation de l'appareil avec les réalités quotidiennes du travail, et parfois même une relative satisfaction des élèves. Rien n'est réglé... Certains élèves enthousiastes, d'autres mécontents, d'autres sceptiques...

Des professeurs mitigés, inquiets sur leur pédagogie. Le ministère avance à grand pas dans la généralisation de l'expérience. Les luttes d'élèves seront peut-être plus difficiles si pèse sur eux la menace de l'exclusion scolaire.

Une question à suivre à la rentrée.

# Jeux olympiques : du sport et de la politique

La déclaration d'athètes français sélectionnés pour les JO a fait rebondir, à quelques jours de l'ouverture des 22<sup>e</sup> Olympiades le débat sur «l'affaire des JO» : «Indignés aussi bien par l'action intéressée entreprise par Carter que par l'intervention soviétique en Afghanistan et le non-respect des droits de l'homme en URSS, nous demandons à tous les hommes qui se rendront en URSS, de manifester sur place leur désapprobation».

Tous les milieux intéressés par la tenue de ces jeux se croyaient pourtant soulagés. La certitude que ces JO se tiendraient était enfin acquise. Certes, il manquerait 60 pays, 3 000 athètes et autant de journalistes, des dizaines d'heures de retransmission télévisée seraient annulées, 75 000 touristes étrangers au lieu des 300 000 attendus avaient pris leur billet, mais l'essentiel était réalisé : leur tenue avec le concours de pays occidentaux ce qui était enfin assuré depuis le oui du Comité Olympique français.

La grande fête olympique de l'amitié et de la fraternité entre les peuples battra quand même son plein. Le KGB sur les dents veillera à son bon ordre. Les clameurs des supporters feront taire la voix des opposants emprisonnés et psychiatisés, on oubliera pendant un temps l'agression de l'Afghanistan !

Plus d'un an avant les JO, une campagne de boycott a été lancée, à l'initiative du COBOM «en solidarité avec tous les opposants et tous les peuples d'URSS, en solidarité avec tous les peuples qui subissent l'occupation ou l'agression soviétique». Ce boycott s'appuyait aussi sur une dénonciation des JO, formidable opération politique de propagande destinée à redonner du prestige au régime soviétique, comme le Mondial avait servi la dictature de Videla. La campagne reposait sur des comités de base militants, pour un boycott imposé aux états par le mouvement de masse : «Va-t-on faire confiance aux Etats occidentaux pour défendre les libertés, eux qui les bafouent quotidiennement» ?

A la veille des JO, il est clair que cette campagne, si elle a eu le mérite d'exister et de tisser de premiers liens concrets de solidarité avec l'opposition ouvrière en URSS et avec la résistance afghane, a eu une ampleur limitée. Les obstacles ont été importants : le poids du mythe olympique, l'accusation portée par les adversaires de boycott de «faire le jeu de la droite», accusation renforcée par la campagne de Carter, les hésitations de toute une partie de la gauche et de l'extrême gauche à s'engager de façon ferme dans une dénonciation de la politique soviétique. Mais à la veille des JO, au regard de la situation créée en URSS même par la tenue des JO, au regard de la situation imposée au peuple afghan par l'agression soviétique. Les raisons de boycotter ces JO sont plus fortes que jamais.

## L'opposition soviétique baillonnée

Pour que la fête olympique puisse réussir, les dirigeants ont nettoyé Moscou de tous ceux qui auraient pu la troubler. La purge pré-olympique a commencé avec les procès de l'été 1978 qui ont condamné à de lourdes peines de camp Chtcharansky, Ginzbourg, Loukanienko, après Orlov. Elle s'est poursuivie sans relâche, plus ou moins discrètement. Le prix Nobel Sakharov a été déporté à Gorki pour avoir dénoncé l'invasion de l'Afghanistan ; V. Borissov a été arrêté à deux reprises cette année puis expulsé pour avoir été l'un des fondateurs du syndicat libre SMOT ; A. Podrabinek a été à nouveau arrêté alors qu'il était assigné à résidence depuis mai 1978 pour avoir dénoncé la répression psychiatrique ; trois Arméniens, un poète ukrainien ont été assassinés pour avoir défendu leurs droits nationaux. Tous les représentants de l'opposition sous

toutes ses formes, démocratique, ouvrière, nationale, religieuse ont été poursuivis ou perquisitionnés, arrêtés, internés, condamnés, expulsés.

## Le tribut des peuples d'URSS

Pour que la fête olympique batte son plein, Moscou devait être belle : les façades des maisons ont été ravalées, les coupoles des églises redorées, les villages olympiques, les équipements sportifs et touristiques construits. Les heures supplémentaires, le travail bénévole du samedi ont été érigés en règle quasi-obligatoire. Le programme de construction de logements (dans un pays où l'exiguïté des appartements existe toujours) a été arrêté, des gens ont été

expulsés de leurs lieux d'habitation.

Moscou, vitrine olympique, devait offrir le spectacle de l'abondance. Pour ce faire, le ravitaillement est devenu de plus en plus difficile, la pénurie alimentaire d'endémique qu'elle était, est devenue aiguë. Le rationnement a été instauré depuis peu : un Kg de viande et un Kg de beurre pour une famille de trois personnes par mois dans la région de Smolensk, par exemple.

D'après des informations (bien évidemment démenties par l'Agence Tass) des grèves ont éclaté à Togliattigrad et à Gorki pour protester contre ce mauvais ravitaillement en viande et en produits laitiers.

Enfin pour s'assurer une sécurité absolue, les autorités soviétiques ont fermement prié les habitants de

Moscou de déguerpir pendant la période olympique. Outre le spectacle peu prestigieux des queues devant les magasins, cet exil de la population moscovite doit surtout écarter «les dangers de contamination idéologique». Les jeunes, plus plus «fragiles», les plus perméables à cette «contamination», les enfants, adolescents, étudiants sont envoyés hors de Moscou. Les établissements scolaires et universitaires sont fermés plus tôt que d'habitude ; colonies de vacances, séjours touristiques sont proposés à des prix avantageux ; l'écrasante majorité des bons de vacances distribués par les syndicats sont mis à la disposition des moscovites pour la période du 15 juillet au 15 août. Les 300 000 soviétiques présents à Moscou pendant la période olympique seront des citoyens au-dessus de tout soupçon.

## «Oui, les jeux olympiques sont de la politique»

Une évidence, au moins, sera apparue au cours de cette affaire des jeux, le mythe de l'apolitisme des grandes compétitions sportives internationales aura définitivement vécu. Les JO seront apparus pour ce qu'ils sont, une affaire d'Etats. Tous ceux qui ont prétendu «sauver les JO» au nom de la «pureté» du sport en auront été pour leurs frais.

Ainsi la proposition du journal *L'Equipe* reprise par les comités olympiques européens de «dépolitiser» les JO en supprimant pour les équipes qui le désirent les hymnes et les drapeaux nationaux ont abouti : les emblèmes et les hymnes aux JO de Moscou seront pour l'essentiel ceux de l'URSS et des pays de l'Est !

A preuve encore, les remous suscités par les prises de position de divers groupes d'athlètes français sélectionnés. Quand Rougé et Abada ont constitué fin janvier leur comité pour «la défense du sport et de l'olympisme», leur principal, sinon exclusif soutien est venu du PCF. Gênés de cet appui peu discret, les animateurs du comité ont, de fait, arrêté leur campagne. Aujourd'hui, Rougé et Abada, accusent Marajo, animateur d'un autre groupe d'athlètes désireux de manifester sa désapprobation à Moscou, d'être à son tour manipulé...

L'URSS, la première, par la bouche de ses différents responsables politiques et sportifs n'a jamais nié le caractère politique des JO, bien au contraire, elle le revendique. Ainsi Sergueï Pavlov, président du comité du sport soviétique écrivait en février dernier dans la revue *Octobre* : «Les Jeux Olympiques sont-ils de la politique ? Oui, dans notre conception, le sport et son apogée, les Jeux Olympiques, sont une politique de paix, de bon voisinage, d'amitié (...). Il est clair que la décision de réserver à la capitale du premier Etat socialiste du monde l'honneur d'organiser les Jeux Olympiques est un témoignage convaincant de la reconnaissance universelle, de l'importance historique et du caractère juste de la politique étrangère de notre pays».

Cette «reconnaissance»-là, qu'est-ce donc, sinon la reconnaissance de l'invasion et de l'occupation de la Tchécoslovaquie, de l'annexion de l'Afghanistan ? Cette politique étrangère-là, elle porte un nom : l'impérialisme. Et de cette barbarie-là, jamais nous n'en serons complices ! Les sportifs afghans sélectionnés pour les Jeux, eux, ne cautionnent pas le massacre de leur peuple, ils ont fui leur pays.



# Schmidt à Moscou : vers

# des négociations sur fond de troupes en mouvement

Par Grégoire CARRAT

«Mes attentes ont été comblées» a déclaré Schmidt devant le Bundestag auquel il révélait la teneur de ses entretiens à Moscou. Il a eu l'insigne honneur de rencontrer des personnages aussi considérables qu'Oustinov, le ministre de la défense et Ogarkov chef de l'état-major pour leur parler des SS 20, précieuse indication du fait que, pour l'URSS, les problèmes diplomatiques relèvent des affaires militaires. Il a bénéficié de la censure de la *Pravda*, qui a effectué des coupes sombres dans les parties des discours officiels traitant de l'Afghanistan, remplacées par des commentaires peu amènes sur la position de l'Allemagne. De telles rebuffades sont désormais si bien passées dans les mœurs que personne n'a jugé à propos de les relever. Au moins les Soviétiques sont-ils parvenus à imposer un nouveau style de courtoisie diplomatique.

La principale des questions abordées au cours de la visite était celle des missiles de portée intermédiaire stationnés en Europe. Schmidt avait demandé à l'URSS d'accepter «le début des négociations préliminaires sur les systèmes d'armes à moyenne portée sans condition préalable». En apparence il a obtenu satisfaction. Mais que veut dire cette apparente ouverture vers de nouvelles négociations quand rien n'est résolu en Afghanistan et la situation internationale plus tendue que jamais.

## La nouvelle proposition soviétique

A la suite du voyage de Schmidt, le bureau politique du PCUS et le présidium du Soviet Suprême ont publié un communiqué qui indique : «La partie soviétique... a proposé d'aborder la discussion de la question des missiles nucléaires à moyenne portée simultanément et en liaison organique avec la question des engins nucléaires américains de stationnement avancé».

Cette proposition est nouvelle car les Soviétiques ont renoncé à tout préalable, concernant la ratification de l'accord SALT, et la suspension de la décision d'installation de fusées US en Europe. Mais sa nouveauté réside en ce que, pour l'instant, il n'existe aucun cadre correspondant à une telle négociation. La concession faite par les Soviétiques est largement compensée par l'avantage diplomatique qu'ils prennent ainsi : les Etats-Unis seront obligés de répondre spécifiquement sur cette proposition, quand les Soviétiques se sont donnés à peu de frais l'apparence de la bonne volonté en donnant satisfaction au chancelier allemand.

Sur le fond cependant deux idées anciennes de la diplomatie resurgissent : la mise en cause du système de bases avancées américaines en Europe, à propos desquels les Soviétiques ont toujours voulu obtenir une négociation, et l'établissement de mesure de «détente militaire» en Europe reposant sur une négociation à propos des armes nucléaires. C'est d'ailleurs dans ce sens que portent les préparatifs soviétiques à la réunion de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, prévue à Madrid en novembre 1980.

La réunion semestrielle de l'OTAN qui s'est déroulée à la fin du mois de juin à Ankara, a pour sa part envisagé de préparer des propositions en vue d'une négociation militaire à Madrid.

Il paraît donc bien y avoir l'amorce de nouvelles négociations à l'échelle européenne. Le fait que les problèmes militaires soient de moins en moins des menaces potentielles, mais de plus en plus des actions précises, et

que la course aux armements paraisse entrer dans une phase nouvelle, à la fois d'un niveau plus élevé et en vue d'une efficacité pratique et non plus diplomatique plus grande, ne contredit pas absolument cette possibilité dont la prochaine rencontre à Madrid contribuera sans doute à définir la nature et la portée. En tout état de cause — et la proposition soviétique est relativement explicite à ce sujet — il s'agit avant tout d'une négociation soviéto-américaine à propos de l'Europe.

## Le rôle de faire-valoir

Dans un autre domaine, mais de la même manière que Giscard lors de la rencontre de Varsovie, Schmidt a servi à donner un retentissement spectaculaire aux propositions soviétiques. Pour obtenir ce que les Soviétiques se préparaient à proposer, Schmidt a dû renoncer à sa proposition de gel des armes nucléaires en Europe. Les Soviétiques avaient longtemps à l'avance fait savoir qu'elle était irrecevable. En outre, dans une lettre dont le contenu n'a pas été exactement révélé, au ton qualifié de «brutal» par la presse allemande, Carter lui avait demandé d'y renoncer. Dès lors, en guise d'initiative originale, le chancelier allemand ne pouvait s'en tenir qu'à des propositions vagues et se contenter des réponses du Kremlin. Il avait pourtant insisté au début du mois de juin, lors du

congrès du SPD, sur le fait que sa proposition de gel était soutenue par la France mais aussi «la RDA, la Pologne, et ceux des pays de l'Est qui voient leur intérêt dans la détente».

L'abandon de la proposition allemande au cours du mois de juin s'est faite au travers d'un débat assez tendu entre Bonn et Washington. Une interview de Schmidt au *Washington Post* en donne une idée. Il s'en prenait à «certains qui sont venus sur la scène après lui», les accusant de «ne pas connaître l'arrière plan historique de la querelle entre l'Est et l'Ouest», visant par là Carter et Brzezinski.

Par contraste, Carter lors du sommet de Venise, le 26 juin, s'estimaient désormais suffisamment assuré de la position allemande pour approuver chaudement le voyage de Schmidt : «Entendre de la part des dirigeants européens le même type de message que ceux qu'ils reçoivent de diverses manières de notre part me paraît renforcer notre propre position. Les Russes ne comprendront pas qu'il ne leur sert à rien d'essayer de placer un coin entre nous et nos alliés européens». Ainsi Schmidt après avoir été fortement soupçonné de vouloir faire cavalier seul, était-il placé en position de porte-parole officiel de l'OTAN, rôle qu'il assumait d'ailleurs lors de ses interventions publiques en prenant soin de souligner sur chaque question abordée, son plein accord avec l'OTAN et la CEE.



Les résultats de la visite de Schmidt au Kremlin n'ont pas fait l'objet de commentaires américains, la réunion de presse à l'occasion du compte rendu que fit le Ministre des Affaires étrangères allemand au président américain battit le record de la brièveté. Cela pourrait signifier que les propositions soviétiques sont soigneusement examinées, ce qui contraste avec les réactions rapides et négatives lors des propositions concernant l'Afghanistan, à propos duquel d'ailleurs des tractations secrètes se poursuivent entre Moscou et Washington, ainsi que l'ont révélé des commentaires de Brzezinski.

## Le laminage

L'incapacité présente de l'Allemagne à définir une position originale est le plus clair résultat de la réunion de Moscou. Cela ne lui appartient pas en propre. Les propositions françaises connaissent le même sort. Carter a pu dire à propos de l'initiative européenne : «J'ai réussi à empêcher la modification de la résolution 242», c'est à dire à saborder la tentative européenne de définir des propositions nouvelles.

A l'Est un phénomène comparable pourrait se faire jour. Lors de la réunion du COMECON une vigoureuse volonté de reprise en main s'est fait jour. En outre si la Roumanie manifeste toujours son souci d'indépendance, ses propositions pratiques pour l'Afghanistan de procéder à «la cessation de tout appui du dehors aux forces anti-gouvernementales et en même temps au retrait des militaires soviétiques», ne sont guère éloignées de celles de Moscou.

Ce laminage des positions différentes de celles de Moscou et de Washington, s'il se confirmait et se poursuivait serait grave. Son origine est dans la détermination que montrent les USA et l'URSS à aller vers l'épreuve de force, qu'il s'agisse de la course aux armements, ou, pour l'URSS de la poursuite de son agression en Afghanistan. Cela n'exclut pas — et c'est peut-être là le sens véritable de la proposition soviétique à l'occasion du voyage de Schmidt à Moscou — une négociation de grande ampleur soviéto-américaine, sur arrière fond de troupes en mouvement, quand les négociations précédentes s'effectuaient sur fond d'accumulation de forces. Si Schmidt a ouvert un tel round, il est bien mal venu de se réjouir d'être parvenu à obtenir une ombre de promesse de négociations de la part des Soviétiques.

## Le «retrait» de troupes soviétiques d'Afghanistan

Giscard d'Estaing a eu un bon point de conduite à l'égard de l'URSS : trente-six heures avant les autres chefs d'Etat il a été avisé du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Il n'a pas manqué de saluer le geste du Kremlin dans son émission télévisée préférée : «C'est donc une option en faveur de la recherche d'une solution politique car, au niveau des moyens militaires qui sont et resteront en Afghanistan dans la période actuelle, il est clair que c'est par des moyens politiques que la solution peut seulement être trouvée». Le verbe est embarrassé, mais enfin l'on ne peut improviser et se relire ! Et quelle solution politique attendre du retrait des troupes ?

Selon le gouvernement afghan, une division et 108 chars ont été retirés, soit selon les estimations entre 5 à 6 000 hommes et 11 000. Du côté soviétique on affirme que le retrait a été rendu possible par les succès remportés contre les résistants afghans. S'il en était ainsi, il faudrait expliquer pourquoi Novosti estimait, le 23 juin, que «la présence limitée de troupes soviétiques reste nécessaire en Afghanistan», affirmation réitérée par le plénum du CC du PCUS qui suivit.

Selon les experts occidentaux, l'équivalent d'un régiment de chars, une à trois batteries de missiles sol-sol et au moins deux batteries de défense anti-aérienne avec leur maintenance ont été retirés et installés à proximité immédiate de la frontière, où sont stationnés 30 000 hommes.

Une relève des troupes engagées en Afghanistan paraît s'opérer. Les troupes engagées jusqu'à présent disposeraient d'armement lourd, qui paraît s'être révélé relativement peu efficace au cours des combats dans la province de Paktiar où une unité blindée soviétique aurait été mise en pièces. On a relevé qu'aucun hélicoptère M 18 utilisé dans les combats anti-guérilla n'a été retiré du champ de bataille. Au contraire les rotations d'Antonov en provenance d'URSS se sont accrues sur l'aéroport de Kaboul. Selon le *Times*, l'aéroflot utilise chaque jour 25 avions pour conduire armes et soldats à Kaboul. Les effectifs seraient passés de 85 000 hommes à 110 000 avant l'annonce du retrait des troupes, et dans la période du retrait la 104<sup>e</sup> division composée de parachutistes aurait été engagée, et de nombreux hélicoptères mis en service. En fait, un engagement soviétique plus affirmé encore se dessine, en tout cas nécessité par l'effondrement de la combativité de l'armée afghane dont les soldats sont désarmés chaque soir, tandis que des fonctionnaires soviétiques ont pris en main le ministère des affaires étrangères et l'armée. Des installations permanentes sont en cours de construction pour l'armée soviétique à proximité de Kaboul, et deux ponts en construction sur l'Amou Daria qui constitue la frontière entre les deux pays. Comme dirait Giscard «on va dans le bon sens». L'optimisme de Muskie lui a fait dire que les Soviétiques se trouvaient en Afghanistan pour deux ou trois ans. D'ici là...

# 6 mois d'occupation soviétique en Afghanistan

Fin juin, la nouvelle avait fait grand bruit : six mois après leur invasion de l'Afghanistan, les Soviétiques annonçaient le retrait d'une partie de leurs troupes. Très peu de détails étaient donnés sur l'ampleur exacte de ce départ. Mais immédiatement, certains se sont pris à espérer que c'était là un premier pas vers un dégagement complet, «un premier pas» vers un rapatriement progressif des troupes russes. Et d'autres, moins innocents, ont tout tenté pour le faire croire. Pourtant, à regarder les choses de plus près, rien ne permet d'envisager sérieusement que c'est un tel processus qui se serait engagé. Bien au contraire.

## Karmal ne tient que par les chars russes !

Par Monique CHERAN

La dépêche de l'agence Tass, pour courte qu'elle soit, était déjà assez claire sur les limites de l'opération : «En accord avec les autorités afghanes, se réalise ces jours-ci le retrait vers l'URSS de certaines unités dont la présence n'est pas nécessaire à l'heure actuelle». Dans les termes de cette dépêche, rien n'autorise à penser qu'il s'agirait d'un début de retrait, rien n'autorise même à imaginer que des mouvements dans l'autre sens se produiront plus.

### Quel règlement politique?

Et depuis, les Soviétiques sont de glace, chaque fois que la question leur est posée. Au chancelier ouest-allemand qui demandait à Brejnev d'aller plus loin, aucune réponse positive ne fut donnée. Il avait dit : «Je suis certain que vous contribuerez de façon essentielle à l'apaisement de la dangereuse crise que nous connaissons si vous pouvez déclarer que le retrait annoncé de quelques troupes soviétiques d'Afghanistan constitue le début d'un mouvement continu qui sera poursuivi jusqu'au départ complet». Brejnev lui avait répondu, comme d'habitude, que «l'URSS ne pouvait refuser son aide à l'Afghanistan, menacé dans son indépendance», et avait lié une fois de plus le retrait des troupes soviétiques à un «règlement politique de la situation». A plusieurs reprises, les autorités soviétiques ont clairement dit qu'il s'agissait-là de conforter les positions du régime qu'elles ont installé... Pas question pour elles d'accepter de modifications politiques. C'est par exemple ce qu'a déclaré plusieurs fois Gromyko.

### Combien de temps tiendrait Karmal sans les Russes?

D'ailleurs, pour se faire une idée un peu plus fondée sur les intentions soviétiques à propos de l'Afghanistan, il suffit d'examiner ce qui se passerait si les troupes russes partaient aujourd'hui, et de se poser la question : «Combien de temps tiendrait alors la bande de Karmal ?» Dès leur invasion, les envahisseurs se sont heurtés à une résistance armée qui n'a fait que croître. Malgré le matériel ultra moderne qu'ils ont engagé dans la bataille, malgré leurs Mi 24, malgré la napalm, ils ne contrôlent pas, loin s'en faut, la totalité du pays. Des régions entières leur échappent complètement, comme le Nouristan, ou la province du Hazaradjat. Et dans des régions où ils ont mené de grandes offensives, comme la vallée du Kunar, ils sont sans cesse harcelés par les patriotes, qui restent les vrais maîtres du terrain. Dans les villes même, qu'ils pensaient sans doute bail-

lonner plus facilement, de grandes manifestations ont eu lieu en février, mobilisant la jeunesse scolarisée dans son immense majorité. Aujourd'hui donc, force est de constater que partout dans le pays, en semant la mort et la désolation, les troupes soviétiques ont récolté la haine, fait lever plus fort encore la résistance.

### L'armée afghane régulière...démolée par les Russes eux-mêmes

D'un point de vue strictement militaire, sur quelles forces pourraient bien aujourd'hui compter les Russes? Jusqu'en mars 1979, l'armée afghane était le seul soutien du régime Taraki-Amin. Mais l'ampleur de la répression qui s'est abattue à cette période sur des milliers d'opposants, le rôle que le pouvoir a voulu faire jouer à l'armée contre la résistance qui se développait partout, ont abouti à des mutineries dans les plus grandes villes du pays. Il faut rappeler ici les événements qui se sont déroulés à Herat, seconde ville d'Afghanistan, en mars 1979. Des paysans étaient descendus en nombre dans la ville pour manifester. Les soldats de la garnison d'Herat avaient fraternisé avec eux, s'étaient joints à leur défilé. Taraki avait alors ordonné à l'aviation de bombarder la ville, ce que les



officiers et pilotes afghans avaient refusé de faire. Tous avaient été exécutés, sur l'ordre d'Amin! Après quoi l'aviation soviétique elle-même s'était chargée de bombarder la garnison d'Herat, tandis que les chars russes réprimaient la population.

A la même époque, les troupes régulières de l'armée afghane de la vallée du Kunar font à leur tour sédition, et distribuent les armes à la population. En

août 1979, c'est à Kaboul même que la garnison se soulève. Une fois encore, c'est l'armée soviétique qui réprime la révolte. On peut dire qu'à cette époque, et avant même l'intervention soviétique de décembre, l'armée afghane est déjà largement désorganisée. Et que c'est d'ailleurs les Soviétiques qui l'ont démolie, pour venir à bout des soulèvements qui se multipliaient. Si les Russes sont intervenus quelques mois plus tard, c'est bien entre autres parce qu'ils n'avaient plus sur place de force militaire suffisamment sûre et solide pour s'opposer à la montée de la résistance.

Si l'on prend les choses aujourd'hui, toujours du point de vue de l'armée, la situation n'a fait que se détériorer pour eux. L'armée régulière n'a fait que se désagréger davantage encore, les désertions se sont multipliées. Aujourd'hui, les troupes officielles afghanes n'ont pratiquement plus aucune capacité combative.

### Des troupes qui ne se battent pas aux frontières

Parmi les troupes d'occupation elles-mêmes, il ne semble pas que la situation soit sans problèmes non plus. On se souvient que dès les premières semaines, le commandement soviétique avait dû retirer en catastrophe des troupes composées de Tadjiks et d'Ouzbeks, qui se sentaient visiblement trop proche des populations qu'on voulait leur faire combattre. Elles avaient été remplacées par des troupes composées de slaves, certaines étant prélevées en Allemagne de l'Est. Et rien n'indique que ces nouvelles troupes ne rencontrent aucun problème : ne leur avait-on pas dit qu'elles allaient défendre les frontières contre les interventions étrangères orchestrées par les Américains et les

Chinois par Pakistan interposé. Nul doute qu'eux au moins commencent à réaliser sur le terrain que la situation est tout autre, que c'est bien à une résistance nationale qu'ils ont affaire.

### Des mœurs politiques de gangsters

Et sur le plan du personnel politique? Combien de temps tiendrait la bande de Karmal, si elle se retrouvait seule face à la résistance? Tous les membres de cette équipe se sont complètement déconsidérés en quelques mois. Comment prétendre rompre avec la répression qui sévissait sous Amin, et garder, parmi les personnages les plus importants du régime actuel, un homme comme Assadulah Sarwari, ancien chef de la police secrète Agsa, directement responsable à ce titre de milliers d'exécutions? Comment prétendre changer les choses, assainir la situation, quand on donne le spectacle de mœurs de gangsters politiques, quand on voit les contradictions entre fractions rivales se régler comme dans une histoire de vulgaires mafiosi, à coups de fusil? Comment expliquer la disparition de tel ou tel, prétendument parti en URSS se faire soigner? De ce point de vue aussi, l'équipe de Karmal, mise en place par les Soviétiques avec des débris du régime précédent, n'est pas très solide. Et on ne peut guère s'étonner quand on entend des rumeurs de négociations menées en coulisse par les Russes, qui tendraient à constituer une équipe de rechange...

### D'un point de vue stratégique

Si l'on en reste au strict plan de l'Afghanistan, on ne voit donc pas bien ce qui pourrait pousser les dirigeants soviétiques



Lycéennes de Kaboul : au premier rang dans la résistance.

à faire machine arrière aujourd'hui. On le voit encore moins si l'on considère de plus que l'occupation de l'Afghanistan n'est pas une initiative isolée, stricte-ment locale, sans autre importance au fond pour les Soviétiques que le contrôle de l'Afghanistan lui-même. Par contre, si l'on replace l'agression contre

l'Afghanistan dans son contexte stratégique, c'est à dire contre un pays voisin du Pakistan, dernier obstacle aux mers chaudes, si l'on prend au sérieux les menaces proférées par Moscou contre le Pakistan, accusé de fomenter des troubles et de nourrir la résistance afghane, on saisit déjà mieux l'enjeu très

Patrouille de soldats soviétiques à Kaboul



## Les «bandits», les vrais, c'est Karmal et les occupants soviétiques !

Le 27 décembre 1979, les troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan. Six mois après, elles sont toujours là, malgré un «retrait de quelques troupes» qui a fait beaucoup de bruit, mais qui ne change rien au fond. Six mois, et il semble bien que l'URSS ait l'intention de rester longtemps à Kaboul, comme le prouvent les exigences qu'elle met à un retrait éventuel : le maintien du pouvoir en place, malgré l'isolement de plus en plus total où il se trouve. Six mois au cours desquels la résistance afghane, sur le terrain s'est développée au point de poser de sérieux problèmes aux envahisseurs, tant dans les vallées et les campagnes que dans les villes, et à Kaboul même.

Depuis le début de cette agression intolérable contre le peuple afghan, la direction du PCF s'évertue par tous les moyens à faire passer le blanc pour le noir, et s'entête, même s'il est de plus en plus difficile pour elle d'y parvenir, au fur et à mesure qu'affluent les témoignages. Tablant à la fois sur la grande méconnaissance qui existait encore il y a peu dans notre pays sur les problèmes de l'Afghanistan, et sur l'incrédulité de bon nombre de gens devant une telle agression de la part de l'URSS, elle a accumulé un véritable tissu de mensonges.

Premier argument utilisé, et

qui ne tient pas cinq minutes si l'on veut bien se donner la peine d'être sérieux : ce serait le gouvernement afghan qui aurait fait appel aux troupes soviétiques. Amin aurait donc appelé à la rescousse ceux-là même qui vont aussitôt le trahir, et l'accuser, une fois mort, d'être un agent de la CIA...

Comme cela ne suffit pas, on justifie l'intervention soviétique par une prétendue ingérence extérieure menaçant l'Afghanistan, plus précisément une intervention américaine par l'intermédiaire du Pakistan. C'est aller très vite en besogne, surtout si on examine d'un peu plus près les rapports, pas très bons, entre le Pakistan et les Etats-Unis. En tout cas, les 650 000 réfugiés enregistrés par la Croix Rouge fuyant bel et bien le régime installé à Kaboul.

On nous dit aussi que les troupes russes étaient venues au secours de la révolution afghane, et dans le même temps, que le président Amin était un tyran sanguinaire. La deuxième affirmation est malheureusement vraie, des milliers d'opposants sont morts sous le régime d'Amin et de Taraki d'ailleurs. Et ce régime a été soutenu à fond par les Russes pendant tout le temps où il a été au pouvoir. Pire, il est aujourd'hui prouvé que dès cette époque, l'URSS participait directement à la répression dont on accuse aujourd'hui le seul Amin, après l'avoir éliminé. D'ailleurs, au sein même de l'équipe qui dirige aujourd'hui, on trouve

important de la bataille qui se joue en Afghanistan. Plus encore, si l'on pense que de l'autre côté, sur la mer Rouge, le verrouillage soviétique est déjà très avancé, sur la route du pétrole : bases soviétiques à Aden au Yémen du Sud, tentative d'écrasement de la lutte de libération en Erythrée pour étendre jusqu'à la mer la domination russe sur l'Éthiopie, pressions constantes pour mettre sur pied une grande fédération, englobant le Yémen du Sud, l'Éthiopie, la Somalie, sous domination soviétique. Dans cette logique impérialiste, les dirigeants du Kremlin ne sont pas près de s'arrêter, malgré les difficultés.

### Après les jeux olympiques

C'est pourquoi l'annonce du retrait de quelques forces opérant en Afghanistan n'est au fond qu'un coup de bluff. Il suffit de rappeler qu'elle est intervenue à point nommé, à la veille du sommet de Venise des 7 pays occidentaux, sans aucun doute pour y peser dans le sens de la fameuse «solution politique» prônée par les Russes. De plus, les jeux olympiques de Moscou n'étaient plus si éloignés. Jeux à Moscou, guerre à Kaboul, c'est un peu difficile à tenir pour la diplomatie soviétique... Mais les résistants afghans redoutent une offensive d'ampleur, dès que les jeux de Moscou seront terminés. C'est à cela qu'ils se préparent.

des responsables directs de la répression dans les années précédentes ! On nous a dit aussi que la résistance n'existait pas, ou qu'elle était le fait de «réactionnaires», de «fédéraux», de fanatiques de l'Islam, d'obscurantistes... en s'appuyant sur le refus de la réforme agraire imposée par le régime. Mais il faut voir concrètement ce qu'elle a accompli pour les paysans, cette réforme : appauvrissement général, éclatement forcé des structures traditionnelles, négation complète des cultures populaires... Aujourd'hui d'ailleurs, on reconnaît que ça ne marchait pas du tout ! Alors, quoi d'étonnant si cette réforme a cristallisé la révolte à la campagne ?

Quand des milliers d'hommes et de femmes sont obligés de fuir leur pays, quand des milliers combattent dans des conditions extrêmement difficiles, affrontent les armes ultra-modernes des Russes, quand les lycéennes de Kaboul tombent par dizaines sous les balles russes, comment peut-on oser traiter les résistants de «bandits», de «bandes sanguinaires» ? Qui sont-ils, les bandits, sinon Karmal et sa bande, qui enrôlent des tortionnaires parmi les gosses de 14-15 ans, qui règlent leurs problèmes comme dans un western, qui assoient leur pouvoir sur des vallées désertées ? Qui sont-ils les bandits, sinon les occupants soviétiques, qui couvrent et rendent possibles ces atrocités ?

# Pas besoin de nucléaire d'ici 20 ans au moins

Entretien avec Haroun Tazieff

Vous avez récemment publié un ouvrage, *Ouvrez donc les yeux*, chez Laffont (1980) dans lequel vous avancez l'idée que la France n'a pas besoin du nucléaire pour se fournir en énergie. Quelles sont, d'abord, vos références ?

Mon opinion est fondée sur les travaux de l'Institut Juridique et Economique de l'Énergie de Grenoble (1) sur les études de Jean-Marie Chevalier, économiste à l'Université de Paris-Villetaneuse, et diverses études françaises et américaines (celles de la fondation Ford (2), notamment).

Ces études montrent qu'il est inutile de construire la moindre centrale, quelle qu'elle soit (aussi bien nucléaire qu'au fuel) d'ici les 20 prochaines années, pour avoir suffisamment d'énergie électrique pour permettre la continuation de la croissance, sans aucune récession.

Certains parlent du retour à la bougie pour se passer du nucléaire...

Mensonge délibéré — de ceux qui poussent à la construction des centrales nucléaires, au catastrophique programme Messmer. Le mensonge est utilisé sans vergogne. On prétend qu'il n'y a aucun danger. Ce n'est évidemment pas vrai. Il y a un danger avec le nucléaire comme il y a un danger avec toute industrie. Les mesures de précautions extrêmes qui sont prises grâce au CEA (3) font que les risques sont en fait extrêmement réduits. Mais ils ne sont jamais nuls, comme dans aucune des activités humaines. La probabilité d'accident est très, très faible, mais n'étant pas nulle des accidents surviendront. D'autre part, moins le CEA aura voix prépondérante en matière de sécurité, et plus le seront celles des intérêts privés, et donc moins seront observées les précautions indispensables.

De toutes les façons, quand il y a des risques, même très faibles, l'accident finit par se produire. On le sait très bien avec l'industrie aéronautique, la laquelle aussi est extrêmement sûre. L'avion est le moyen le plus sûr de se déplacer. Il y a cependant des accidents, et même des accidents réputés aussi impossibles que les catastrophes nucléaires : par exemple celui des deux boeings 747 aux Canaries. Ainsi affirmer le «non danger» est trahir la vérité. Or le grand drame du danger du nucléaire, c'est que, en cas d'accident grave, ce ne sont pas seulement des centaines ou des milliers de morts ; mais des régions entières pourraient être rendues inhabitables pendant des siècles et des milliers de personnes pourraient engendrer des monstres. Songez à la maladie de Minamata, aux monstres qu'elle engendre... et c'est très redoutable.

Voulez-vous préciser de quel «gaspillage» vous parlez ?

Le premier poste de ce gaspillage, c'est le chauffage électrique. Chauffer à l'électricité, c'est délibérément perdre les 3/4 de l'énergie thermique primaire mise

en jeu pour produire l'électricité. Pour produire de l'électricité, on fait bouillir de l'eau, et on envoie la vapeur dans des turbines pour faire tourner un alternateur. Un principe de physique élémentaire, «le principe de Carnot», montre que l'on ne peut, dans une machine idéale, récupérer qu'un tiers de l'énergie thermique mise en jeu. Or, les machines idéales n'existent pas. Dans une bonne machine moyenne, on en perd les 3/4. C'est pour cela que toutes les centrales, qu'elles soient au fuel, au charbon, ou à l'uranium sont construites au bord d'un fleuve ou au bord de la mer. C'est pour cela qu'on avait choisi Plogoff. Parce qu'il faut de grandes quantités d'eau pour évacuer ces trois quarts de la chaleur mise en jeu pour produire le courant électrique. Cette perte inévitable de 70 % de l'énergie primaire, il faut bien les subir pour obtenir de l'électricité et utiliser celle-ci à ses fins spécifiques, irremplaçables : lumière, force motrice, électrochimie, chirurgie, etc...

Pourquoi parlez-vous de «séismes destructeurs» ?

Il s'en produira. Il ne peut pas ne pas s'en produire : c'est une loi de la nature. Dans les vallées du Rhône et du Rhin, dans les Pyrénées, dans les Alpes, il s'en produira dans les décennies ou dans les siècles à venir ; c'est une certitude géologique. Les centrales ont été construites pour résister à des séismes de force 7 et non pour des séismes de force 9. Même fermées depuis des dizaines d'années mais toujours radioactives à l'intérieur, elles seront fracturées par les tremblements de terre ; le vent qui passera à travers ces fractures, les eaux de ruissellement, entraîneront des produits de fission radioactifs extrêmement malfaisants et les répandront au loin.

Pour que l'on prenne de tels risques, il faut que le coût de construction des centrales soit bien peu onéreux ?

C'est une contrevérité supplémentaire. On annonçait par exemple qu'une centrale nucléaire coûterait un peu plus d'un milliard de francs, alors qu'elles coûtent actuellement au minimum 3,5 milliards. On disait qu'EURODIF, l'usine d'enrichissement de l'uranium, coûterait 7 milliards. Elle a dépassé actuellement 35 milliards. Plus de cinq fois plus. Ce ne sont pas des erreurs de calcul. Ce sont des contrevérités sciemment avancées. C'est un peu ce qui s'est passé pour Concorde et pour quantité d'autres projets. Mais ce qui conditionne le plus fortement ma conviction qu'il ne faut pas construire de centrales, c'est le gaspillage délibéré, organisé, que l'on entretient volontairement pour accroître continuellement certains profits que paie la collectivité.

Voulez-vous préciser de quel «gaspillage» vous parlez ?

Le premier poste de ce gaspillage, c'est le chauffage électrique. Chauffer à l'électricité, c'est délibérément perdre les 3/4 de l'énergie thermique primaire mise

en jeu pour produire l'électricité. Or tout est emballé sous sachet plastique. L'industrie de l'emballage est un parasite colossal. Le plastique remplace les produits naturels qui pourtant eux, se reproduisent régulièrement : le bois, le verre, le cuir... les fibres végétales, les fibres animales. Le pétrole est en quantité finie. Le plastique fabriqué est du pétrole perdu. Il y a donc d'abord cette économie d'énergie qu'il faut réaliser.

Vous avez dit précédemment qu'on pourrait se passer de l'énergie nucléaire. Par quel le remplacement, outre l'économie des gaspillages actuels ?

Il y a d'autres sources d'énergie que le nucléaire, qui coûtent infiniment moins cher et qui sont nationales.

Il y a avant tout l'hydroélectricité, qui est loin d'être complètement exploitée (4). Le charbon, que l'on a délibérément sacrifié voilà 25 ans pour promouvoir le pétrole. Il aurait beaucoup mieux valu payer plus cher, mais en francs, un charbon national que payer moins cher, mais en devises, le pétrole. On a exporté les dollars par milliards, et l'on s'est appauvri d'autant comme chaque fois que l'on achète à l'étranger. L'inflation dès lors augmente, et aussi le chômage ; Le BA ba de l'économie politique est qu'il vaut mieux se passer d'acheter à l'étranger et produire soi-même.

Pouvez-vous préciser les autres formes de gaspillage que vous dénoncez ?

D'abord, il suffirait de supprimer le chauffage électrique, et on n'aurait plus besoin d'une seule centrale supplémentaire. Et je ne parle pas du gaspillage colossal que représente l'abus monstrueux de l'emballage aujourd'hui : tout est en matière plastique. Et la matière plastique est de l'énergie pure. C'est de l'hydro-

carbone et de l'énergie pour le transformer ! Or tout est emballé sous sachet plastique. L'industrie de l'emballage est un parasite colossal. Le plastique remplace les produits naturels qui pourtant eux, se reproduisent régulièrement : le bois, le verre, le cuir... les fibres végétales, les fibres animales. Le pétrole est en quantité finie. Le plastique fabriqué est du pétrole perdu. Il y a donc d'abord cette économie d'énergie qu'il faut réaliser.

bien moins «nouvelle» que le nucléaire, excellentement maîtrisée du point de vue technique et incomparablement plus rentable. Malgré cela, on ne fait rien en France pour produire de l'électricité géothermique. Le Japon se dote d'une industrie géothermique extrêmement puissante. Et il vend à l'étranger : aux USA, du matériel de forage et du matériel de centrales géothermiques ; à l'Italie, à la Nouvelle Zélande, à l'Islande, à tous les pays développés qui font de la géothermie, sans parler des pays du Tiers-Monde...

Vous pouvez préciser votre opinion pour la France ?

On peut chauffer au minimum 60 % de l'habitat français, c'est à dire remplacer pour le chauffage tout le pétrole et tout le gaz extrêmement coûteux, tout le charbon, que l'on importe désormais, et le nucléaire dont on importe beaucoup d'éléments, pour lequel on dépense des sommes phénoménales. On peut consulter, sur ce sujet, les études publiées par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières — BRGM — d'Orléans. Les zones de production sont essentiellement le Bassin Parisien — de Lille jusqu'au Sud d'Orléans, du Havre jusqu'à l'Est d'Auxerre —, l'Aquitaine, les vallées du Rhône et du Rhin...

Les installations ne coûtent guère, comparées au gâchis du

nucléaire. Il faut prospecter et forer. Le chauffage urbain est possible, à un coût qui est sans commune mesure avec le coût actuel. J'insiste : ce mode de chauffage n'exige de surcroît aucune importation, ni de pétrole, ni d'uranium, ni de charbon !

Dans votre ouvrage, vous parlez de dangers dont on a, jusqu'ici, que fort peu fait état, à propos des centrales nucléaires. Voulez-vous préciser ?

Il y a dans l'histoire récente de la France, dans les derniers siècles, une cinquantaine de tremblements destructeurs. Ceux-ci sont localisés dans les Pyrénées, dans les Alpes, sur la côte d'Azur, dans la vallée du Rhône et celle du Rhin essentiellement. Il faut donc, dans ces régions, construire — surtout maintenant qu'on fait des bâtiments très grands, que ce soit pour les habiter ou pour y travailler, ou les bâtiments publics, écoles, hôpitaux, etc — Un tremblement de terre destructeur de force 9 ou 10 qui se produirait sous une cité comprenant de tels bâtiments qui n'auraient pas été construits en respectant les règles de l'architecture parasismique, produirait des centaines, ou des milliers, ou des dizaines de milliers de morts. C'est inacceptable, puisque l'on sait parfaitement ce qu'il faut faire pour l'éviter : selon les règles parasismiques, il faudrait pour cela que les autorités gouvernementales, régionales et locales imposent le respect des ces règles parasismiques (que l'on n'impose pas en France, mais bien à Monaco). Or Monaco est nettement moins sismique que Nice, par exemple. Il y a eu dans l'histoire beaucoup plus de séismes destructeurs à Nice et sa région qu'à Monaco. Dans les pays civilisés et sismiques, on impose le respect des règles d'architecture parasismique. J'ai vu des résultats stupéfiants aux USA et au Japon, où les tremblements de terre destructeurs sont très fréquents. Mais ce n'est pas parce que chez nous ils sont plus rares qu'ils sont inexistant. Loin de là hélas... Il arrive deux ou trois séismes destructeurs en moyenne par siècle. Il peut y avoir un siècle sans tremblement de terre, et le siècle suivant, il peut y en avoir une demi douzaine. Le Haut-Rhin a connu au XIV<sup>e</sup> siècle un séisme de force 10 (au moins) et les Pyrénées Orientales, soixante quinze ans plus tard, en ont éprouvé un de force

11. Au siècle d'après ce fut le tour de Nice d'en subir un de force 10. Et je ne parle pas des douzaines de chocs de force 10. Jadis, un séisme destructeur en France faisait cent ou cinq cents morts, car les maisons étaient petites, construites solidement. Aujourd'hui, avec du béton mal armé, et des maisons contenant des centaines de personnes, les mêmes secousses pourraient faire des milliers de morts. Gare au prochain séisme destructeur !

Notes :

- (1) Publication 1975, Alternative au Nucléaire.
- (2) Les études de la fondation Ford ont été publiées. On peut se les procurer au campus de Grenoble.
- (3) : commissariat à l'énergie atomique.
- (4) A propos de l'hydroélectricité, il est bon de préciser qu'EDF tient sous le coude des études de ses potentialités : il n'y est pas question de «grands barrages», mais de centrales au fil de l'eau, d'unités construites sur les petites rivières de montagne, de «microcentrales», (celles-ci peuvent soulager la demande du réseau nationale) ce qui par ailleurs n'exige pas la construction monstrueuse d'un énorme réseau de fils qui défigurent, en plus, le paysage.

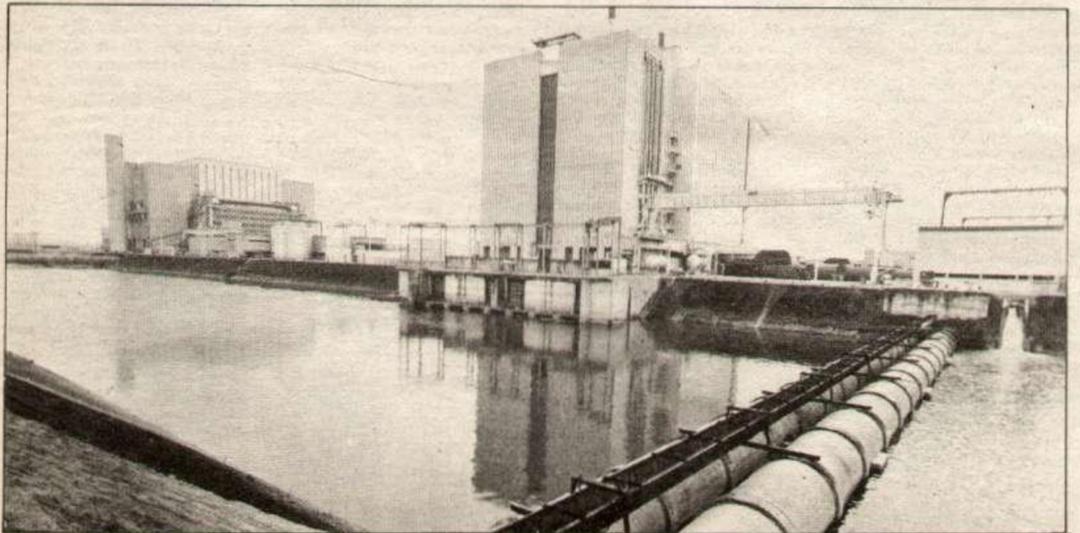
Il reste d'énormes possibilités de production. Monsieur Charles Puiseux, ancien responsable EDF, a, sur cette question, publié un ouvrage que l'on peut consulter.

Ouvrages à consulter :

— Haroun Tazieff : *Ouvrez donc les yeux* — conversations avec Claude Mossé sur quelques points brûlants d'actualité — Robert Laffont — 1980.

— Un bulletin de liaison : ADEN, 41 rue Bobillot — PARIS (589 88 11) Info Anti-nucléaire

— Un album de dessins : CRILAN — Comité de Saint-Lô Info Anti-nucléaire B. P. 1150 50750 Canisy



# Azanie : les progrès décisifs du mouvement populaire

Par Frédéric FERRER

Afrique du Sud, pour des millions d'Africains et pour tous ceux qui luttent contre la domination blanche, l'Azanie. Ce qu'est l'apartheid, comment, surtout depuis 1948 (1) une minorité blanche impose à la majorité une ségrégation qui a largement franchi les limites du supportable «les noirs sont tenus en marge parce que leur faculté de raisonnement est plus lente» déclarait encore récemment le ministre des postes, voilà qui est largement connu. Alors que cette société raciste se rapproche de plus en plus de sa fin, il faut cependant rappeler quelques uns de ses traits. Et d'abord rappeler que ce régime de ségrégation est en premier lieu celui de la surexploitation.

Les travailleurs noirs forment l'essentiel de la classe ouvrière azanienne. Seule une très mince frange de fonctionnaires, commerçants, membres de professions libérales, chefs traditionnels parviennent à constituer une sorte de «classe moyenne» noire. Le mineur qui extrait le charbon, le diamant, l'or, base de la prospérité blanche reste le type du travailleur azanien soumis à un régime concentrationnaire. Depuis 20 ans, une nouvelle industrie s'est cependant développée et la majorité des ouvriers sont maintenant employés dans des usines de transformation, souvent filiales de trust occidentaux, américains, anglais, français...

Autre transformation notable de ces dernières décennies, une grande partie des métis et des asiatiques, qui parlaient africain et qui jouissaient, à l'époque de la colonisation britannique, d'un statut presque égal à celui des blancs ont rejoint les africains noirs dans la prolétarianisation, en même temps que le racisme obsessionnel de la minorité blanche les enfonçait dans une marginalité croissante. Ils ressentent aujourd'hui largement leur discrimination, même s'ils ne sont pas soumis à toutes les entraves imposées aux noirs, comme les laissez-passer. Il y a aujourd'hui des cités métis qui font pendant aux villes noirs comme Soweto.

La présence de non-blancs dans les quartiers réservés aux blancs, n'est en effet tolérée que pour leur travail. Le soir venu, l'ouvrier africain doit emprunter un moyen de transport long et coûteux pour rejoindre une cité volontairement construite fort loin de son lieu de travail, administrée par des blancs et où le minimum de services publics n'est pas assuré. Etranger dans son propre pays, s'il est rattaché à un bantoustan, soit-disant indépendant, son droit au séjour se verra lui-même limité à la durée de son contrat de travail. L'absence totale de droits politiques et syndicaux permettent à la bourgeoisie sud-africaine d'en tirer le maximum de profit en versant des salaires parmi les plus bas d'Afrique.

A l'opposé, ce qui se passe de commentaires, le niveau de vie des blancs est le 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> du monde. Le revenu moyen d'un blanc était de 17 700 F par mois

en 1974, celui d'un noir atteignait à peine 1 000 F.

Lundi 16 juin 1980, dans les cités ouvrières, il est interdit de se rassembler à plus de dix personnes. A Soweto, plusieurs centaines de jeunes réussissent cependant à se réunir dans l'église catholique «Regina Mundi». La police chargera, tirera dans la foule, on élèvera des barricades qui seront prises d'assaut par des policiers munis d'armes automatiques, d'autres lâcheront leurs chiens. Au Cap, ville morte, les «absentéistes» seront de 75 à 100 % dans les usines. Durant ces deux jours de colère, on comptera quelques 60 morts et 200 blessés dans les principales villes. 1 270 personnes avaient pourtant été arrêtées



A Soweto, 4 ans après les manifestations pendant lesquelles la police a tué plus de 600 personnes, la police a voulu empêcher la commémoration : grenades lacrymogènes, matraques, sauvageries policières...

préventivement et 1 670 traduits en justice les jours précédents. Comme il y a quatre ans — Soweto : 600 morts —, le pouvoir blanc est à l'épreuve.

Comme il y a quatre ans, des milliers de lycéens sont en grève pour réclamer la fin de la ségrégation dans l'enseignement. Pourtant, ce 16 juin 1980, c'est bien plus qu'un anniversaire, encore moins une répétition.

Surtout, toute une série d'éléments nouveaux apparaissent dans la lutte même du peuple d'Azanie.



Dans la nuit du 17 au 18 juin, 60 morts et 200 blessés au cours des émeutes du Cap.

L'usine de Sasol, réponse au boycott iranien de Prétoria, produisait du pétrole synthétique à partir du charbon. Début juin, elle a brûlé. Responsable : «Umkhonto we Sizwe», (la lance de la nation), organisation armée de l'African national congress. C'est la première fois que le principal

Aujourd'hui, les «coloured» n'imaginent plus leur avenir au sein de ce régime d'oppression. Mardi, seuls des camions blindés ont pu traverser les cités métisses pour se rendre à l'aéroport de Johannesburg. Une telle unité face au racisme insolent, ça aussi c'est la première fois.

Et parmi la population blanche elle-même, on trouve aujourd'hui des libéraux anglophones et même afrikans pour réclamer l'égalité des droits, coller sur leur voiture l'autocollant «Free Mandela» (Libérez Nelson Mandela), leader nationaliste noir emprisonné au bagne de Robben Island. A Johannesburg, une enquête révèle que 54 blancs contre 41 sont favorables à la libération de celui que l'on pose de plus en plus, semble-t-il, en futur chef d'Etat. Une solidarité de cette ampleur, c'est encore la première fois.

La nouvelle force du mouvement populaire azanien se fait entendre au-delà même des frontières africaines : si les faibles salaires restent un attrait essentiel, les investisseurs occidentaux hésitent de plus en plus à s'installer dans une région où la récente indépendance du Zimbabwe l'a montré — la domination impérialiste est plus précaire que jamais.

Récemment Dirk Mudge, premier ministre de Namibie nommé par les racistes d'Afrique du

réitérées et unanimes de l'ONU, et même les mises en garde de Washington pour qui «la situation actuelle convaincra le gouvernement sud-africain de la nécessité de prendre des mesures concrètes en vue de réformes fondamentales susceptibles de satisfaire les griefs légitimes du peuple sud-africain». On verra qu'il y a de quoi faire réfléchir la bourgeoisie blanche et la convaincre qu'il ne sera bientôt plus possible de gouverner comme avant.

C'est ce que pensent, semble-t-il, de plus en plus de responsables blancs et non des moindres, tel Oppenheimer, célèbre industriel du diamant. N'est-ce pas le propre chef des services secrets qui prenait récemment position en faveur de la libération de Nelson Mandela qui a, disait-il «payé sa dette envers la société» ?

En attendant le pouvoir blanc n'est pas allé plus loin que quelques «réformes cosmétiques», comme la réforme constitutionnelle qui ouvre le Sénat aux métis et aux blancs et crée pour les noirs une chambre séparée... et consultative ou le maquillage de l'apartheid débarrassé de certains de ces aspects les plus «mesquins» en «différenciation verticale».

Se sentant fort de 4 millions de partisans surarmés face à une majorité maintenue dans l'igno-

Ce que dépense l'Etat pour l'enseignement	
— d'un blanc :	677 dollars — un professeur pour 23 élèves
— d'un «coloured» :	227 dollars — un professeur pour 50 élèves
— d'un noir :	66 dollars
L'enseignement n'est obligatoire — et gratuit — que pour les blancs	

Sud, a pu effectuer une visite officielle à Paris. Toutefois il n'a été reçu que par un fonctionnaire du quai d'Orsay et même s'il a pu faire l'éloge de ce qu'il a appelé «l'attitude indépendante de la France», le gouvernement de Raymond Barre s'est empressé de publier une déclaration condamnant le régime d'apartheid. Touj hypocrite qu'il soit, ce comportement français montre combien il est difficile aujourd'hui, même à un pays occidental, d'afficher ses relations avec Prétoria. Si l'on ajoute à ces difficultés les effets du boycottage par de nombreux pays du Tiers-Monde, ces condamnations

rance l'Etat raciste mise d'abord sur l'intimidation et la répression illustrées par les récents raids lancés contre la SWAPO en territoire angolais ou encore par les menaces du général Goldenhuys, chef de la police : «S'ils ne veulent pas entendre raison, déclarait-il, d'autres méthodes seront employées pour maintenir l'ordre.»

Sempiternelle insolence raciste, mais bientôt pour la dernière fois.

(1) 1948 : date de l'accession au pouvoir du Parti National Afrikan.

D'après les chiffres officiels, (1975)		taux de croissance 1936-1975	
les catégories de la population azanienne			
Blancs	4,24 millions	16,6 %	+ 212,0 %
Métis	2,35 millions	9,3 %	+ 287,8 %
Asiatiques	0,73 millions	2,8 %	+ 317,4 %
Africains noirs	18,14 millions	71,2 %	+ 273,2 %
Total	25,47 millions	100 %	+ 249,7 %